

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 13358 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 9 JANVIER 1988

Effusions

M. Raimond à Tunis enfin...

Mieux vaut tard que jamais ! Le Quai d'Orsay vient d'annoncer que M. Jean-Bernard Raimond, se rendra le samedi 9 janvier à Tunis pour prendre contact avec les nouvelles autorités du pays, le président Ben Ali et le premier ministre, M. Hédi Baccouche. Le ministre des Affaires étrangères rencontrera aussi, bien entendu, son collègue M. Mahmoud Messiri, avec lequel il s'est entretenu à Paris, au mois de novembre, au lendemain de la déposition de M. Habib Bourguiba.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce déplacement est bienvenu. M. Raimond sera en effet le premier responsable français à faire le voyage de Tunis depuis la mise à l'écart du « Combattant suprême ». Sa visite, même si elle ne dure que quelques heures, devrait d'autre part dissiper le malaise créé par le report d'un premier voyage projeté au mois de décembre. L'incident a été expliqué à l'époque par une méchante grippe, mais la maladie était pour l'essentiel diplomatique puisque elle visait à éviter une rencontre avec M. Yasser Arafat, à laquelle M. Chirac s'était opposé au tout dernier moment.

Aucune rencontre avec le chef de l'O.L.P. n'est prévue cette fois, et c'est sans doute mieux ainsi : l'arrivée d'une nouvelle équipe au pouvoir à Tunis est un événement suffisamment important pour justifier à lui seul un déplacement. D'autant plus que certains responsables français ont donné l'impression, au moment de la mise à l'écart de M. Bourguiba, de faire la fine bouche devant la formule retenue. Prudence, d'autre part, pour ne pas se laisser entraîner par les mêmes, quelques mois plus tôt, se lamentaient sur une Tunisie en proie à tous les périls, par la faute d'un « président à vie » aussi déclinant qu'obstiné.

On a fini par comprendre, à Paris, que ce manque de chaleur était pour le moins « contre-productif ». D'autant plus que jusqu'à présent le président Ben Ali a fait un parcours sans faute, réussissant notamment à faire baisser la pression qui menaçait de faire exploser le système tunisien.

Cette évolution vers un certain pluralisme doit être encouragée : elle ne suffira cependant pas à résoudre tous les problèmes d'un pays qui n'a pas été particulièrement gâté par la nature et dont les difficultés économiques, commerciales et financières sont considérables.

La première chose à faire, pour établir un climat de confiance entre les deux pays, est sans doute de mettre un point final au contentieux qui subsiste. A la mi-décembre, le président Ben Ali a fait un geste permettant le règlement du problème des avoirs français bloqués. Reste à en finir avec l'épineuse question de l'indemnisation des logements sociaux abandonnés par les Français à leur départ du pays. Le temps n'est-il pas venu d'en terminer avec ce problème issu de la colonisation ?

Là comme ailleurs, c'est avant tout une affaire de volonté politique. Elle doit exister des deux côtés de la Méditerranée. Il était temps qu'elle commence à se manifester clairement à Paris. M. Raimond va pouvoir débayer le terrain que M. Baccouche devra parcourir aux côtés de M. Chirac à partir du 15 janvier, au cours de la visite que le premier ministre tunisien doit effectuer en France.

(Lire nos informations page 28.)

La visite à Paris de M. Honecker

M. Mitterrand veut réconcilier la France et « tous les Allemands »

En visite officielle à Paris, M. Erich Honecker a rencontré, le vendredi 8 janvier, M. Jacques Chirac. Jeudi soir, M. Mitterrand avait exprimé devant le numéro un est-allemand la volonté de la France d'une réconciliation « avec tous les Allemands ». Avant de quitter Paris samedi, M. Honecker devait recevoir MM. Raymond Barre, Lionel Jospin et Georges Marchais.

Le moins qu'on puisse dire est que la première visite en France d'un chef de l'Etat est-allemand se caractérise davantage par la « franchise » — selon l'expression diplomatique bien connue — que par la chaleur. D'entrée de jeu, Français et Est-Allemands ont tenu à rappeler leurs positions, qui sont loin de coïncider, sur les questions de désarmement, alors que le président Mitterrand consacrait une grande partie de l'allocution qu'il a prononcée au cours du dîner offert en l'honneur de son hôte à une défense rigoureuse des libertés.

L'arrivée du numéro un est-allemand à Paris avait été précédée d'une relance par les dirigeants est-allemands de l'idée d'un désarmement nucléaire en Europe qui affecterait non plus seulement, comme convenu au sommet de Washington, les armes à portée intermédiaire mais également celles à courte portée. Cette relance visait donc implicitement les armes détenues par les forces de l'Alliance Atlantique et du pacte de Varsovie sur le théâtre européen mais aussi la force de frappe française.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 4.)

Cohabitation et élection présidentielle

Face à M. Barre, M. Chirac accélère sa campagne et vante son bilan

M. Chirac a réuni les membres RPR du gouvernement, le jeudi 7 janvier, à l'Hôtel Matignon, pour organiser sa campagne dans les régions. Le premier ministre, soucieux de ne pas laisser le terrain libre à M. Barre et de mobiliser ses partisans, accélère le programme qu'il s'était initialement fixé et a décidé de valoriser le bilan de son gouvernement.



Lire page 7 l'article de PATRICK JARREAU

Les propositions des « sages » sur le code de la nationalité

Français de naissance et Français d'adhésion

par Robert Solé

Remis au premier ministre le jeudi 7 janvier, le rapport de la commission de la nationalité préconise de faciliter l'accès à la citoyenneté de certains jeunes étrangers, dès seize ans, mais en exigeant d'eux une adhésion individuelle. Aucune condamnation pénale ne sera opposable jusqu'à leur majorité.

Les « sages » souhaitent, d'autre part, que les procédures de naturalisation soient plus rapides et plus transparentes, tout en suggérant d'allonger (de six mois à un an) le délai d'obtention de la nationalité par mariage. Enfin, les leurs franco-algériens devraient faire leur service militaire en France, mais la binationnalité n'est pas contestée.

Deux gros volumes, faisant au total plus de mille deux cents pages... Les auteurs du rapport sur la nationalité, intitulé « Être Français, aujourd'hui et demain », n'ont pas lésiné sur le papier. Mais on aurait mauvaise grâce à le leur reprocher : ils ont publié un document passionnant dont la plus grande partie est d'ailleurs occupée par le texte intégral de leurs auditions publiques.

Les réflexions et les propositions de la commission ne sont pas moins intéressantes. Pour la première fois, ce débat, marqué par tant de dénégation et de slogans, est traité à fond. On n'est pas obligé de partager toutes les conclusions des « sages », mais il faut savoir qu'à l'avenir le législateur ne pourra pas ignorer ce document de référence.

Malgré leur diversité, les seize membres de la commission étaient presque contraints de s'entendre. En cas de désaccord à leur niveau, pouvait-on espérer un consensus national sur une question aussi grave qui touche aux fondements mêmes de la société française ? Les seize « sages » se sont entendus au-delà de toute espérance.

A elle seule, la « conversion » du professeur Pierre Chaunu, qui passait pour le plus « dur » des « sages », il y a sept mois encore, est spectaculaire. Les membres de la commission ne se sont divisés que sur un point qui a exigé un vote : les empêchements en matière pénale pour obtenir la nationalité française.

Six mois de travaux, marqués par trente-sept séances de travail, plusieurs visites sur le terrain et l'audition de nombreux experts, ont persuadé les « sages » d'une évidence : le code de la nationalité en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1973 n'est plus adapté à la situation de la France. Ce texte touffu est né, en effet, de lois successives qui, depuis le code civil de 1804, se sont davantage compliquées que remplacées.

(Lire la suite page 8.)

Lire page 8
Un entretien avec M. Marceau Long, président de la commission.
L'analyse des conclusions.

Les insuffisances des expertises médico-légales

Affaire Boulou : suspicion sur un suicide

Depuis la découverte, le 30 octobre 1979, dans la forêt de Rambouillet, du corps de Robert Boulou, alors ministre du travail et de la participation, l'incertitude est demeurée sur les causes de cette mort. Si l'enquête officielle a conclu à un suicide, la famille croit à un homicide volontaire, et l'Express du 8 janvier affirme que le ministre « a été suicidé ». L'enquête que nous publions ci-dessous fait apparaître que l'expertise médico-légale fut entachée de telles négligences et anomalies que les causes du décès de Robert Boulou risquent de ne jamais être connues.

« Simple » suicide ou assassinat maquillé — non sans succès — en suicide ? Maintes fois posée depuis la mort de Robert Boulou et surtout depuis 1983, la question risque fort de ne jamais trouver de réponse définitive. Une situation qui tient pour une bonne part aux négligences, voire aux fautes graves, qui, selon plusieurs spécialistes de médecine légale, caractérisent la partie médico-légale de cette affaire.

La première autopsie du cadavre fut pratiquée à l'Institut médico-légal de Paris dans les premières heures de l'après-midi du mardi 30 octobre 1979. Le même jour, vers 8 h 30 — heure officielle — le corps du ministre Robert Boulou avait été retrouvé, à 4 ou 5 mètres de la berge, dans l'étang du Rompu, l'un des étangs de la forêt de Rambouillet. Un examen radiologique fut pratiqué à l'Institut médico-légal par le docteur Francis Kannapell. Celui-ci concluait : l'examen radioscopique du cadavre en entier sous contrôle télévisé n'a montré la présence d'aucun projectile. Le docteur Kannapell ajoutait que des radiographies du crâne, des poumons et de l'abdomen avaient été pratiquées. Sans résultat.

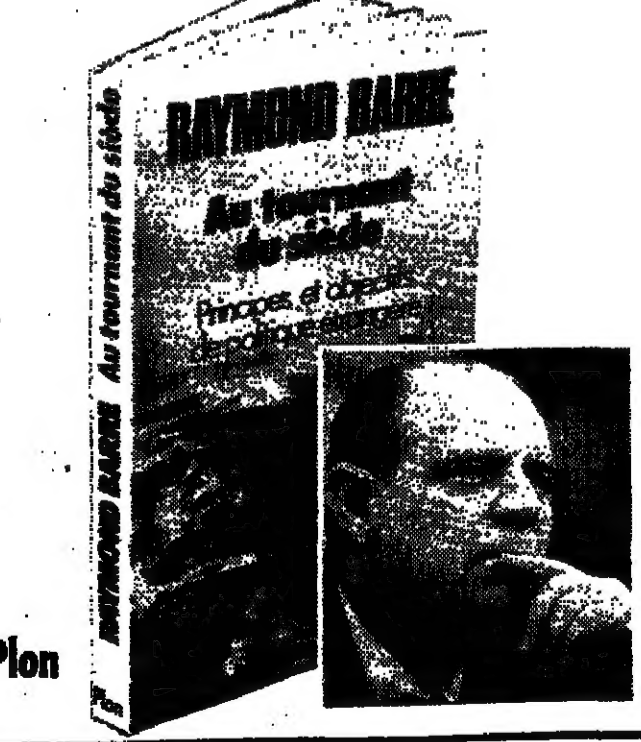
L'autopsie fut ensuite pratiquée par les docteurs J. Bailly et A. Deponge. « Une autopsie fort peu ordinaire », confiait aujourd'hui plusieurs de leurs confrères. Les deux médecins

légistes indiquent ainsi « ne pas avoir effectué d'incisions musculaires » sur le cadavre de Robert Boulou, une pratique pourtant systématique dans ce type de situation. Ils précisent par ailleurs : « L'examen du crâne n'a pas été effectué sur directives de M. le procureur de la République ». « Une décision tout à fait incompréhensible », estime-t-on aujourd'hui dans les milieux de la médecine légale.

Concernant l'hypothèse d'une mort par noyade, les deux spécialistes écrivaient : « Le poumon droit pèse 640 grammes, le poumon gauche 490 grammes. Ils sont le siège d'un œdème hydro-aérique diffus. [...] » Selon les docteurs Bailly et Deponge, cet œdème du tissu pulmonaire « est habituellement observé dans les asphyxies par submersion », une observation qui plaiderait, selon eux, en faveur d'une noyade par submersion d'autant que l'estomac contenait « un liquide clair paraissant être de l'eau ».

JEAN-YVES NAU.
(Lire la suite page 9.)

Barre, la France, l'Europe, le monde



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,80 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 6.000 DL. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

صكنا من الاصل

سكنا من الاحل

Etranger

Le mouvement de solidarité avec les réfugiés iraniens expulsés

Les gestes sans équivoque de M. et M^{me} Mitterrand

M. Charles Pasqua aurait-il sous-estimé la combativité des Moudjahidines du peuple lorsqu'il prit la décision, début décembre, d'expulser au Gabon quatorze membres ou sympathisants de cette organisation d'opposition iranienne ? La façon expéditive dont il mena l'opération commença par soulever un tollé général à l'étranger, où l'on vit immédiatement dans cette mesure l'un des termes du marché passé entre Paris et Téhéran en vue de la libération des otages français.

Ce fut ensuite au tour du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) de s'émouvoir des ententes faites aux règles internationales et de rappeler la France à ses devoirs, la plupart des expulsés bénéficiant du statut de réfugié politique. Puis vint la constance des opposants iraniens à poursuivre une grève de la faim qui dure maintenant depuis plus de trente jours et a entraîné plusieurs hospitalisations.

Cette affaire est aujourd'hui en passe de provoquer des accords dans la cohabitation, au lendemain de vœux présidentiels et gouvernementaux qui se voulaient pourtant franchement cohabitationnistes. Jeudi 7 janvier, l'Élysée a en effet apporté un soutien sans équivoque aux réfugiés iraniens, qui réclament à cor et à cri le retour en France de leurs camarades exilés à Libreville par M. Pasqua. M. Mitterrand a reçu le haut commissaire aux réfugiés, M. Jean-Pierre Hocké, auquel il a apporté son « plein soutien » et qu'il a encouragé à poursuivre son action.

Dans la même temps, l'épouse du chef de l'État recevait longuement les familles des réfugiés iraniens expulsés. « Boulevardier par les témoignages de ses mères et de ses enfants », M^{me} Mitterrand décidait alors de se rendre sur les lieux mêmes où les opposants à l'imam Khomeiny font la grève de la faim. Elle agissait en tant que présidente de l'association France-Libertes.

Islamisme pur et dur

Si le ministre de l'Intérieur comptait sur le temps pour éroder la volonté des opposants iraniens et évacuer ainsi le problème, c'était ignorer la détermination habituelle des Moudjahidines. Une organisation qui bénéficie de deux atouts majeurs : d'une part, une forte implantation dans la plupart des pays occidentaux de militants très fortement encadrés, prompts à sensibiliser et à mobiliser parlementaires et autres personnalités politiques pour les mener en groupes de pression ; d'autre part, une expérience du combat militaire et politique vieille de plus de vingt ans, qui a permis de forger un instrument dont l'efficacité repose sur une discipline de fer.

Les encarts publicitaires et motions de soutien signées par des dizaines de parlementaires européens et américains – la dernière en date de ces motions comporte trois cent dix noms – sont là pour attester la force de mobilisation des Moudjahidines. M. Pasqua lui-même a signé en juillet 1985, alors qu'il siégeait au Sénat, un texte de soutien à l'organisation de M. Masoud Radjavi avant de mettre en cause son caractère démocratique et d'en expulser des membres *manu militari*.

Solidement structurée, l'organisation des Moudjahidines du peuple, qui se réclame d'un islamisme pur et dur teinté de marxisme, a une longue expérience de la lutte armée, aussi bien sous le régime du chah que sous celui de l'imam Khomeiny. Objet d'une répression impitoyable, le mouvement a passé le plus clair de son existence dans la clandestinité, réussissant à survivre malgré la perte de milliers de militants. Il a, de son côté, porté des coups sévères au régime, n'hésitant pas à recourir aux attentats. Nombreux sont les militants réfugiés en Europe qui ont

eu l'occasion de s'aguerir et de s'endurcir dans les affrontements contre les gardiens de la révolution ainsi que dans les prisons islamiques.

Le chef des Moudjahidines, M. Radjavi, pour sa part, a été condamné à mort sous le chah avant de voir sa peine commuée en détention à vie et d'être libéré à la veille de la révolution. Depuis son départ en exil pour la France en 1981 – il fut un temps le gendre et l'allié politique – certains ont pu lui reprocher d'avoir développé au sein de son organisation un culte certain pour sa propre personne.

Maintenant réfugié à Bagdad, où il a établi son quartier général, M. Radjavi dispose d'une force militaire – l'Armée de libération nationale de l'Irak – qui revendique régulièrement des opérations sur le front contre les troupes iraniennes. Cette activité aux côtés des forces irakiennes a d'ailleurs valu aux Moudjahidines une hostilité croissante de la part des autres mouvements d'opposition au régime de Téhéran.

YVES HELLER.

Le sort des otages d'Abou Nidal

M. Bitterlin : les deux petites filles françaises seront libérées avant la fin janvier

M. Lucien Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA), est rentré jeudi 7 janvier de Tripoli avec l'assurance que les deux petites Françaises prisonnières de l'organisation terroriste palestinienne Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal seraient relâchées avant le 31 janvier. M. Bitterlin, qui agit, souligne-t-il, « sans mandat officiel » des autorités françaises, pour faciliter la libération de Marie-Laure, six ans, et de sa sœur Virginie, âgée de quatre ans, « informera » le ministre des affaires étrangères de la teneur de ses entretiens avec les membres du groupe Abou Nidal qu'il a rencontrés lors de ses séjours à Beyrouth, puis en Libye.

Reste, a indiqué M. Bitterlin, à organiser les modalités pratiques de la libération des deux petites filles, selon un « processus de transfert » garantissant « sécurité et discrétion » au groupe Abou Nidal. Cette libération pourrait éventuellement se faire par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Pour le président de l'ASFA, qui ne se veut « ni le porte-parole ni le fauteur du Fatah-Conseil », Marie-Laure et Virginie sont « sans aucun doute au Liban ». Elles ont été enlevées début novembre en même temps que six autres

personnes, leur mère, M^{me} Jacqueline Valente, et une famille belge qui formaient l'équipage d'un bateau de plaisance – le *Silco* – détourné en Méditerranée par un commando du groupe Abou Nidal.

Si les deux petites Françaises doivent être relâchées sans contrepartie, le sort des six autres prisonniers du Fatah-Conseil reste incertain. Le groupe Abou Nidal a les considérations toujours comme suspects d'espionnage au profit d'Irak, a déclaré M. Bitterlin à son retour de Tripoli. Leurs ravisseurs leur avaient attribué, dans un premier temps, la nationalité israélienne, ce qu'ont formellement démenti les familles des détenus, de même que les autorités françaises, belges et israéliennes.

Le détournement du *Silco*, estimé-on de sources françaises, pourrait être en fait le résultat d'une erreur de la part des hommes d'Abou Nidal, et le principal obstacle à la libération des détenus tiendrait essentiellement à la nécessité pour les ravisseurs de ne pas perdre la face, de même qu'à la difficulté de trouver un pays arabe disposé à servir d'intermédiaire sans donner l'impression d'être complice du groupe terroriste.

Y. H.

LIBAN

L'affaire de l'hélicoptère détourné par un druze provoque une avalanche de contrecoups

BEYROUTH

de notre correspondant

La « guerre de l'hélicoptère » aura-t-elle lieu ? Probablement pas, bien que les efforts pour dénouer l'imbroglio sur lequel s'est ouverte l'année au Liban – à la suite du détournement par un militaire druze d'un appareil de l'armée – soient actuellement dans l'impasse. Mais la situation n'est dégradée au point que les quelques signes de détente apparus en fin d'année se sont envolés et qu'on en est soudain revenu à un blocage total des institutions.

Les Libanais ont pu s'apercevoir à cette occasion que le moindre incident déstabilisait existant, dans des domaines en principe complètement étrangers au cœur du problème : le cours des devises a bondi de 10 % en une journée, une nouvelle pénurie d'électricité s'annonce et la distribution de l'électricité ne se porte pas mieux.

Plus d'une semaine, donc, après le détournement de l'hélicoptère – « un coup de Jarnac pour accentuer le démantèlement de l'armée », selon la thèse du camp chrétien et du commandement – un incident démentiellement grossi, à en croire le camp musulman où, toutefois, les attitudes sont d'autant moins homogènes que celle de la Syrie est loin d'être claire, – chacune des parties en présence campe sur ses positions.

Blocus et contre-blocus

L'état-major, légaliste et établi dans le réduit chrétien, exige le retour avant toute chose de l'hélicoptère à sa base de départ, Adma, près de Joublé. Le PSP (druze) de M. Jumblatt, pour sa part, veut le problème de la refonte de l'armée et, comme condition préalable, la levée du blocus maritime frappant « sa » côte : 12 kilomètres du littoral situés immédiatement au sud de Beyrouth-Ouest et où se trouvent les deux ports qu'il exploite. En même temps qu'elle proclamait sa détermination de récupérer l'hélicoptère détourné « par tous les moyens », ce qui, en pratique, ne signifie pas grand-chose, l'armée a en effet imposé un blocus de « fenêtre » maritime du territoire druze. Un cargo grec, l'*Amarthia*, qui sortait du port druze de Jijeh, a ainsi été arraisonné par la marine

libanaise et se trouve depuis lors bloqué.

Le PSP a riposté en annonçant un contre-blocus du littoral chrétien allant de Beyrouth-Est à Madfoun. Mais il ne possède pas de marine et, s'il veut l'appliquer, ne peut recourir qu'à... un bombardement. On a cru que l'on y était, mercredi, lorsque l'attaché commercial soviétique est venu au port de Beyrouth donner l'ordre à deux cargos battant pavillon de l'URSS, en pleine opération de déchargement, d'appareiller aussitôt. Dans le petit monde portuaire, ce fut la panique : « Joublé avertit ses amis soviétiques qu'il

allait commencer à bombarder. » Les deux cargos sont sortis du port et rien ne s'est passé.

Les médiateurs s'activent pour trouver une solution. Les leaders sunnites préconisent la modération. A l'exception du Hezbollah qui s'est déclaré prêt à combattre l'armée aux côtés du PSP, les chiites ont adopté une attitude nuancée, malgré d'âcres critiques à l'adresse du commandement auquel, tout comme les sunnites d'ailleurs, ils reprochent sa passivité dans l'enquête sur l'assassinat du chef du gouvernement Rachid Karamé.

LUCIEN GEORGE.

ÉGYPTE

Vive polémique sur la liberté d'expression entre la presse étatique et les journaux d'opposition

LE CAIRE

de notre correspondant

Une vive polémique oppose depuis quelques jours en Égypte la presse d'opposition et les journaux appartenant à l'État sur les questions de la liberté d'expression et de la démocratie. Attaques et contre-attaques ont commencé à la suite de la décision, adoptée samedi 2 janvier par les conseils d'administration de la presse étatique, interdisant à ses journalistes de travailler, à partir du 15 janvier, pour la presse d'opposition.

Lundi 4 janvier, les chefs des quatre partis égyptiens d'opposition condamnaient la mesure, qualifiée d'« atteinte à la liberté d'expression ». Ils déclaraient, dans un communiqué commun, de suspendre la publication de leurs journaux hebdomadaires à partir du lundi 11 janvier, en signe de protestation. Le syndicat des journalistes, saisi de l'affaire, a estimé que le délai accordé à la presse d'opposition « pour se tenir sur ses propres pieds » devrait être prolongé jusqu'à la fin de 1988.

Les interprétations sur les motivations de cette mesure sont les plus diverses. Quelques-uns, selon la mosquée d'où chante le muezzin. Selon les responsables de la presse officielle, les journalistes travaillant pour leurs journaux en même temps que pour la presse d'opposition

« mangent à deux râteliers ». Ils reçoivent leur salaire principal des journaux étatiques, alors qu'ils fournissent le plus clair de leur travail à la presse d'opposition.

Les journalistes concernés violent les choses autrement. Pour les jeunes, travailler aussi pour la presse d'opposition est non seulement une manière d'acquiescer à la mesure, mais aussi l'occasion d'acquiescer à l'expérience. Pour les journalistes plus âgés, la presse d'opposition constitue une tribune leur permettant de publier des opinions et des articles qui seraient rejetés par leur propre journal.

La presse d'opposition estime que la mesure annoncée la prive non seulement des grandes signatures, mais aussi de tout ce qui fait la colonne vertébrale d'un journal : les jeunes reporters, les techniciens et les ouvriers. Selon des responsables de l'opposition, cette mesure a été décidée par le gouvernement, en réaction à la suite de la campagne menée contre le ministre de l'Intérieur. Ce dernier, rappelé-on, avait eu un violent accrochage verbal avec des journalistes le mois dernier. Quelques-uns de ces journalistes, appartenant pour la plupart à la presse d'opposition, avaient alors organisé un sit-in de protestation.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Diplomatie

Après l'attribution à la France d'une concession dans le Pacifique

L'exploitation des nodules métalliques des fonds marins n'est pas pour demain

La commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal du droit de la mer a adopté, le 17 décembre 1987, la démarche en vue de l'inscription d'une demande de concession pour l'exploitation des nodules polymétalliques présentée par la France. M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, en a informé le conseil des ministres du 6 janvier (le Monde du 8 janvier).

Désormais la France, déjà reconnue par les cent cinquante-neuf signataires de la Convention du droit de la mer adoptée à New-York, le 30 avril 1982, comme « investisseur pionnier du premier groupe » (1), dispose donc, dans une zone du Pacifique couvrant 75 000 kilomètres carrés, de droits exclusifs d'exploration et, éventuellement, d'exploitation des nodules polymétalliques présents sur le fond de l'océan.

Cette situation est le résultat d'années de négociations, car les concessions sous-marines demandées par la France, le Japon, l'URSS et les consortiums internationaux se recouvraient en partie. En 1984, un premier accord a été conclu entre le Japon, la France et les consortiums internationaux. Ont suivi, en 1985, un deuxième accord entre le Japon, la France et l'URSS, puis, en août 1987, un troisième accord entre les consortiums et l'URSS. Dans le même temps, les États-Unis se dotaient d'une législation nationale autorisant le gouvernement fédéral à

attribuer des concessions aux sociétés de droit américain, à la grande fureur du groupe des « 77 » (les quelque cent trente-cinq pays en voie de développement).

Tout cela ne signifie nullement que la pêche aux nodules va commencer dans un avenir prévisible. A l'origine, les nodules polymétalliques des fonds marins avaient donné naissance à un véritable mythe : il y avait sous la mer un formidable Eldorado, un pactole inépuisable, dans lequel l'humanité trouverait les ressources minérales dont elle a besoin et qu'on avait peur de ne plus trouver sur la terre ferme ou dans des pays politiquement instables.

Un investissement de 10 à 15 milliards de francs

Certes, les nodules polymétalliques existent en quantités énormes sur les fonds de tous les océans. Mais seuls sont « bons » ceux dans lesquels le nickel, le cuivre et le cobalt additionnés représentent au moins 2,6 % de leur poids sec. Or, au fil de l'exploration des fonds marins, on a compris que ceux-ci ont une topographie tourmentée, que la densité et la composition des nodules sont très irrégulières ; puis on a réalisé que les techniques permettant de ramasser sous 4 500 à 5 500 mètres d'eau, de remonter en surface et de traiter 3 ou 4 millions de tonnes de nodules par an, pendant dix ou vingt ans. Le tout – sauf le traitement – en plein océan, à 2 000 ou 3 000 kilomètres des côtes les plus proches. On en a conclu que les investissements seraient nécessairement énormes : de l'ordre

de 10 à 15 milliards de francs au moins.

La Convention du droit de la mer a prévu toute une organisation pour gérer les ressources minérales des grands fonds marins, proclamées « patrimoine commun de l'humanité » en 1970. Une autorité réunira tous les pays parties à la Convention fondée, notamment, sur le PNB de chacun. Les États-Unis en ont ainsi à leur charge 25 %, l'URSS 11,1 %, le Japon, 9,58 %, l'Allemagne fédérale 8,31 %, la France 6,26 %, la Grande-Bretagne 4,1 %, l'Italie 3,45 %, le Canada 3,28 %. Les cent cinquante et un autres membres des Nations unies se partagent les 28,50 % des charges restantes.

Or, d'une part, les États-Unis, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne n'ont pas signé la Convention, et les États-Unis au moins refusent déjà de participer aux dépenses du régime transitoire actuel pendant lequel la commission préparatoire est le seul organe existant. D'autre part, la Convention a été ratifiée à ce jour par trente-cinq pays, qui contribuent à eux tous pour moins de 2,80 % aux frais des Nations unies.

Cependant, même si elle n'est pas encore entrée en vigueur, la Convention est déjà entrée en grande partie dans les faits et les coutumes de la mer : l'arpent de 12 milles maritimes (22,22 kilomètres) des eaux territoriales, zones économiques exclusives s'étendant jusqu'à 200 milles (370,4 kilomètres) des côtes, partage des plateaux continentaux entre les pays riverains, etc.

YVONNE REBEYROL.

(1) L'Inde, le Japon et l'URSS ont le même titre d'investisseur pionnier du premier groupe ; les États-Unis, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, qui n'ont pas signé la Convention, ne peuvent prétendre à ce titre. Pourtant, des groupes industriels américains sont leaders de quatre consortiums internationaux réunissant des sociétés américaines, canadiennes, japonaises et belges ; ils ont travaillé ou travaillent encore au ralenti sur les nodules polymétalliques. D'autres pays industrialisés, comme le Canada ou l'Italie, pourraient demander bientôt des concessions à titre d'investisseur pionnier du second groupe.

(2) Les concessions demandées par des pays (investisseurs pionniers pour le moment) sont partagées en deux : une partie est attribuée au demandeur, l'autre à l'Autorité, qui, à son profit exclusif, la fera exploiter directement par l'entreprise ou indirectement par un opérateur choisi par elle.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Robert Berre-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Robert Berre-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse détaillés ou

provisaires : nos abonnés sont tenus à

remettre leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Proche-Orient

L'agitation dans les territoires occupés et les réactions internationales

- Nouveaux et violents affrontements à Gaza
- M. Shamir refuse de recevoir le secrétaire général adjoint de l'ONU

Huit Palestiniens ont été blessés par balles, dont deux très gravement, lors d'affrontements qui se sont produits tard dans la soirée du jeudi 7 janvier, à Gaza, dans les camps de réfugiés de Muzai et de Nusseirat. Les heurts ont mis les forces de sécurité aux prises avec plusieurs centaines de manifestants qui lançaient des pierres. L'armée a démenti qu'un Palestinien ait été tué dans ces incidents comme on l'a annoncé de source palestinienne.

En Cisjordanie, le sénateur américain John Chafee (Rhode-Island) a été accueilli à coups de pierres et par des jets de bouteilles par les résidents du camp de Kalandia, près de Jérusalem, qu'il

entendait visiter avec des membres de l'UNRWA. Sous le déluge de projectiles, le sénateur Chafee a dû rebrousser chemin.

Alors qu'une grève des commerçants se poursuivait à cet égard dans la région de Ramallah, tous les commerces ont fermé jeudi dans la rue principale de Jérusalem-Est, où s'est déroulée une manifestation de jeunes gens, dispersée par la police en fin de matinée. Des renforts de police exceptionnels étaient mobilisés vendredi matin autour de la vieille ville pour la prière hebdomadaire des musulmans.

Le mouvement de protestation dure maintenant depuis près d'un mois, et cela fait bientôt deux semaines que les autorités annoncent

chaque jour le retour au calme. Elles ont indiqué jeudi que dix Palestiniens, parmi les centaines de personnes arrêtées, venaient d'être condamnés à des peines de détention administrative.

Le premier ministre, M. Shamir, a d'autre part déclaré qu'il refuserait catégoriquement de recevoir l'envoyé spécial de l'ONU, M. Marrack Goulding, secrétaire général adjoint, venu enquêter sur la situation. Cependant, des personnalités palestiniennes ont annoncé le lancement d'une campagne de désobéissance civile non violente qu'ils ont présentée comme le « début d'une longue marche ».

Le désarroi de l'intelligentsia palestinienne

JÉRUSALEM
de notre correspondant

On s'en doutait un peu, les temps sont durs pour les « pragmatiques », ceux qui, dans les deux camps, — israélien et palestinien — préparent les compromis à la fidélité au dogme et à la logique de l'affrontement. Ils paraissent aujourd'hui plus marginalisés que jamais, impuissants à donner une traduction politique à ces trois semaines de violence en Cisjordanie et à Gaza. Comme s'il était de plus en plus difficile d'apporter une réponse à la question du jour : comment sortir du combat de rue et de la répression ? La journée du jeudi 7 janvier en a fourni l'illustration, alors que se poursuivaient ça et là des incidents sporadiques.

Trois semaines après le début du mouvement de protestation dans les territoires occupés, le camp nationaliste modéré, côté palestinien, voulait donner une tournure plus politique que à l'explosion de colère. Le rédacteur en chef du quotidien arabe de Jérusalem-Est *Al Fajr*, M. Hanna Siniora, un partisan déclaré de l'OLP, proposait de lancer une grande campagne de désobéissance civile non violente.

Pour s'opposer aux mesures de banissement qu'entend prendre le gouvernement et l'inciter à la négociation avec les Palestiniens, il s'agissait de rendre l'occupation coéventuelle à l'occupant. On boycotterait le feu et les produits israéliens qui inondent la Cisjordanie et Gaza : les quelques cent vingt mille Palestiniens qui s'en vont chaque jour travailler en Israël commencent, dans la mesure du possible, à chercher un emploi de remplacement dans les territoires occupés. Bref, Israël allait enfin éprouver que l'occupation a un prix ; qu'elle peut être un processus douloureux, au moins à ce niveau-là.

Il a fallu en rabattre, sans même qu'il ait été besoin de s'interroger sur le caractère quelque peu utopique de la proposition. Après vingt ans d'occupation, l'économie des territoires est intimement liée à

celle d'Israël, et ce lien d'extrême dépendance n'est pas si facile à entamer. Mais la remise en cause est apparemment venue d'une considération plus simple. Si sincères que soient les nationalistes de la trépan de M. Siniora, il est douteux que

ceux et plus que symbolique. « Dans une première étape », on se contentera d'appeler à un boycott des tabacs israéliens (dont les fabricants sont d'ailleurs en grève). Quitte à donner par la suite plus d'ampleur au mouvement.



leur mot d'ordre puisse trouver un large écho auprès de la nouvelle génération des Palestiniens qui vient d'affronter l'armée dans la rue.

Réajustement tactique

Aussi M. Siniora et ses amis ont-ils reporté la conférence de presse qui devait être réunie jeudi pour annoncer le lancement de cette campagne. Motif avancé par le rédacteur en chef d'*Al Fajr* : les autorités avaient interdit à certaines des personnalités palestiniennes des territoires de se rendre à cette conférence. D'autres sources avançaient cependant une raison plus politique. M. Siniora et ses amis auraient compris que leur initiative avait, pour le moment, au moins, peu de chance d'être largement suivie. Ils se sont repliés sur un objectif moins ambi-

« Ce réajustement » tactique est révélateur d'une incontestable coupure existant entre les personnalités nationalistes reconnues des territoires, notables souvent proches de l'OLP, et cette population adolescente qui affronte l'armée à coups de pierres. Entre ces journalistes, médecins et avocats et les jeunes des camps qui domment le ton de cette révolte, il n'y a pas ou peu de ponts.

L'intelligentsia palestinienne, celle qui exerce, en principe, une maîtrise de leadership politique dans les territoires (quand elle n'est pas mise en prison), celle qui frétille des journalistes, celle qui, sur l'échiquier du nationalisme, représenterait le centre gauche, cette intelligentsia a été hors du coup, surprise, elle aussi, par l'ampleur du mouvement et sans véritable influence sur la rue. Il se trouve bon nombre d'Israéliens, y compris chez

les militaires, pour le regretter, sans doute un peu tard.

Tout aussi décalé, du côté israélien, est apparu le talentueux Abba Eban, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset. Ce gentleman polyglotte est minoritaire parmi les siens : solitaire et professoral, campant à la gauche du Parti travailliste, il est naturellement à des lieues des superpatriotes du Likoud (ceux qui envisagent aucun compromis territorial).

M. Eban : « Une impasse sans précédent »

Sans jamais se départir de son immense civilité, c'est néanmoins un discours de Cassandre qu'il a tenu jeudi devant la presse étrangère. Première cible : le chef du gouvernement et du Likoud, M. Shamir. Celui-ci vient de rappeler, cette semaine encore, qu'il n'envisageait pas qu'une période d'autonomie consentie aux Palestiniens des territoires puisse déboucher sur autre chose qu'une annexion pure et simple de la Cisjordanie et de Gaza.

Commentaire de M. Eban : avec un tel discours, « l'impasse actuelle dans le processus de paix est sans précédent ». « Il n'y a jamais eu une période comme celle-ci, sans le moindre scintillement d'espoir à l'horizon », dit-il, ajoutant : « A cause de l'opposition d'une moitié du gouvernement (le Likoud) au principe d'une conférence internationale, nous sommes en danger d'assister au vaguesse renversement d'une tradition : ce n'est plus dans le monde arabe que va se trouver le camp du refus, c'est Israël qui va jouer ce rôle. » Conclusion : hors de toute perspective de compromis territorial, « les Palestiniens ont le sentiment que l'il n'y a plus d'option diplomatique, que la seule qui leur reste est celle de la radicalisation ».

Mais les travaillistes ne sont pas égarés, notamment ceux du courant central qu'incarne M. Rabin. Le ministre de la défense ne cesse de répéter que les Palestiniens n'obtiendront rien par la violence et qu'il n'est pas question de débattre d'une solution politique avant le retour à l'ordre. « C'est un peu comme si l'on disait, observe M. Eban, qu'il faut attendre que la maladie soit guérie avant d'appeler le docteur. » Il juge au contraire que la crise doit fournir « une raison supplémentaire » pour relancer un processus de négociations, « puisqu'on ne peut tout de même pas dire aux Palestiniens : attendez, faites-vous confiance ».

Seulement, les élections n'auront pas lieu avant dix mois. Et, pour le moment, les sondages indiquent que la vague de troubles dans les territoires a exclusivement renforcé les partisans du Likoud.

ALAIN FRACHON.

M. Shultz insiste sur la « force de l'amitié » qui unit les États-Unis et Israël

WASHINGTON
de notre correspondant

Très discret ces dernières semaines à propos des événements dans les territoires occupés, le secrétaire d'État américain George Shultz a rompu le silence pour rappeler le caractère « inébranlable » des relations entre les États-Unis et Israël. « Il est important que tout le monde comprenne que les États-Unis considèrent leurs relations avec Israël comme des relations-cis, des relations inébranlables », a déclaré M. Shultz au cours d'une conférence de presse, le jeudi 7 janvier.

Le secrétaire d'État, qui avait reçu la veille une délégation de responsables juifs américains, et recevait le jour même l'ambassadeur d'Israël à Washington, a apparemment voulu remettre en perspective le récent vote par lequel les États-Unis s'étaient associés à tous les autres membres du Conseil de sécurité des Nations unies pour demander à Israël de renoncer à expulser des Palestiniens. « Nul ne doit se méprendre sur le sens d'un vote », a expliqué M. Shultz, voulant dire qu'il ne s'agissait nullement de condamner d'une manière générale l'attitude israélienne, et insistant au contraire sur la « force de l'amitié » qui unit les deux pays, en dépit de « désaccords occasionnels ».

M. Shultz a ajouté qu'Israël avait le « devoir d'assurer le maintien de l'ordre », mais qu'il pouvait le faire « sans faire usage de moyens mortels ». « Bien sûr, nous sommes bouleversés par les violences en Cisjordanie et à Gaza », a encore déclaré M. Shultz, mais il a rappelé qu'Israël vivait sous la constante menace du terrorisme.

Sur le fond, les commentaires de M. Shultz ne diffèrent guère de ceux qui ont été émis par les porte-parole de son propre ministère ou de la Maison Blanche, mais le secrétaire d'État a, de toute évidence, mis beaucoup plus nettement l'accent sur le soutien des États-Unis à Israël.

Commentaires inhabituels

Cependant, cette différence d'accent reflète peut-être moins une évolution de l'attitude américaine que la sensibilité propre de M. Shultz, toujours très attentif aux préoccupations israéliennes, mais qui semble éprouver plus de difficultés à saisir celles des Palestiniens. Ainsi, lors de sa visite en Israël, en octobre, il avait déploré en termes assez vifs que les notables pressentis aient décliné son invitation, et à un journaliste qui lui demandait pourquoi il parlait de « droits de l'homme » à propos de l'URSS, mais pas des territoires occupés, il avait répondu sur le mode caustique : « En Israël, il n'y a pas de limitation à l'émigration... ».

L'agitation et la répression dans les territoires occupés continuent cependant d'être suivies avec attention aux États-Unis, au point de susciter des commentaires inhabituels de la part d'hommes politiques pourtant connus pour leur position d'habitude résolument pro-Israélienne. Le sénateur Robert Dole, l'un des deux principaux candidats républicains à l'élection présidentielle, a ainsi déclaré mercredi, à propos de l'attitude des forces israéliennes : « Quand on se met à tirer à balles réelles sur des jeunes gens et des mères de famille, c'est qu'on a un problème, et pas seulement un problème de relations publiques. »

J. K.

A Bagdad

Réunion du conseil central de l'OLP

Le conseil central de l'OLP (CCOLP) a commencé ses travaux jeudi 7 janvier à Bagdad, et décidé d'accorder la priorité à la situation dans les territoires occupés, a-t-on appris de source palestinienne à Bagdad.

Le CCOLP, instance intermédiaire entre le comité exécutif de l'OLP (CEOLP) et le Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), a chargé la commission juridique de l'éventuelle création d'un gouvernement palestinien en exil, qui ne figure pas à l'ordre du jour officiel de la réunion, a indiqué M. Bassam Abou Chérif, conseiller du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Celui-ci a

présenté un rapport « détaillé » sur le « soulèvement » palestinien dans les territoires occupés et les réactions qu'il avait provoquées dans le monde. Pour sa part, le président du CNP, cheikh Abdel Hamid el-Sach, a souligné la nécessité d'adopter des mesures de soutien à ce « soulèvement ».

M. Arafat avait indiqué, mardi, dans une interview publiée par le quotidien koweïtien *Al-Anba*, que la formation d'un gouvernement en exil faisait l'objet de « discussions sérieuses ». Une source palestinienne autorisée avait auparavant affirmé de Bagdad que cette question serait examinée en priorité par le CCOLP. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

Le président Waldheim ne se rendra pas à Mauthausen avec le pape

Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, n'accompagnera pas Jean-Paul II à l'ancien camp de concentration nazi de Mauthausen lors de la visite officielle que le pape effectuera à partir du 23 juin en Autriche, a indiqué M. Johann Weber, un des organisateurs de la visite papale.

Le chef de l'État autrichien sera toutefois présent à l'arrivée du pape le 23 juin à l'aéroport de Vienne et à son départ le 28 à Innsbruck. Il offrira également la soirée de l'arrivée du Saint-Père une réception en son honneur au palais de la Hofburg, à laquelle seront conviés les membres du gouvernement et du corps diplomatique. « Il serait impensable de ne pas respecter cet usage », a déclaré Mgr Weber.

Ces précisions font suite à une critique du comité juif international pour le dialogue interconfessionnel, qui aurait adressé une lettre de protestation contre la nouvelle rencontre entre M. Waldheim et Jean-Paul II au cardinal Willebrand au Vatican, apprend-on à Vienne. Une telle prise de position est « regrettable », compte tenu des « efforts continus de l'Eglise catholique autrichienne en faveur du dialogue juif-chrétien », a déclaré jeudi 7 janvier Mgr Jakob Mayr, président du comité d'organisation épiscopal de la visite du pape en Autriche.

Jean-Paul II avait été, le 25 juin dernier, le premier chef d'État à recevoir officiellement le président autrichien après son élection le 8 juin 1985. — (AFP.)

Iran

L'imam Khomeiny veut renforcer les pouvoirs du gouvernement

L'imam Khomeiny, Guide de la révolution iranienne, a rappelé à l'ordre, jeudi 7 janvier, le président Ali Khamenei, en se prononçant en faveur du renforcement des « prérogatives » du gouvernement islamique, selon Radio-Téhéran captée à Paris. Dans une lettre à M. Khomeiny, l'imam a rejeté les récentes affirmations du président iranien, qui avait déclaré, à la prière du vendredi à Téhéran, que « le pouvoir islamique ne doit s'exercer que dans le cadre des lois religieuses ».

Le Guide de la révolution, estimant que le chef de l'État a mal compris les directives données à ce sujet, a affirmé que l'action du gouvernement islamique « prime sur les lois secondaires de la religion », le gouvernement étant ainsi autorisé à prendre des décisions qui vont à l'encontre de ces lois. Parmi celles-ci, l'imam a cité la *haj* (pèlerinage), affirmant que « le pouvoir islamique a le droit d'annuler provisoirement le pèlerinage s'il le faut ».

Ces déclarations de l'imam Khomeiny, renforçant la position du gouvernement, font suite à plusieurs initiatives de dirigeants iraniens qui lui avaient demandé de trancher des différends opposant une fraction du pouvoir (partisan de l'islam traditionnel) au gouvernement de M. Mir Hossein Mousavi. Ce dernier est appuyé par le président du Parlement, l'homme d'État Hachemi Rafsangani. — (AFP.)

Suède

L'assassin d'Olof Palme est-il toujours en vie ?

Pour le président de la Cour d'appel suédoise, M. Carl-Har Skarsgård, tout porte à croire que l'assassin d'Olof Palme — tué le 28 février 1986, à Stockholm, d'une balle de revolver — n'est plus en vie. « De deux choses l'une : il a été éliminé ou il s'est suicidé », a-t-il déclaré à la presse, le jeudi 7 janvier, en précisant qu'il exprimait une opinion « personnelle », reposant sur l'étude d'affaires criminelles de même genre. Il n'exclut pas toutefois que la police retrouve la trace d'éventuels commanditaires du meurtre.

M. Skarsgård dirigeait la commission de juristes désignée par le gouvernement qui a présenté en mai et décembre de l'année dernière deux rapports sur le travail des enquêteurs après le crime. Cette commission avait sévèrement critiqué le manque de coordination des opérations policières et les fâcheuses rivalités qui existaient entre les responsables de la police et les magistrats du parquet sur la façon de mener les investigations.

Le ministre de la justice, M^{me} Anne-Greta Leijon, a qualifié d'« étonnantes » les déclarations du président de la Cour d'appel alors que l'enquête se poursuit. « Je n'ai aucune raison de penser, a-t-elle dit, que le meurtrier d'Olof Palme ne sera pas arrêté. » — (UPI.)

● ETATS-UNIS : nomination à l'Agence pour le désarmement. — Le président Ronald Reagan a nommé, jeudi 7 janvier, à la tête de l'Agence pour le désarmement le général William Burns, actuellement sous-secrétaire d'État adjoint pour le contrôle des armements et le désarmement, a annoncé la Maison Blanche. — (AFP, Reuters.)

détourné par un drame de contre-coups

Le président américain Ronald Reagan a déclaré jeudi 7 janvier que les attentats contre les avions de la ligne aérienne israélienne à l'aéroport de Jérusalem-Est, le 25 septembre dernier, n'étaient pas le résultat d'une « opération de désobéissance civile ».

EGYPTE

Vive polémique à la liberté d'expression de la presse étatique journaux d'opposition

Le ministre de la Culture, M. Farouk el-Din, a déclaré jeudi 7 janvier que les journaux d'opposition en Égypte ne devaient pas être considérés comme des « journaux de l'opposition ».

Le ministre de la Culture, M. Farouk el-Din, a déclaré jeudi 7 janvier que les journaux d'opposition en Égypte ne devaient pas être considérés comme des « journaux de l'opposition ».

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Liban

Le président Elias Hrawi a déclaré jeudi 7 janvier que le Liban n'était pas un pays neutre.

Europe

GRANDE-BRETAGNE : les carences du système de santé

Des infirmières se mettent en grève pour la première fois dans l'histoire du pays

LONDRES
de notre correspondant

Un tabou a été brisé le jeudi 7 janvier en Grande-Bretagne. Pour la première fois dans l'histoire du pays, des infirmières se sont mises en grève. Il ne s'agissait que d'un arrêt de travail de vingt-quatre heures observé par une quarantaine d'entre elles dans un seul hôpital, celui de Manchester Nord, au cœur de la vieille Angleterre industrielle. Mais un précédent a été créé et le mouvement pourrait fort bien rebondir dans d'autres hôpitaux et dans d'autres régions.

En tout cas, les infirmières de Manchester interrogées jeudi soir à la télévision espèrent visiblement que leur action serait imitée ailleurs. « Nous voulons montrer à M. Thatcher qu'elle avait tort de croire que nous ne ferions jamais grève », déclarait l'une d'elles. La cause immédiate de leur mécontentement est la décision du gouvernement d'intégrer désormais diverses primes, notamment pour le travail de nuit et du week-end, dans le salaire des infirmières dans tout le pays. Celui-ci sera, en conséquence, souvent diminué. Les infirmières de Manchester, les seules jusqu'ici à avoir réagi à cette décision nationale, affirment qu'elles perdront en moyenne l'équivalent de 400 F par mois.

Les raisons profondes de cette rupture avec la tradition sont paradoxales : les infirmières ont longtemps accepté d'avoir les salaires les plus bas du pays. Ceux-ci oscillent entre 6 000 F et 7 000 F par mois (les surveillantes touchant pour leur part 10 000 F). Voilà des mois que les médecins et le public se plaignent de la dégradation du service national de santé. M. Thatcher avait cru bien faire à la fin de l'année dernière en prononçant un éloge remarqué de la seule catégorie médicale qui ne se plaignait pas : le corps des infirmières, et en annonçant une « forte augmentation de leur revenu ».

Celle-ci a été de 4 %. Les infirmières, après tout le bruit fait autour d'elles, attendaient beaucoup mieux et ont été déçues. « Cette augmentation a été l'insulte finale », déclarait jeudi soir une infirmière de Manchester. Le climat est d'autant plus tendu que M. Lawson, le chancelier de l'Echiquier, a fait état de rentrées fiscales insoupçonnées et a choisi, de procéder à des réductions d'impôts.

Le service national de santé suscite chaque jour de nouvelles critiques. Des salles d'opération toutes neuves restent inutilisées faute de personnel compétent. Des lits sont « fermés » par manque de crédits de fonctionnement. La presse populaire multiplie les reportages à sensation

sur d'honnêtes citoyens qui sont depuis des mois sur une liste d'attente pour se faire opérer.

Les Britanniques sont conscients que leurs hôpitaux sont moins bien équipés que ceux de pays de niveau économique comparable. Le Royaume-Uni consacre, selon une étude de l'Observer, 5,9 % de son produit national aux dépenses de santé, alors que cette proportion est de 10,5 % aux Etats-Unis et de 8,6 % en France.

Les hommes politiques ont immédiatement senti que l'affaire était importante. M. David Owen, ancien dirigeant du Parti social-démocrate, lui-même médecin, a affirmé jeudi que le moral était au plus bas dans le service national de santé. M. Kinnoch, le leader travailliste, a critiqué la réforme du mode de calcul du salaire des infirmières et exhorté une fois de plus le gouvernement à consacrer davantage de crédits aux hôpitaux.

A son retour d'Afrique, M. Thatcher risque donc d'être confronté, pour la première fois depuis sa triomphale réélection de juin, à un problème social aigu. Voilà longtemps que les mineurs ont lassé l'opinion, et les mouvements sporadiques qui agitent les puits ne font guère recette. Les infirmières, en revanche, bénéficient d'une image intacte.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ITALIE

Le Parti radical refuse le saut dans l'inconnu « transnational »

ROME
de notre correspondant

« Transnationaux », oui, mais avec prudence. Les radicaux italiens, réunis en congrès du 2 au 6 janvier à Bologne, ont finalement refusé le saut dans l'inconnu que leur proposait leur leader, M. Marco Pannella, en demandant que le parti devienne le « sel de l'Europe » (le Monde du 1^{er} janvier).

Première conséquence de cet ultime revirement : mis en minorité, M. Pannella ne fait plus partie pour l'instant du moins — de la direction suprême du PR. Sur sa proposition personnelle, le congrès a

élu M. Bruno Zevi, architecte mondialement connu, à la présidence du mouvement. C'est un des amis de M. Pannella, M. Sergio Stanzani, un ingénieur bolognais de soixante-quatre ans, qui assurera les fonctions de secrétaire général.

En fait, c'est un compromis qui a prévalu. Péniblement élaboré entre l'orientation transnationale « extrême » de M. Pannella et le souci de préserver une forte présence en Italie, il permet de sauver l'unité du parti libéral, considérée comme essentielle : 71 % des députés ont en effet voté une motion, signée par tous les dirigeants du PR, sauf deux, dont M. Pannella, qui confirme l'orientation européenne du parti. Mais, contrairement à ce que souhaitait le leader charismatique, le document n'impose pas de calendrier précis ni ne menace le parti d'autodissolution s'il ne réalise pas ses objectifs. Des objectifs ambitieux : trois mille inscrits étrangers et 4 milliards de lires (environ 20 millions de francs) de contributions en un an.

L'attitude future de M. Pannella reste incertaine. « Le parti doit apprendre à vivre dans l'après-Pannella », a-t-il dit, et Pannella doit apprendre aussi. D'autre part, il a annoncé qu'il allait consacrer davantage de temps que par le passé à son action de simple militant.

Marquée par une grande confusion, la dernière journée du congrès a toutefois apporté une petite consolation aux radicaux : ilona Staller, alias « Cicciolina », la vedette pornographique, a renoncé à brigner la direction du parti...

(Interim.)

Le ministre des affaires étrangères à Paris

Malte souhaite se rapprocher de l'Europe

M. Vincent Tabone, ministre maltais des affaires étrangères, a effectué, le jeudi 7 janvier, une visite officielle « de travail » à Paris. Au cours de ses entretiens avec son homologue français, M. Jean-Bernard Raimond, et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Didier Barin, il a souligné que le gouvernement nationaliste arrivé au pouvoir à La Valette après les élections de mai 1987 avait donné de nouvelles orientations à la politique extérieure maltaise et souhaitait « réchauffer » ses relations avec les pays d'Europe occidentale, et particulièrement avec la France. « A terme », a déclaré M. Tabone, nous comptons devenir des partenaires à part entière de l'Europe et du Marché commun.

Le précédent cabinet travailliste, qui avait établi des rapports étroits avec la Libye et les Etats socialistes, suscitait une certaine méfiance dans les capitales occidentales. M. Barin a rendu hommage à cette politique nouvelle qui s'est traduite notamment par les votes de Malte en faveur de la France lors des débats de l'ONU sur les questions de la Nouvelle-Calédonie et de Mayotte.

Sur le plan bilatéral, les discussions ont porté en particulier sur trois projets dans les domaines de l'énergie (construction d'une centrale thermique), des télécommunications (modernisation du réseau) et du tourisme. Des pourparlers sont en cours sur l'ouverture d'un village de vacances du Club Méditerranée dans l'île.

La visite du numéro un est-allemand à Paris

(Suite de la première page.)

A l'issue du premier entretien entre le président Mitterrand et M. Erich Honecker à l'Élysée, le porte-parole de la présidence française a immédiatement tenu à rappeler que « les armes françaises de courte portée ont un caractère stratégique, et non pas tactique », qu'elles n'étaient pas « un appendice de notre armement conventionnel », et donc qu'elles « ne peuvent être intégrées dans une négociation de type conventionnel ».

« La possibilité d'une négociation sur ce type d'armement, a ajouté le porte-parole, est envisageable, mais il est important que le débat ne soit pas ouvert trop tôt par rapport à d'autres aspects du processus de désarmement. Il a rappelé que, pour la France, la réduction des armements stratégiques des deux superpuissances était « une priorité importante ».

Le porte-parole de la partie est-allemande, M. Wolfgang Mayer, a qualifié pour sa part de « constructive et de franche » l'atmosphère de l'entretien. Selon lui, M. Honecker a souligné au cours des discussions que « l'urgence de l'entente et d'actions positives en faveur du désarmement et d'une bonne coopération entre Est et Ouest donne un poids particulier à l'échange de vues, notamment en cette période mouvementée ». Mettant l'accent sur le désir de la RDA de développer de « très bonnes relations avec la France », il a rappelé la position de son pays sur l'élimination des armes

nucléaires tactiques, en indiquant qu'il n'y avait pas nécessairement un lien avec les problèmes de désarmement conventionnel. La RDA, a-t-il ajouté, est prête à envisager « d'autres solutions proposées par d'autres ».

Le chef de l'Etat est-allemand a consacré jeudi soir, au dîner de l'Élysée, l'essentiel de son discours à un rappel des positions de son pays sur ces questions de désarmement. Tout en évitant de mettre l'accent sur les points de divergence, il a insisté sur l'intérêt tout particulier de la RDA, compte tenu de sa place en Europe, pour une limitation des armements conventionnels et son soutien à des accords régionaux, comme l'établissement d'une zone dénucléarisée au centre de l'Europe. Son allocution, aussi ferme que la lecture d'un communiqué du pacte de Varsovie, s'est cependant bornée à évoquer des positions générales.

Développer le dialogue

M. Honecker n'a fait aucune allusion à certaines des préoccupations de la RDA, à propos notamment du développement de la coopération entre la France et la RFA en matière de défense ou des propositions préparées par les trois puissances occidentales responsables du statut de Berlin pour apporter des aménagements à ce statut.

Cette première journée de la visite du numéro un est-allemand à

Paris — la première auprès d'une des trois puissances occidentales exerçant des responsabilités sur Berlin — s'est déroulée comme si chacun avait dans l'esprit de bien délimiter le champ dans lequel il entendait voir se développer des relations bien comprises entre les deux pays. Sans doute M. Honecker, pour lequel cette visite, après celle qu'il vient d'effectuer en RFA, représente une initiative diplomatique de première grandeur, avait-il besoin de rassurer ses propres amis de l'Est sur ses intentions.

M. François Mitterrand a lui-même soigneusement balancé ses propos pour bien marquer vis-à-vis des Allemands de l'Ouest que si la venue à Paris de M. Honecker devait être perçue comme un approfondissement de la « réconciliation entre les Français et les Allemands, tous les Allemands », elle ne devait pas faire oublier le reste. Il a su trouver à propos de la nécessité de la libre circulation des hommes et des idées quelques formules-chocs qui devaient être bien comprises outre-Rhin, rappelant notamment qu'il était impensable que « les Européens s'accordent sur la paix s'ils se séparent sur la liberté ».

Ce rappel des grandes positions de principe ne saurait cependant faire oublier le souhait émis de part et d'autre d'une coopération plus approfondie. Aussi bien M. Honecker que M. Mitterrand ont tenu à souligner au cours de leurs allocutions que les différences de systèmes et d'alliances ne devaient pas fermer la porte au dialogue et que les efforts effectués ces dernières années pour développer les relations commerciales et culturelles devaient être poursuivis.

HENRI DE BRESSON.

Les allocutions

M. Mitterrand : « Puisse l'esprit de liberté redevenir le bien commun de toute l'Europe »

Situant d'emblée la visite de M. Erich Honecker sous le signe de la volonté de réconciliation « entre les Français et les Allemands, tous les Allemands, où qu'ils se trouvent », le président Mitterrand a souligné au dîner d'Etat qu'il offrait jeudi soir 7 janvier au numéro un est-allemand pour prononcer un vibrant plaidoyer en faveur de la libre circulation des hommes et des idées en Europe.

« Quelque soit sincèrement la paix », a-t-il dit, « doit s'atteindre d'urgence à restaurer la confiance (...). Ce que nous attendons aussi, dans tous les pays européens, ce sont des progrès constants en ce qui concerne la liberté de circulation, la multiplication des contacts, le libre débat des idées. Quel paradoxe ce serait si au moment où, de part et d'autre (...), s'intensifient les échanges de biens matériels et de marchandises, les entraves anachroniques à la circulation des personnes et des idées n'étaient pas également démantelées ».

Évoquant les négociations sur le désarmement, le président Mitterrand a souligné que « l'Europe ne doit pas être le témoin muet et l'enjeu passif des relations Est-Ouest (...). La personnalité européenne doit s'y exprimer fortement, ne serait-ce que parce que les intérêts de sécurité de l'Europe ne s'identifient qu'imparfaitement avec ceux des deux blocs en présence ».

Dans une allusion aux récents appels de la RDA en faveur d'une dénucléarisation totale, le président de l'Europe, le chef de l'Etat a tenu à rappeler le rôle de la dissuasion nucléaire dans l'état de non-belligérance qu'a connu le Vieux Continent depuis quarante ans. « On retourne à l'Europe afin de réduire la tension, la confrontation et le danger », il ajoute : « Notre

garantie ? La France, quant à elle, ne menace personne. Elle assure sa sécurité au seul minimum de crédibilité. Elle continuera de le faire en encourageant le processus de désarmement ».

« Il faudra une longue patience, a-t-il poursuivi, et une grande prudence pour déplacer peu à peu les lignes d'un horizon immobile depuis quarante ans. Mais c'est aussi notre responsabilité, à nous Français, aux Allemands de part et d'autre de l'Elbe, de reconstruire, avec les autres nations de l'Est et de l'Ouest, en jouant sur les complémentarités plus que sur les différences, une Europe vivable, porteuse d'espoir parce qu'elle aura surmonté ses divisions (...). Mon pays, qui entretient avec la République fédérale d'Allemagne des liens profonds, solides,

nourrit le désir de parfaire sa réconciliation avec tous les Allemands, et veut aussi poursuivre le dialogue avec la République démocratique allemande ».

« Le passé ne s'oublie pas, comme ne peut s'effacer, chez les Français, le souvenir des efforts héroïques de tous les Allemands qui, comme vous, monsieur le Président, se sont opposés au nazisme », a-t-il déclaré en conclusion. « L'esprit de liberté animal alors, contre le même ennemi, les combats de tous les horizons. C'est cet esprit qui inspire depuis bientôt deux siècles notre conception de la démocratie pluraliste et des droits du citoyen. Puisse-t-il redevenir le bien commun de toute l'Europe ! Car comment imaginer que les Européens s'accordent sur la paix s'ils se séparent sur la liberté ? »

M. Honecker : « Les différences de systèmes sociaux ne sauraient faire obstacle à notre dialogue »

« Notre dialogue, a déclaré pour sa part M. Honecker, constitue un signal de la volonté de relancer au second plan les différences et certaines idées reçues au profit d'une large coalition de toutes les forces de la paix, du bon sens et du réalisme. Les différences des systèmes sociaux et des valeurs ne sauraient y faire obstacle ».

Après avoir rappelé l'intérêt « tout particulier » de la RDA pour « une réduction radicale aussi des armements conventionnels », et pour les « démarches régionales d'entrepreneur en Europe afin de réduire la tension, la confrontation et le danger », il ajoute : « Notre

objectif demeure un monde sans armes nucléaires, un monde à l'abri de la guerre et de la violence ».

« C'est avec satisfaction, a conclu le chef de l'Etat est-allemand, que nous constatons l'essor considérable qu'a pris les relations entre la République démocratique allemande et la République française sur la base de l'estime réciproque et du respect des réalités. Elles se développent pour le bien de nos deux peuples et symbolisent la vitalité de la politique de la coexistence pacifique. Le dialogue entre nos deux Etats joue un rôle de premier plan pour cultiver la confiance ».

Afrique

GUINÉE

Deux jours de manifestations contre la vie chère

Conakry. — La situation était redevenue calme, le jeudi 7 janvier, à Conakry, après quarante-huit heures de manifestations provoquées par la hausse des produits de première nécessité.

Mardi, plusieurs centaines de personnes, en majorité des étudiants et des chômeurs, ont envahi les marchés, pillant, sacquant les étals et les boutiques. Plusieurs manifestants ont été blessés, mais la mort de l'un d'eux n'a pas été confirmée par les autorités.

La police et la gendarmerie sont intervenues pour ramener le calme dans les marchés et, jeudi, elles contrôlaient toujours l'université, où une cinquantaine d'étudiants, soup-

onnés d'être des meneurs, ont été arrêtés, et les cours n'ont pas repris.

Ces manifestations faisaient suite à la flambée des prix consécutive au relèvement de 80 % des salaires des fonctionnaires et à l'augmentation de 78 % du prix du carburant, deux mesures annoncées le 31 décembre par le chef de l'Etat.

Le président Conté a réussi à désamorcer la tension en convoquant mercredi au Palais des Nations de Conakry les représentants des commerçants.

Dans une longue allocution, il s'en est pris vivement aux « commerçants véreux » et a dénoncé les « saboteurs » de l'économie. Il a souligné que, dès le 1^{er} janvier, de

nombreux détaillants avaient doublé ou triplé sans raison les prix des denrées de première nécessité.

Il a annoncé un blocage des prix et un retour obligatoire à ceux pratiqués avant le 31 décembre. Aucune majoration n'est autorisée pour les transports publics et les propriétaires de villas ne sont plus autorisés à toucher de loyers trop élevés. Il a toutefois précisé que ces mesures autoritaires n'entraînent en rien la politique de libéralisation de l'économie entamée après son arrivée au pouvoir, en avril 1984.

Il a rappelé que l'Etat s'était totalement retiré du secteur commercial pour le confier à des entreprises et à des détaillants privés, et que le gouvernement ne reviendrait pas sur cette politique. — (AFP).

La question sud-africaine a été au centre de la visite de M^{me} Thatcher au Nigeria

Lagos. — L'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Afrique du Sud a été au centre de la visite de M^{me} Thatcher au Nigeria. Commencée au Kenya, la tournée africaine du premier ministre britannique devait s'achever vendredi 8 janvier par une excursion à Kano, la grande métropole du nord du pays.

Maggie, championne de l'apartheid ! », « L'apartheid est un crime ! », « L'Afrique doit être libre ! », a pu lire sur les pancartes de plusieurs centaines de manifestants M^{me} Thatcher dès son arrivée à l'aéroport de Lagos, jeudi. Le général Babangida a fait de l'apartheid le thème essentiel de son allocution de bienvenue, déclarant : « Vous comprendrez, j'espère, que nous, Nigériens, aspirons à ce que la Grande-Bretagne, sous votre direction, joue un rôle important dans la

réalisation du but le plus universellement désiré sur le continent africain. C'est un sujet que nous abordons longuement, dans votre bref séjour dans notre pays ».

M^{me} Thatcher est restée sur ses positions dans une allocution prononcée au cours du dîner officiel de jeudi. Répétant que l'apartheid est « un système répugnant et détestable », elle a affirmé une fois de plus que l'idée de l'abandonner à la destruction de l'économie sud-africaine était « une illusion ». Les sanctions économiques « aggraveraient encore les souffrances des Noirs d'Afrique du Sud et de leurs enfants », a-t-elle expliqué. « Le changement en Afrique du Sud ne se fera pas vite, mais il faut qu'il se fasse et il se fera », a-t-elle conclu. — (AFP).

isth Institut privé des Sciences et Technologies Industrielles depuis 1954

NOUVEAU PROGRAMME 1988

2^e Année

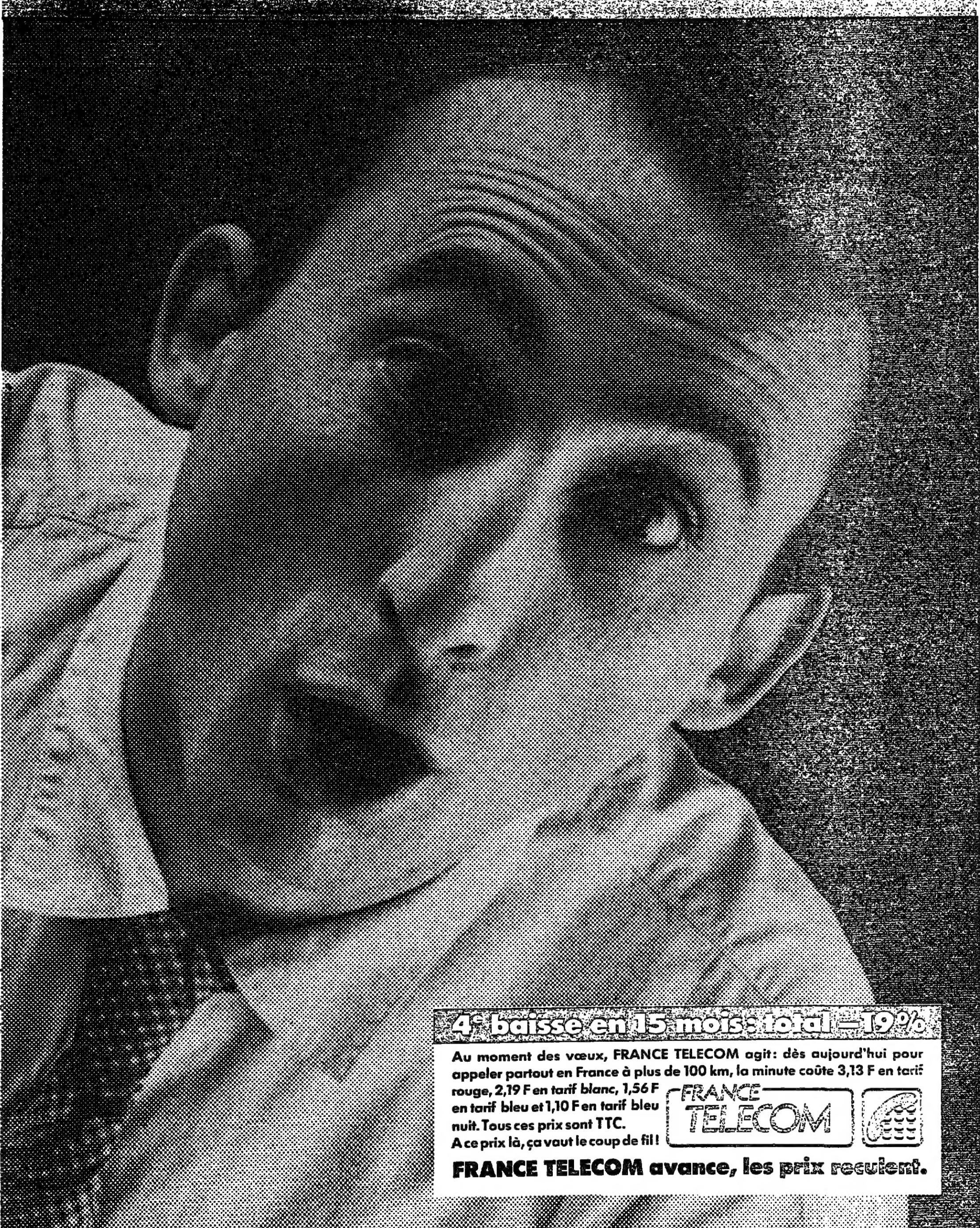
- Enseignements complets
- JANVIER à JUIN

Cours de réputation confirmée

HEC-ESCP 2^e Année

- Entrées individuelles
- Enseignements séquentiels écrits et oraux de JANVIER à MAI
- Stages intensifs de 5 semaines en JUILLET/AOÛT


Tél. : 42.24.10.72
45.85.59.35



4^e baisse en 15 mois: total -19%

Au moment des vœux, FRANCE TELECOM agit: dès aujourd'hui pour appeler partout en France à plus de 100 km, la minute coûte 3,13 F en tarif rouge, 2,19 F en tarif blanc, 1,56 F en tarif bleu et 1,10 F en tarif bleu nuit. Tous ces prix sont TTC.

A ce prix là, ça vaut le coup de fil!

FRANCE TELECOM 

FRANCE TELECOM avance, les prix reculent.

FRANCE TELECOM avance, les prix reculent.

هكذا من الازل

هكذا من الامم

Politique

Deux annulations du Conseil constitutionnel

- Crédit agricole : pas de majorité aux agriculteurs
- Sécurité sociale : pas de contrôle parlementaire

Le Conseil constitutionnel a déclaré, le jeudi 7 janvier, non conforme à la Constitution la loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale. Ce texte, relatif d'une proposition plus ambitieuse de M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, prévoyait la discussion annuelle d'un projet

de loi sur les finances sociales portant approbation d'un rapport sur les comptes prévisionnels des régimes obligatoires de base de sécurité sociale. Il était fondé sur un recours — abusif, a jugé le Conseil constitutionnel — au dernier alinéa de l'article 34 de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel a examiné le même

jour la loi relative à la mutualisation de la Caisse nationale de Crédit agricole que les députés socialistes lui avaient déférée en totalité et leurs collègues sénateurs pour un seul de ses articles.

L'article 15 de la loi, qui imposait que la majorité au moins des membres des conseils d'administration des caisses régionales soient issus des organisations syndicales et profession-

nelles agricoles, a été déclaré attentatoire au principe d'égalité et contraire à la Constitution. Le reste de la loi relative à la privatisation du Crédit agricole peut désormais être promulgué.

Nous publions ci-dessous les principaux extraits des deux décisions du Conseil constitutionnel.

La mutualisation de la « Banque verte »

Refus des conseils d'administration « sur mesure »

A propos du principe de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole, telle qu'elle a été conçue, et de l'ensemble de la loi, globalement contestés par les auteurs du recours, le Conseil constitutionnel indique :

« Considérant que le principe d'égalité ne s'oppose ni à ce que le législateur règle, par son décret, des situations différentes ni à ce qu'il déroge à l'égalité pour des raisons d'intérêt général pourvu que, dans l'un et l'autre cas, la différence de traitement qui en résulte soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit ;

« Considérant que, ni à la fin du siècle précédent, le Crédit agricole mutuel, sous la double impulsion des sociétés et des pouvoirs publics, a abouti à la constitution d'un réseau bancaire composé des caisses locales, des caisses régionales et de la Caisse nationale de crédit agricole ; que, d'ailleurs, l'existence d'un tel réseau est reconnue par diverses dispositions législatives du titre I^{er} du livre V du code rural et par les articles 20 et 21 de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 relative aux établissements de crédit ; que, si l'implantation de cet ensemble et sa clientèle sont loin d'être exclusivement rurales et si de nombreuses opérations des caisses ne diffèrent pas des opérations bancaires courantes, il n'est pas moins vrai que l'essentiel de ses activités est orienté au profit du monde agricole ; que nombre des services bancaires qu'il peut rendre sont réservés non seulement aux sociétaires des caisses mais, parmi ceux-ci, à ceux d'entre eux qui exercent une profession agricole ou une profession se rattachant à l'agriculture ;

« Considérant que la Caisse nationale de crédit agricole, en sa qualité d'organe central du Crédit agricole mutuel, est investie d'un large pouvoir de contrôle et de surveillance sur le fonctionnement des caisses régionales ; qu'elle centralise les excédents financiers des caisses régionales, bénéficie ainsi d'une partie de l'épargne collectée par elles ; qu'en contrepartie elle mobilise certaines créances à court terme des caisses régionales et consent à celles-ci des avances pour financer des prêts à moyen et long terme ; qu'il existe ainsi entre la Caisse nationale et les caisses régionales des flux de capitaux dans les deux sens et donc d'étroites relations financières ;

« Considérant que (...) le législateur était habilité à transférer du secteur public au secteur privé l'organe central du réseau de crédit agricole mutuel ; que, pour déterminer les catégories de personnes susceptibles d'acquiescer les actions de la société anonyme substituée à l'ancien établissement public, il

pouvait, sans méconnaître le principe d'égalité, se fonder sur la différence de situation existant, au regard de l'objet de la nouvelle loi, entre les caisses régionales de crédit agricole, étroitement liées à la Caisse nationale du point de vue juridique, financier et économique, et les autres personnes physiques ou morales extérieures au Crédit agricole qui auraient pu envisager de devenir actionnaires ; qu'au surplus le législateur a pu tenir compte de l'intérêt général qui, selon son appréciation, postule le maintien d'un réseau bancaire homogène appelé, par sa structure, à préserver la vocation spécifique du Crédit agricole au service du monde agricole et rural ; qu'ainsi la loi a pu réserver aux caisses régionales de crédit agricole le droit d'acquiescer près des neuf dixièmes des actions de la Caisse nationale ;

« Considérant que, sous réserve de l'examen des dispositions particulières de la loi, celle-ci ne saurait, de prime abord et dans son ensemble, être regardée comme non conforme à la Constitution ; (...)

Le prix

« Considérant que toute estimation de la valeur d'une entreprise comporte la prise en compte de données non certaines qui, dans nombre de cas, peuvent être largement aléatoires ; que si, de ce fait, l'évaluation peut être rendue difficile, elle n'est pas impossible ; qu'il suffit pour qu'il soit satisfait aux principes de valeur constitutionnelle relatifs au prix des entreprises transférées au secteur public ou au secteur privé que l'évaluation soit opérée de façon objective et impartiale dans le respect des techniques appropriées ;

« Considérant à cet égard que les articles 4 et 5 de la loi présentent l'examen de la loi, en ce qui concerne la modalité d'acquisition et le prix de cession des actions de la Caisse nationale, aux dispositions de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relatives aux modalités des privatisations ; que, si l'article 5 de la présente loi envisage la possibilité pour les actionnaires de bénéficier de délais de paiement, à la différence de ce que prévoit la loi du 6 août 1986, il appartient, le cas échéant, aux organes ou aux autorités responsables de l'évaluation et de la fixation du prix de cession de tenir compte de l'avantage résultant pour les acquéreurs des délais de paiement qui leur seraient accordés ;

L'article 15

« Considérant que l'article 15 de la loi présente l'examen de la loi, en ce qui concerne la modalité d'acquisition et le prix de cession des actions de la Caisse nationale, aux dispositions de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relatives aux modalités des privatisations ; que, si l'article 5 de la présente loi envisage la possibilité pour les actionnaires de bénéficier de délais de paiement, à la différence de ce que prévoit la loi du 6 août 1986, il appartient, le cas échéant, aux organes ou aux autorités responsables de l'évaluation et de la fixation du prix de cession de tenir compte de l'avantage résultant pour les acquéreurs des délais de paiement qui leur seraient accordés ;

« Considérant (...) que les sociétaires appartenant aux groupements visés aux 1^{er} à 7^{ème} de l'article 617 du code rural ne constituent pas nécessairement la majorité des sociétaires d'une caisse régionale de crédit agricole ; qu'au contraire il peut se faire que cette majorité soit constituée par les autres sociétaires, c'est-à-dire par les collectivités inscrites aux 8^{ème} à 17^{ème} de l'article 617 et par les personnes physiques ou morales visées par le décret du 11 août 1971 modifié ;

« Considérant que les dispositions de l'article 15 de la loi ont pour objet non d'accorder aux membres des groupements visés aux 1^{er} à 7^{ème} de l'article 617 du code rural des droits de vote supérieurs à ceux des autres sociétaires, mais de leur garantir la majorité au sein du conseil d'administration, même s'ils ne constituent pas la majorité des membres de la caisse ;

« Considérant que, pour déroger ainsi à l'égalité entre les sociétaires,

le législateur s'est fondé d'une part sur le fait que certains des services que les caisses mettent à la disposition de leurs sociétaires sont réservés aux seuls agriculteurs, qui se trouvent ainsi dans une situation différente de celle des autres sociétaires quant à l'intérêt personnel qu'ils ont à la gestion des caisses, d'autre part, sur ce que les caisses régionales, en dépit de leurs activités débordant le monde strictement agricole, demeurent fidèles à l'orientation générale qui est celle du Crédit agricole ;

« Considérant que, en elle-même, la prise en compte de telles considérations n'est pas contraire au principe constitutionnel d'égalité ; qu'elle aurait pu justifier un aménagement approprié des droits de vote au sein des caisses régionales de nature à tempérer la stricte rigueur du principe majoritaire, à ne pas compromettre les avantages réservés aux agriculteurs dans le système de crédit agricole mutuel et à conserver à celui-ci sa vocation essentielle ; « Considérant cepen-

dant que ces données ne sauraient justifier que la représentation des sociétaires autres que les membres des groupements visés aux 1^{er} à 7^{ème} de l'article 617 du code rural soit en tout état de cause minoritaire quelle que soit la proportion de ces sociétaires ; que, par le caractère général et absolu de ses dispositions, l'article 15 de la loi, en l'état, apporte au principe d'égalité une atteinte qui dépasse manifestement ce qui serait nécessaire pour faire droit à la situation particulière de certaines catégories de sociétaires, au maintien d'avantages spécifiques au profit des activités agricoles et à la préservation de la vocation du Crédit agricole ; que, dès lors, l'article 15 doit être déclaré contraire à la Constitution (...)

« Décide (...) l'article 15 de la loi relative à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole est déclaré contraire à la Constitution. (...) Les autres dispositions de la loi relative à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole ne sont pas contraires à la Constitution. »

Loi de finances sociales

Un détournement de l'article 34 de la Constitution

« Considérant qu'une loi organique ne peut intervenir que dans les domaines et pour les objets limitativement énumérés par la Constitution ;

« Considérant qu'aux termes du septième et dernier alinéa de l'article 34 de la Constitution « les dispositions du présent article pourront être précisées et complétées par une loi organique » ;

« Considérant que la loi organique soumise à l'examen du Conseil constitutionnel est composée de deux articles ainsi rédigés :

« Article premier. — Les dispositions de l'article 34 de la Constitution relatives aux principes fondamentaux de la sécurité sociale sont ainsi précisées et complétées : le Parlement est saisi chaque année d'un projet de loi sur les finances sociales qui porte approbation d'un rapport sur les comptes prévisionnels des régimes obligatoires de base de sécurité sociale visés par le

code de la Sécurité sociale et le livre VII du code rural. Ce projet de loi est adopté dans les conditions et sous les réserves prévues par la présente loi organique. Article 2. — Le projet de loi sur les finances sociales doit être déposé au plus tard par le Conseil économique et social sur les conclusions de la consultation dite « des états généraux de la Sécurité sociale » ;

« Considérant que ces dispositions n'ont pas pour objet la détermination des matières qui sont du domaine de la loi mais qu'elles sont affectées à la procédure législative ; qu'elles échappent donc à la compétence ouverte à la loi organique par le septième alinéa de l'article 34 de la Constitution ;

« Décide (...) la loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale est déclarée non conforme à la Constitution. »

Le kamikaze de ville et le kamikaze des champs

Si les leçons à tirer des deux dernières décisions du Conseil constitutionnel sont de portée très différente, leur simultanéité attire l'attention sur une pittoresque similitude. Le père de la défunte loi organique de finances sociales, Michel d'Ornano, et le zélateur de la mutualisation du Crédit agricole, François Guillaume, qui voit son œuvre amputée d'une disposition si vigoureusement prônée par ses soins contre vents, marées et évidences, ont accompli chacun de son côté une trajectoire analogue : celle d'un kamikaze. M. d'Ornano s'écroule en larmes tandis que M. Guillaume ne perd qu'un bout d'aile, mais la même intrépidité les anime.

Le kamikaze des champs, François Guillaume, momentanément prêt par le corporatisme agricole pour la direction de ses affaires, ne voulait pas seulement l'opération dont le Conseil constitutionnel ne remet pas en cause le principe et l'essentiel des modalités : la vente, par l'Etat, aux caisses régionales — privées — du

Crédit agricole de leur organe central — public : la Caisse nationale.

Avec un acharnement sans faille, et malgré toutes les mises en garde lancées à droite comme à gauche, au Sénat et à l'Assemblée nationale, François Guillaume exhortait pour l'avenir, au sein des conseils d'administration des caisses régionales, une surreprésentation des organisations syndicales et professionnelles agricoles, plus que chères à son cœur d'ancien président du CNJA, puis de la FNSEA. Ce qu'il impliquait l'obscure référence aux sept premiers points de l'article 617 du code rural.

Soixante-quinze pour cent des parts assurées pour les membres de ces organisations, puis deux tiers, la stricte majorité enfin : tout avait été essayé et vingt fois remis sur le métier, sous une pression « lobbyiste » constante, maintenue par le ministre lui-même. Expulsé du projet par la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un compromis final, l'article litigieux revenait pour

finir : François Guillaume l'imposait une nouvelle fois. Il avait auparavant obtenu le sénateur d'oser détenir au Conseil constitutionnel cette disposition...

A tout hasard

Inconscience ? Le ministre n'avait, sur ce point, rien à perdre, il tentait le passage en force et savait qu'il pourrait, quoi qu'il arrive, se présenter devant sa corporation comme son héros flamboyant. Aux parlementaires de gauche, il abandonnait le rôle ingrat d'expliquer à « leurs » agriculteurs qu'ils n'ont pas voulu les favoriser pour le contrôle de « leurs » banques.

Au demeurant, l'objectif principal, hybride opération de « mutualisation-privatisation », n'est pas remis en cause, le Conseil constitutionnel ne s'opposant pas à la mise en mouvement de cette grande manœuvre politico-financière, comme l'avaient

révélé les députés socialistes auteurs de l'une des saisines.

Un rappel du rôle du Conseil rendra toutefois l'attention. Les débats de paiement éventuellement consentis aux caisses régionales pour acquiescer leur organe central, qui pourront aller jusqu'à cinq ans, devront être pris en considération pour la fixation du prix. Ainsi se trouve, en théorie, prévenu tout risque de « bradage » déguisé en crédit.

Procédure en contrebande

La trajectoire fatale de Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, inspirateur plusieurs fois malheureux de la proposition de loi organique relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale, s'inscrivait dans un autre contexte.

Représentant à son compte une préoccupation parlementaire assez ordinaire et peu contestable (un contrôle accru des finances sociales), ce kamikaze de ville, baron giscardien par surcroît, eut le malheur de vouloir lier son sort à celui du ministre RPR des affaires sociales, Philippe Séguin, qui était embarqué sur la veste balnéaire des états généraux de la Sécurité sociale.

Même éduquée, sa proposition ne put échapper à des accusations des syndicats, et d'une partie de la majorité, malencontreuses à ce moment : risque d'étalement de la Sécurité sociale, mise à l'écart des partenaires sociaux.

Soudain, dans cet environnement agité, de reculer en bon ordre et de sauver la face, auteur et victime d'un démarrage qui soit le sort de sa proposition à celui du projet Séguin sur le financement de la Sécurité sociale, Michel d'Ornano s'était hasardé, pour imposer son idée de loi sur les finances sociales, dans une voie constitutionnelle des plus incertaines.

Par le recours — inédit à ce jour — au dernier alinéa de l'article 34 de la Constitution, le député du Calvados aurait pu prétendre étendre (à préciser et compléter), dit exactement la Constitution) le domaine de la loi. Il a tenté, cas de figure bien différent, de créer de toutes pièces une nouvelle procédure législative contraignante. Embaquer le gouvernement dans une lourde tentative de révision constitutionnelle pour parvenir aux mêmes fins ? Dans le contexte politique et au cœur d'une série d'impératifs divers et pressants, il ne pouvait en être question.

Il ne restait plus à M. Michel d'Ornano, qu'avec un bras charitable ne rent, qu'à partir tranquillement s'écrouler. Mais lui, bien différent en cela de M. François Guillaume, n'a même pas de troupes auxquelles montrer ses blessures pour en obtenir d'hypothétiques médailles.

MICHEL KARMAN.

EN BREF

● L'UDF se décide le 26 janvier. — M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, doit annoncer officiellement, le 26 janvier prochain, au terme de la réunion extraordinaire du bureau politique de la confédération, le nom du candidat soutenu par l'UDF à l'élection présidentielle. Cette instance doit faire le synthèse des positions des composantes de l'UDF qui doivent se prononcer dans le courant du mois de janvier. Les clubs Perspectives et réalités se réuniront le 14 janvier, suivis, le 16 janvier, par le Parti social-démocrate, le CDS et le Parti radical-valoisien, tandis que le Parti républicain prendra position le 23 janvier.

● CDDT et FO : pas de consigne pour l'élection présidentielle. — La CDDT et Force ouvrière ne donneront pas de consigne de vote lors de l'élection présidentielle, ont indiqué le jeudi 7 janvier au cours du « Forum de l'Expansion », MM. André Bergeron, secrétaire général de FO, et Jean Kasper, secrétaire national de la CDDT. M. Kasper a précisé que la CDDT ne prendra « pas position pour un candidat quel qu'il soit », mais elle s'exprimera sur des questions comme le chômage et le racisme.

M. Bergeron a rappelé, pour sa part, que Force ouvrière n'avait jamais donné de consigne de vote pour les élections présidentielles et législatives, jugeant que cela « relevait de la responsabilité des citoyens ».

A L'OCCASION
DE LA SORTIE DE SON LIVRE
REGIS DEBRAY
SERA DEMAIN SAMEDI A 13 H
REDACTEUR EN CHEF
DU "JOURNAL INATTENDU"
DE **RTL**
AVEC
JEAN-PIERRE TISON

Edmond JABES
Le livre des questions
Le livre des réponses
Le livre de la subversion
Le livre de la soupe
Le livre du dialogue
Le parcours
GALLIMARD

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Les « quelques idées simples » de Raymond Barre

LIMOGES
de notre envoyée spéciale

Le train-train de la campagne sur le terrain a repris pour Raymond Barre avec un voyage en Creuse et en Haute-Vienne, jeudi 7 et vendredi 8 janvier, qu'il a achevé par un pèlerinage à Oradour-sur-Glane.

Ce ne sont pas les injonctions d'Edouard Balladur qui sont susceptibles de faire sortir l'ancien premier ministre de sa carapace de tortue. Pas question, donc, d'accélérer le rythme : un propre et au figuré, mais une bonne heure de retard, due aux encombrements du périphérique parisien, le député du Rhône a simplement livré à ses auditeurs successifs « quelques idées simples ».

Devant les agriculteurs, autour d'un café-brûlée entre deux rangées de vaches dans une étable d'Épauze-Bains, M. Barre insiste sur la nécessité d'« avoir une agriculture diversifiée », sur l'urgence qu'il y a à enrayer le vieillissement de la population agricole par une politique en faveur des jeunes agriculteurs dans le domaine foncier, de la formation et de l'aide à l'investissement. S'il est d'accord pour « redonner l'espoir » à l'agriculture française, notamment en allégeant « le poids des charges financières qui pèsent sur elle », d'accord pour « lui donner les moyens de faire face à la compétition internationale », et pour « mettre le paquet sur son renouvellement », l'ancien premier ministre s'élève contre les « cadences » et autres « surcharges ».

faits pour servir non pas l'avenir mais « des intérêts à court terme ».

Décliné face à des responsables socio-professionnels à Aubusson, puis, plus tard à Guéret, et à Limoges, l'enchaînement « garder l'espoir, s'en donner les moyens en préparant l'avenir » nourrit l'essentiel du discours de M. Barre. S'y ajoutent, à l'occasion, de petits complaisants contre les socialistes, là en faveur de l'union de la majorité.

Devant plus d'un millier de convives réunis pour un dîner dans la salle Jean-Bouin de Limoges, M. Barre a ainsi observé qu'il n'avait pas préservé la solidarité nationale, quand il était à Matignon, « en faisant de la France un pays débiteur », et ce à la différence des socialistes. En la matière, il juge « ne pas avoir de leçon à recevoir », d'autant qu'il a fallu Coluche et l'abbé Pierre pour s'occuper des pauvres, « au lieu des premiers ministres ».

L'objectif est que « la France ne tombe pas sous la coupe du socialisme ». « Toutefois, ajoute-t-il, je n'ai rien contre ceux qui ont des conceptions socialistes » ; « Pas d'exclusivité contre les hommes, mais contre le système », résume-t-il. Ainsi met-il en garde contre « un deuxième choc socialiste » : « Il ne faut pas que des propos légitimes nous fassent oublier ce qui a été la réalité de la période 1981-1983. On sent que M. Barre brûle de dresser un bilan du septennat ».

Quant à l'union de la majorité, le député du Rhône « souhaite que ce qui dans le passé a pu permettre le succès socialiste ne se reproduise pas dans l'avenir ». Il s'est d'ailleurs dit persuadé que ce social est partagé par M. Jacques Chirac, qu'il a cité, et qu'il pourrait bien croiser vendredi à Paris par M. Jacques Doussin. Parant de « respect mutuel », et de « parfaite loyauté », le recommanda de ne pas tomber « dans le piège tendu par les socialistes », à qui il conseille « de balayer devant leur porte », car « les lettres de l'alphabet ne suffisent bientôt plus » pour définir leurs courants.

En finir

avec les « incertitudes »

Reste qu'il faut en finir « avec les incertitudes » actuelles. A Guéret, en présence de M. Jacques Chartron, député RPR de la Creuse (à Limoges, le député RPR Michel Bernard sera également présent), M. Barre précise : « Je constate que ceux qui, il y a deux ans, expliquaient que la cohabitation était mieux équilibrée de la Constitution de la 5^e République nous disent aujourd'hui qu'il faudrait que cette expérience finisse le plus rapidement possible ». Une façon comme une autre de faire comprendre au ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances et à ses amis chiraquiens qu'il vaudrait mieux ne pas venir le chercher sur ce terrain-là.

Quelques idées simples aussi que ces petites phrases à l'allure de maxime : « Ce n'est pas entre les mains des partis politiques, mais entre les vôtres que réside l'avenir de la France » ; « Le passé c'est le passé, ne pleurons pas sur le lait répandu » ; « Il faut que les Français jouissent de leur liberté de choix et soient capables de supporter la responsabilité de leurs décisions comme de leurs échecs » ; « Rien n'est plus regrettable que cette manne de promesses qu'on sait ne pas pouvoir tenir et qu'on ne tient pas, car il n'est pas possible de les tenir ».

Fidèle à cet ultime principe, M. Barre n'a donc pas fait de promesses, ni aux agriculteurs ni aux Limousins qui le pressaient de s'engager pour l'autoroute. Il est vrai que M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, est favorable au doublement de la RN 20. Tout au plus a-t-il fait sienne la formule du radical Henri Bonnet, député UDF de la Haute-Vienne : « Ne pas limoger Limoges ».

Ce voyage en Limousin, terre de mission pour le barriisme, avant celui prévu la semaine prochaine en Franche-Comté, tombait bien : le jour de la Saint Raymond.

Pour sa fête, l'ancien premier ministre a donc reçu plein de cadeaux... et même une torche offerte par des jeunes, qu'il a décidé de baptiser « Limousine ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

M. Chirac fera campagne sur le bilan de son gouvernement

« J'écoute toujours très attentivement les conseils du ministre d'Etat. Il m'arrive même de les entendre. Celui dont vous parlez mérite considération », a déclaré M. Jacques Chirac, pressé de questions, le jeudi 7 janvier, au Forum de l'Expansion, au sujet du souhait exprimé, la veille, par M. Edouard Balladur, que s'engage rapidement la campagne du premier ministre pour l'élection présidentielle.

Des deux avis qui partageaient l'entourage de M. Chirac — les uns jugeant que l'échec du conseil européen de Copenhague et la réunion de celui de Bruxelles, à la mi-février, imposaient de reporter au-delà de cette date l'ouverture de la campagne, les autres estimant, au contraire, qu'il n'y avait pas à douter de l'entrée en lice du premier ministre, — cette dernière thèse l'a emporté. Au-delà du problème posé par la nécessaire cohésion de l'exécutif face aux difficultés européennes, il s'agissait de savoir s'il valait mieux, pour M. Chirac, profiter le plus tard possible du statut de chef du gouvernement « qui gouverne », ou s'engager sans attendre sur un terrain électoral occupé, sans profit, par M. Raymond Barre.

L'urgence de contrer les initiatives du député du Rhône s'est imposée. Les responsables du RPR soumettaient cette décision. Pour les militants, en effet, il est difficile de se mobiliser et de faire campagne sans candidat officiellement déclaré. Or M. Chirac aura indiscutablement besoin d'une activité intense

« sur le terrain », ce qui est, à la fois, conforme à son style de campagne et aux habitudes du RPR, et indispensable pour faire passer un message jusqu'à présent insuffisamment perçu. Le premier ministre a jugé que sa campagne devrait être aussi militante et partisane qu'axée sur son rôle comme chef du gouvernement de la cohabitation et sur son image personnelle.

Il n'en a pas fallu davantage au directeur de la campagne de M. Barre, M. Philippe Mestre, pour se demander si l'on n'assistait pas à un tournant non seulement tactique, mais « dans la stratégie », de M. Chirac. Le président du RPR se serait-il finalement convaincu que la cohabitation n'est pas le bon cheval de bataille pour rallier les suffrages des électeurs de la majorité ? Cette supposition ne peut que réjouir M. Barre, mais elle semble très aventureuse. Le changement de bras armé de M. Chirac, sur le « conseil » de M. Balladur, n'est pas un adieu à la cohabitation ni un changement de monture au milieu du gué. C'est bien avec les armes et les bagages de son bilan gouvernemental que le premier ministre entend entrer bientôt et en force dans le champ proprement électoral.

Les décisions résultant de ce choix ont commencé à être prises jeudi à l'hôtel Matignon. Les responsables et conseillers du premier ministre, réunis autour de lui dans la matinée, ont examiné la répartition des tâches entre le staff de Mat-

ignon et celui de la campagne. Ils ont précisé, notamment, les tâches qui attendent le porte-parole du candidat, M. Alain Juppé, ministre délégué au budget.

L'après-midi, l'ensemble des membres RPR du gouvernement ont été convoqués pour discuter, d'une part, des problèmes posés par la réglementation du financement des activités politiques (voir le Monde du 8 janvier), et, d'autre part, le rôle de chacun dans la campagne. Un « noyau dur » de ministres assurera, autour du candidat, la réflexion et la communication sur les thèmes de campagne.

Plusieurs ministres s'étaient vu charger, au titre du RPR, de la coordination dans telle ou telle région. C'est ainsi que M. Michel Aurillac a la charge de Provence-Côte d'Azur, M. Michèle Barzach celle de Midi-Pyrénées (où elle fera face à M.M. Lionel Jospin et Dominique Baudis), M. Camille Cabanis celle de Langue doc, etc. Le programme de campagne prévoit des visites de M. Chirac dans chaque capitale régionale, plus d'autres voyages « mixtes », relevant à la fois de la fonction de premier ministre et de la candidature, comme celui qu'il doit faire le 19 janvier à Fréjus.

Le premier ministre a prévu de réunir le gouvernement à l'hôtel Matignon le 15 janvier, une semaine avant sa déclaration de candidature, afin de fixer les règles du jeu entre ministres RPR et barriistes.

PATRICK JARREAU.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

CONTRAIREMENT à ce que pourrait laisser croire l'avalanche des déclarations sur le sujet, la situation électorale française n'est ni compliquée, ni bloquée, ni désespérée. La France paraît être à l'abri de ce que connaissent les Etats-Unis. Ce sont les électeurs qui tranchent de la vertu et de la capacité des candidats, non les échotiers.

De ce côté-ci de l'Atlantique, les candidatures se manifestent librement et s'affrontent librement. Ce qui se prépare mettra en présence des hommes de valeur ou de talent. La France n'a ni à rougir ni à gémir de ceux qui ambitionnent de la gouverner.

Chaque citoyen peut espérer, du moins au premier tour, qu'il pourra exercer son choix en faveur d'un candidat qui représente plutôt bien ses convictions personnelles. Certes, il n'y a pas de femme qui porte les couleurs d'une formation politique notable, mais cela finira bien par arriver.

Dans les hommes de valeur, il n'est pas injuste de ranger M. Barre et M. Rocard ; dans les hommes de talent, M. Chirac et M. Le Pen ; M. Juquin et surtout M. Lajoie. Formant une catégorie supplémentaire, celle des kamikazes, et M. Lottard, un courant à part, celui des absents.

Les six personnalités qui vont en principe briguer les suffrages de leurs compatriotes ont en commun de n'avoir pas le choix de leur décision. Elles se battent pour obéir à un dessein qui, comme il est normal, leur échappe autant qu'elles tentent de le conduire. Elles doivent « y aller » sous peine de mort politique. Même pour échouer, elles doivent concourir. Ce sont les ressorts de la tragédie appliqués à la vie publique contemporaine.

A moins de subir peu à peu l'oubli déferlant qui ensable ses prédécesseurs, M. Barre n'avait d'autre issue que de sauter le pas. Gageons qu'il s'y était résolu depuis longtemps... M. Rocard, par définition, n'existe que s'il est candidat, et il en va de même pour M. Juquin. C'est un des effets contestables du suffrage universel direct pour désigner le chef de l'Etat : celui qui postule se voit crédité d'une partie de la grandeur attachée à la fonction qu'il vise et n'obtiendra peut-être jamais. Il faut prétendre pour exister.

A côté de ces trois hommes-là, trois autres portent les couleurs d'un parti. M. Lajoie a obéi aux ordres du sien pour que la fin de M. Marchais ne soit pas tout à fait une déroute consommée. MM. Chirac et Le Pen failliraient à leur devoir de chef en désignant un autre qu'eux-mêmes à la bataille ou en s'abstenant de faire courir leur casaque.

Une nomenclature à eux seuls assurée que M. Chirac renoncera ; outre que c'est mal le connaître, une pareille dérobade ne serait pas comprise de ses partisans, ni même sans doute de ceux des Français qui ne le portent pas dans leur cœur.

ET puis il y a M. Mitterrand. M. Mitterrand, moins libre qu'on ne peut le penser, moins libre qu'il ne l'affiche de sa décision de solliciter ou non un autre mandat.

S'en tenir aux sept années écoulées peut paraître tantôt et c'est ce qu'il dit souhaiter. Il le dit. Qu'on s'en rapporte aux sondages (point trop douteux s'il ne s'agit que d'évaluer une cote d'amour), ou qu'on observe le déroulement de ses déplacements dans le

pays, sa popularité est très grande, et même inespérée.

Elle est due, cela est incontestable, au rôle d'arbitre pas toujours écouté que lui a assigné le résultat électoral de mars 1986. Il en est le vainqueur inattendu, gagnant pour sa personne ce qu'il a perdu sa fonction.

Comme il n'est pas d'action de l'exécutif qui puisse lui être imputée, il ne lui est fait reproche d'aucune. C'est une popularité négative, que la droite concède puisqu'il ne l'empêche pas d'agir à sa guise et que la gauche lui conserve puisqu'il est encore là pour en rappeler publiquement et régulièrement les grandes valeurs.

Ainsi peut-on imaginer un départ fier et paisible en mai prochain, le peuple français descendant ce jour-là dans les rues, assurément pour fêter un nouveau président, mais aussi pour saluer la dignité de l'ancien, quant à la possibilité alors qu'il paraissait capable de s'y maintenir sans peine. Voilà qui contrasterait avec la sortie de ses trois prédécesseurs, l'un mort, les deux autres chassés. Rien de cela n'est bien exact.

D'ABORD, bien sûr, parce que cette popularité en prendrait un sacré coup dès l'instant où M. Mitterrand annoncerait qu'il va partir à la bataille. Il a beau, depuis quelque temps, rappeler plus souvent et plus nettement où sont ses convictions, cette précaution n'empêchera pas le tassement de sa popularité, et ce ne sera ni anormal ni injuste.

Candidat

Ce phénomène vraisemblable a pour conséquence d'ôter de son poids au propos qu'il s'entend sur tous les bords et selon lequel M. Mitterrand « est sûr d'être élu ». Un scrutin est un scrutin et, n'en déplaise aux sondages, a fortiori quand ils sont éloignés de l'événement qu'ils prétendent prévoir et décrire, son issue n'est jamais certaine. Pour le principe, c'est heureux. Or M. Mitterrand ne peut réviser l'erreur d'analyse de son prédécesseur et faire le cadeau à ses adversaires d'être expulsés de sa fonction. Il ne serait pas défilé, il serait ruiné.

Quels que soient ces dangers, M. Mitterrand n'est pas si libre que cela de se retirer à Lutèce ou ailleurs à la fin de son mandat. Car autant la droite l'encensait, non sans arrière-pensées, de laisser ainsi la place, autant la gauche n'aurait pas lieu de lui en savoir gré.

Rien n'interdit de penser que sa popularité baisserait dans cette hypothèse parce que l'électorat de gauche ferait connaître sa déception. Non pas seulement parce que s'en irait un homme qui lui a rendu un nom et une image, mais parce que, à coup de peu près sûr (sous la réserve des aléas du scrutin mentionnés plus haut), ce serait faire cadeau de la fonction, soit à M. Chirac, que M. Mitterrand ne prise guère ; soit à M. Barre, qui l'agace ;

en tout cas à la droite qui serait ainsi tout entière rétablie dans l'Etat. Ce qui reviendrait à donner à celle-ci ce qu'il a su lui prendre en 1981.

Car si M. Mitterrand n'en porte pas les couleurs, les chances de la gauche sont faibles, ou du moins incertaines. Premièrement, parce que Rocard le joker ne compensera pas sur sa droite ce qui lui fera défaut sur sa gauche. D'autant que, du côté du centre, il labourera les mêmes plates-bandes que M. Barre, naturellement plus à l'aise que lui sur ces terrains moussus.

Deuxièmement, parce que, si M. Mitterrand se retire à présent, les divisions et les rivalités qui déchirent la droite n'auront été que de la rumeur de saison et à côté du spectacle qu'offrirait la gauche. Point n'est besoin de faire un dessin à ce propos ni de dresser la liste de ceux qui se sentent la vocation de sauver le pays.

Faute de s'être suicidé un successeur incontestable, ou faute pour l'État d'avoir bien rempli le rôle, M. Mitterrand provoquera une indescriptible pagaille s'il n'est pas lui-même partie prenante dans la compétition présidentielle.

Cette pagaille ne sera pas de nature à renforcer les chances de la gauche, électoralement minoritaire, fût-ce de peu. C'est ce peu que M. Mitterrand tient entre ses mains, parce qu'il l'a voulu et parce que la cohabitation ne l'a pas desservi sur ce point.

La est sans doute l'argument décisif qui pèse sur la liberté de M. Mitterrand. Lui qui l'on dit attentif à ce que retiendra l'histoire, voudrait-il y paraître comme l'homme qui a restauré la droite ? Est-ce bien raisonnable ?

P OURTANT, cette question n'est pas la plus délicate qui se pose à M. Mitterrand. A supposer qu'il se représente (et il lui est difficile de faire autrement), et à supposer qu'il soit élu (et il lui est difficile de ne pas l'être), que faire de cette victoire puisqu'il est avéré désormais que, telle qu'est la Constitution, le chef de l'Etat est pratiquement paralysé si l'Assemblée nationale lui est contraire ?

Or c'est la situation qu'il connaîtrait si le jour du 8 mai 1988 le montrait vainqueur. Car à l'actuelle majorité, qui ne serait pas amputée de grand monde, se joindraient, d'une manière ou d'une autre, le PC et le Front national.

M. Chevènement préconise une dissolution immédiate. La belle idée que voilà ! Rien ne démontre que le pays ne renverrait pas une majorité de droite, donnant bonne mine à celui qui se ferait désavouer une poignée de semaines après avoir été élu. Les scrutins seraient trop proches pour les prétendre différents. Il n'y aurait plus alors qu'à prendre ses cliques et ses claques.

Il est vrai que M. Barre dit la même chose. Mais, dans l'hypothèse où il serait, lui, l'élu, il ne s'agirait pas alors de renverser la majorité existant à l'Assemblée nationale, mais de la fortifier à son profit, en marquant de surcroît qu'elle découle de lui.

Ce qui décidera du maintien ou du renvoi de l'actuelle Assemblée, c'est l'élection présidentielle ; son vainqueur, assurément, mais pas moins le détail des votes au premier et au second tour. Ce sont eux qui indiqueront ce que M. Mitterrand pourra faire de sa victoire. S'il consent à gagner.

GRAND PRIX NATIONAL DE POÉSIE

Edmond JABES

Je bâtis ma demeure

Le livre des questions

7 tomes

Le livre des ressemblances

5 tomes

Le petit livre de la subversion hors de soupçon

Le livre du dialogue

Le parcours

GALLIMARD *urf*

هكذا من الاجل

Société

Le rapport des « sages » sur le code de la nationalité

« On pourra devenir français plus facilement » nous déclare M. Marceau Long

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Marceau Long, président de la commission de la nationalité, estime que les propositions de celle-ci permettront de « devenir français plus facilement ».

« Si elles sont adoptées, les modifications que vous préconisez réduiront-elles le nombre des personnes qui deviennent françaises chaque année ?

— L'objectif affirmé de la commission est d'encourager l'acquisition de la nationalité française par les étrangers établis durablement dans notre pays et qui le souhaitent. La commission n'envisage pas une réduction du nombre des personnes qui deviennent françaises chaque année, mais, bien au contraire, son augmentation. Les nouvelles procédures de naturalisation pourront aussi y contribuer. Quant aux jeunes, le projet de la commission est celui, nous le savons, d'une exclusion, mais, à l'inverse, d'une intégration complète, grâce à leur consentement, qu'ils pourront exprimer sous des formes multiples et à de multiples occasions. Toute restriction à l'acquisition de la nationalité française pour les mineurs nés en France est levée. Dans les autres cas, la liste des condamnations pénales qui constituent un empêchement est réduite et simplifiée. On pourra donc devenir français plus facilement, mais aussi plus consciemment.

— Quel avenir souhaitez-vous à votre rapport ?

— D'abord qu'on le lise ! Nous avons prévu une large diffusion, et

même une édition de poche... Dans l'esprit de la commission, ce rapport est un tout : il ne faut pas en prendre seulement des morceaux. Mais, même si cela n'aboutit pas à une nouvelle loi, nous aurions fait avancer ce problème si difficile. Même si on ne changeait rien à la législation, quelque chose aurait changé.

— Des « sages » étaient-ils mieux placés que des parlementaires pour étudier cette question ?

— La commission n'était pas mieux placée que les parlementaires. Son rôle était différent. Elle a notamment séparé ses travaux de ceux que le Parlement serait amené à effectuer si le gouvernement le souhaitait ultérieurement. C'est pour respecter, à la fois, la liberté totale d'organisation des travaux parlementaires et le souhait que peuvent avoir députés et sénateurs de réserver au Parlement la primeur de l'expression de leurs opinions que nous n'avons pas cru pouvoir les entendre. Après tout, si le Parlement veut faire une contre-enquête, pourquoi pas ?

— Mais pourquoi avoir créé si tard cette commission, alors qu'un projet de loi était déjà présenté et des manifestations de rue organisées ?

— Ce n'est pas à moi de répondre. Mais il serait effectivement prudent, pour de grands sujets de société, de réunir des commissions de ce genre, avant de faire des projets de loi. N'est-ce pas le propre des grandes démocraties modernes de confier à des commissions des travaux de réflexion sur les problèmes de société ? Voyez, par exemple, la commission sur le biculturalisme au Canada.

La vraie vocation du Conseil d'Etat

— En tant que vice-président du Conseil d'Etat, vous pourriez être amené à donner votre avis sur un projet de loi inspiré des travaux d'une commission que vous avez présidée. N'est-ce pas contradictoire ?

— Cette question, dont je suis qu'elle a été déjà posée, me surprend personnellement. Mes prédécesseurs ont participé à plusieurs reprises à des travaux qui ont permis l'élaboration de textes importants qui ont été ensuite soumis par le gouvernement au Conseil d'Etat. René Cassin, qui a joué le rôle que l'on sait au sein du comité interministériel qui a préparé la Constitution de 1958, a présidé l'assemblée générale du Conseil d'Etat qui a examiné le projet de Constitution. Bernard Chevotet a présidé une commission qui a préparé le code des libertés fondamentales dont est issue la loi Informatique et Libertés qui a été soumise au Conseil d'Etat. Il y a d'autres exemples, y compris dans la vie quotidienne du Conseil d'Etat. La vocation même de celui-ci est d'être le conseiller du gouvernement et de lui donner librement ses avis.

— Votre commission n'est-elle pas entrée, de fait, dans le débat



politique ? En lui confiant ce dossier, le gouvernement n'a-t-il pas voulu se tirer d'un mauvais pas, enterrer son projet de loi, ou, au contraire, le relancer ?

— Dans une démocratie, un problème de société, que l'opinion s'accorde à regarder comme fondamental, doit être étudié et discuté. Le débat qu'il suscite est inévitablement politique, dans la mesure où il intéresse tous les citoyens. Quant aux intentions du gouvernement, je me borne à constater qu'il a voulu que la réflexion sur la nationalité soit élargie, approfondie et clarifiée. S'il ne l'avait pas souhaité réellement, il aurait eu tort de me confier la présidence de la commission, puisque c'est moi qui ai décidé de procéder à des auditions publiques télévisées.

— Et le gouvernement ne vous a pas dissuadé de convoquer les caméras ?

— Au contraire, il nous a même donné des crédits pour le faire.

— Certains « sages » ont reconnu publiquement avoir changé d'avis. Votre propre opinion a-t-elle été modifiée ?

— J'ai tant appris au cours des travaux de la commission qu'il m'est difficile d'exposer honnêtement l'opinion que j'avais avant son installation. Je crois bien avoir eu l'idée, compte tenu de l'apreté du débat, que laisser le code en l'état était peut-être, au moins provisoirement, la meilleure solution. Mon conservatisme rejoint alors les positions les plus avancées... Les auditions publiques de la Commission ont mis en lumière, plus encore que la technicité des règles de droit, la complexité des situations humaines. Il faudrait être de mauvaise foi, ou purement tacticien, pour refuser la réalité et s'accrocher à des règles techniques qui n'ont pas de valeur, indépendamment des situations humaines qu'elles ont pour objet de régler.

Propos recueillis par ROBERT SOLÉ.

Une démarche individuelle dès seize ans

Selon la législation en vigueur, l'enfant né en France est français de plein droit, dès sa naissance, si l'un de ses parents étrangers, est lui-même né en France. C'est l'article 23. La commission des « sages » recommande de ne pas modifier ce « double droit du sol ».

Quant aux enfants nés en France, mais dont les deux parents étrangers sont nés à l'étranger, ils peuvent actuellement acquérir la nationalité française de trois manières :

— soit lorsqu'ils sont âgés de moins de seize ans, par l'effet d'une déclaration souscrite en leur nom par leurs parents, à condition que ceux-ci résident en France depuis au moins cinq ans (article 34 du code de la nationalité) ;

— soit lorsque, entre seize ans et dix-huit ans, par l'effet d'une déclaration souscrite par eux-mêmes, ils ont exercé la faculté de la refuser ouverte par la loi dans l'année précédant leur majorité (article 43) ou si, durant la même période, le gouvernement s'est opposé à cette acquisition pour indignité ou défaut d'assimilation (article 46) ;

— soit enfin à leur majorité, s'ils ont eu pendant les cinq années qui précèdent leur résidence habituelle en France (article 44) ; dans ce cas, la nationalité française leur est acquise sans qu'ils aient à solliciter leur admission, mais ils ont exercé la faculté de la refuser ouverte par la loi dans l'année précédant leur majorité (article 43) ou si, durant la même période, le gouvernement s'est opposé à cette acquisition pour indignité ou défaut d'assimilation (article 46) ;

Dans tous ces cas, l'acquisition de la nationalité française par l'effet direct de la loi est aujourd'hui subordonnée à deux autres conditions : que les intéressés n'aient pas fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'assignation à résidence, ni de l'une des condamnations énoncées à l'article 79 du code de la nationalité, parmi lesquelles une peine quelconque d'emprisonnement pour vol, coups ou violences.

Sans autorisation des parents

La commission des « sages » souhaite que soient reconnus « le droit à la nationalité française des jeunes nés en France et y ayant résidé pendant une période significative (la résidence de cinq ans prévue par les textes actuels devrait être maintenue), mais, selon elle, « les jeunes devraient exprimer la volonté d'être français par une décision individuelle très simplifiée ».

« L'expression de la décision individuelle doit être personnelle : il conviendrait donc de supprimer la procédure de l'article 34 qui permet aux parents de demander pour leurs enfants mineurs la nationalité française en leur lieu et place. L'autorisation parentale ne devrait plus être exigée des jeunes lorsqu'ils se prononcent entre seize et dix-huit ans ».

« L'expression de la décision individuelle doit être personnelle : le droit de jouir de leur nationalité française doit pouvoir être exercé librement par ces jeunes dès l'âge de seize ans ».

« La possibilité d'exprimer leur volonté doit être ouverte durant une période suffisamment étendue : le droit de faire valoir son droit à la nationalité française pourra être pris par un jeune de seize ans jusqu'à vingt et un ans ».

« Les modalités d'expression de la volonté individuelle doivent être simples et diversifiées : la possibilité pour les jeunes nés en France de manifester leur volonté devrait être

suscitée lors des nombreuses démarches qu'ils ont, en tout état de cause, amenés à accomplir : lorsqu'ils viennent demander la carte de séjour reçue par la loi ; lors des opérations liées au service national ; lorsqu'ils sollicitent des aides, pour des raisons diverses, une fiche d'état civil ou de nationalité ; lorsqu'ils demandent au tribunal d'instance un certificat de nationalité. L'administration compétente pour la formalité qui est l'occasion du choix (préfecture, mairie, commissariat, tribunal d'instance, etc.) devra demander à l'intéressé s'il souhaite faire usage de son droit d'être français. En cas de réponse positive, l'administration recevra cette décision sous une forme simplifiée, par exemple un formulaire ordinaire. La décision est enregistrée au tribunal d'instance, à la diligence de l'administration.

« Lorsque ce droit n'est pas revendiqué, un titre de séjour « étranger » est délivré pour une durée égale à la période de report possible du choix (jusqu'à vingt et un ans). Pendant

cette période, la décision individuelle peut être suscitée à l'occasion de démarches administratives courantes des intéressés : certaines démarches emportent par elles-mêmes acquisition de la nationalité (dans le cas de l'incorporation par exemple) sans formalité supplémentaire.

Intérêts à certains délinquants

« Toute restriction à ces formes d'acquisition de la nationalité est levée lorsque la décision est prise entre seize et dix-huit ans ; au-delà de la majorité légale, est maintenu un nombre restreint d'empêchements : condamnation à une peine d'emprisonnement pour crimes ou délits liés au terrorisme, ou atteintes à la sûreté de l'Etat ; condamnation à une peine de six mois ferme d'emprisonnement pour proxénétisme ou trafic de stupéfiants ; arrêté d'expulsion prononcé en raison de la menace pour l'ordre public que constitue la présence de l'intéressé sur le territoire français ».

Une plus longue attente pour les conjoints étrangers

Actuellement, pour devenir Français — par simple déclaration — le conjoint étranger d'un époux français doit justifier d'une communauté de vie de six mois avec ce dernier (article 37-1). La commission des « sages » propose de porter ce délai à un an. Mais il serait supprimé en cas de naissance d'un enfant.

« Des naturalisations plus simples et plus transparentes.

« La procédure de naturalisation devrait être accélérée par une déconcentration partielle de la responsabilité au niveau du préfet, représentant de l'Etat dans les départements.

« Les candidats à la naturalisation devraient être plus systématiquement interrogés sur leur vie personnelle, dans un lieu prévu à cet effet, par un personnel ayant une formation spécialisée pour cette tâche et formé en conséquence.

« Toutes les décisions prononçant le rejet ou l'ajournement d'une demande de naturalisation devraient être motivées par l'administration.

« Régime de faveur pour les francophones.

« L'article 64-1 devrait être modifié pour permettre aux ressortissants d'un Etat dont la langue officielle est le français, d'être naturalisés sans que soit exigée la condition de résidence de cinq ans, dès lors qu'ils auraient été scolarisés pendant cinq ans au moins dans des établissements enseignant en langue française.

« Il est proposé d'adapter à la francophonie les modalités prévues pour les jeunes relevant de l'article 44 : les enfants nés en France de parents ressortissants d'un Etat dont la langue officielle est le français, pourraient réclamer la nationalité française entre seize et vingt et un ans s'ils résident alors en France ;

celle-ci pourrait leur être accordée dans les mêmes conditions que pour tout enfant né en France de parents étrangers, même s'ils n'ont pas la durée de résidence habituelle de cinq ans, dès lors qu'ils auront été scolarisés pendant cinq ans au moins dans la langue française avant d'établir leur résidence en France.

« Suppression de la réintégration par déclaration.

« Il est proposé de supprimer la procédure de réintégration par déclaration de nationalité souscrite, après autorisation du ministre des affaires sociales, par les personnes domiciliées dans les anciennes colonies d'outre-mer, au moment de l'entrée de ceux-ci à l'indépendance (art. 163). Les intéressés pourront réintégrer la nationalité française selon la procédure de droit commun prévue pour toute personne ayant possédé la qualité de Français (réintégration par décret — art. 97-3).

« Renégocier des accords militaires pour les binationaux.

« La commission préconise en outre une plus grande souplesse dans la politique de libération des liens d'attachement des binationaux : qu'ils soient Français résidents à l'étranger ou que, résidents en France, ils aient quitté le territoire.

« Dans les conventions bilatérales sur le service national devrait être incluse systématiquement une voie de renégociation le principe de l'accomplissement des obligations militaires et de la mobilisation des individus concernés dans leur pays de résidence habituelle. Ce souhait concerne l'ensemble des conventions, mais en priorité la convention franco-Israélienne de 1959 dans ses dispositions relatives à la mobilisation des binationaux, et la convention franco-algérienne de 1965 en ce qui concerne les obligations militaires des Franco-Algériens ».

Les seize

Présidé par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat et ancien PDG de l'ORF et d'Air France, la commission de la nationalité compte quinze autres membres : MM. Léon Boutbien, médecin, vice-président du Comité d'action de la Résistance ; Jean-Jacques de Bresson, conseiller d'Etat honoraire ; M^{me} Hélène Carrère d'Encausse, universitaire, spécialiste des pays socialistes ; MM. Pierre Catala, universitaire ; Pierre Chauvin, historien, membre de l'Institut ; Berthold Goldman, universitaire ; Salem Kacem, cardiologue ; Pierre-Patrick Kaltenbach, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; Emmanuel Le Roy Ladurie, historien, professeur au Collège de France ; Yves Loussouart, spécialiste de droit international ; Jean Riviéro, juriste ; M^{me} Dominique Schnapper, sociologue ; M. Alain Touraine, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; M^{me} Jean-Marc Varaut, criminologue et avocat et M. Henri Vermeil, réalisateur de films.

Français de naissance et Français d'adhésion

(Suite de la première page.)

Il contredit ainsi des législations plus récentes, ne tenant pas compte, par exemple, de l'abaissement de l'âge de la majorité.

Mais, connu, mal compris, le code de la nationalité est souvent mal appliqué. Cela varie d'une préfecture à l'autre. « Dans un climat de suspicion à l'égard des étrangers, souligne la commission, des pratiques dont le caractère est souvent illégal se multiplient ». Quant aux fraudes constatées, elles tiennent essentiellement au fait que « le droit de la nationalité a été utilisé dans la période récente pour tourner la législation sur le séjour des étrangers ». Ne pouvant résider en France, on devient français. Et des responsables politiques ont été tentés de suivre le même processus : ne réussissant pas à fermer les frontières, ils ont voulu fermer l'accès à la citoyenneté.

Mais l'adaptation du code, selon les « sages », tient aussi au changement de paysage : la population étrangère est plus sédentaire que jadis, plus jeune, plus féminine, plus attachée au chômage, et en provenance de cultures de plus en plus lointaines. Sa difficulté d'intégration se combine avec « un affaiblissement du creuset français ». D'autre part, le code de 1973 ne tient pas compte ni de la décolonisation et de la francophonie, ni de la liberté de circulation croissante en Europe. L'ouverture des frontières va d'ailleurs conduire les Etats européens à harmoniser de

plus en plus leurs politiques à l'égard des ressortissants des pays tiers. C'est pourquoi, même s'ils proposent la refonte de la législation la plus ambitieuse depuis 1927, les « sages » savent par avance qu'elle aura un caractère provisoire.

La commission ne remet pas en cause pour autant les principaux critères sur lesquels repose, depuis plus d'un siècle, la définition de la nationalité française : filiation, lieu de naissance et résidence. Selon elle, aucun bouleversement de la législation ne se justifie. Il faut, en revanche, favoriser l'intégration des étrangers en leur associant à l'« affirmation d'une identité française forte ». Concrètement, cela veut dire simplifier les textes et les procédures, supprimer des obstacles inutiles et « favoriser l'expression de la volonté individuelle ». On ne devrait, en somme, devenir français ni malgré soi ni contre la société d'accueil.

Pas de serment d'allégeance

Il n'est pas question de demander aux jeunes étrangers nés en France et qui ne bénéficient pas de la nationalité française à la naissance de prêter un quelconque serment d'allégeance à la République, comme le souhaitent certains responsables de la majorité. L'« adhésion » pourra prendre de multiples formes. A l'occasion d'une démarche administrative par exemple, dès seize

ans. Ces jeunes n'auront plus besoin de l'accord de leurs parents et, jusqu'à leur majorité, aucune condamnation et aucun arrêté d'expulsion ne leur seront opposables. De dix-huit ans à vingt et un ans, seules quelques catégories limitées de condamnations pourraient les empêcher de devenir français. Sur le principe de la démarche volontaire, les « sages » rejoignent le point de vue du gouvernement. Mais sur tout le reste, ils se montrent beaucoup plus libéraux.

La commission rejoint également M. Chirac dans son souci de lutter contre les mariages dits de complaisance. Elle va même plus loin que le projet gouvernemental en demandant la renégociation de la convention sur le service militaire pour les Franco-Algériens : ceux-ci devraient remplir leurs obligations dans le pays de résidence, c'est-à-dire la France. Mais sur le reste, la aussi, l'ouverture prévaut : les « sages » demandent même que l'administration soit contrainte de révéler les motifs du refus d'une naturalisation.

On comprend la colère du Front national. C'est lui qui avait lancé le débat et réclamé une refonte complète du code de la nationalité. Aujourd'hui, il est servi — au moins par les « sages » — dans un esprit exactement opposé : il ne s'agit plus de poser de nouvelles barrières mais de favoriser l'accueil en exigeant non plus un ticket mais le désir d'entrer.

R. S.

LES REACTIONS

« Très négatif » selon M. Le Pen

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a estimé, le jeudi 7 janvier à Nice, que le rapport des « sages » est « très négatif » car il entraîne, selon lui, l'« automatisation » de l'acquisition de la nationalité française et qu'il représente une « conjonction » avec le rapport « Chirac-Hannoun » sur l'immigration. « Malgré quelques brouilleries positives, ce rapport traduit l'évolution que nous avons vue s'esquisser ces deux dernières années », a déclaré M. Le Pen, qui avait récemment présenté le rapport Hannoun sur le racisme comme « le signe du virage à 180 degrés du RPR et de l'UDF sur l'immigration et l'identité nationale ».

« M. Gérard FUCHS (PS) : un texte de bon sens

M. Gérard Fuchs, député PS de Paris et ancien président de l'Office national d'immigration « salue » le rapport de la commission des « sages » comme « un texte de bon sens qui ne doit cependant faire oublier à personne que nous avons frôlé le pire ». M. Fuchs estime que ces orientations « confirment à quel point le gouvernement de Jacques Chirac s'était fourvoyé en présentant le projet Chalandon ».

« M. Michel HANNOUN (RPR) : une évolution décisive

désormais d'ignorer la nécessité d'adapter le code de la nationalité, ni de se méprendre sur la portée de cette adaptation. C'est le mérite du gouvernement que d'avoir suscité un travail d'une telle qualité qui marque une évolution décisive. Les « sages » ont dissipé un mythe. La réforme du code de la

nationalité ne doit pas relever d'un sentiment ou d'une volonté d'exclusion, mais d'un souci de l'intégration dans la nation. Le principe du volontarisme dans l'acquisition de la nationalité est ainsi reconnu. D'autre part, cette réforme n'a pas vocation à régler à elle seule le problème de l'immigration.

Dans la presse parisienne

La presse parisienne du vendredi 8 janvier commente de manière plutôt positive le rapport des « sages » : « LIBERATION » : « Le principe de réalité... Gérard Dupuy estime que la commission a fait le choix de la « modestie » : « Considérer plutôt la réalité que l'idéal qu'on s'en fait (...). La gauche a déjà fait son deuil du concept naïf de « multiculturalisme », et, habituée par tradition internationaliste à relativiser l'appartenance nationale, elle a dû accepter de relativiser l'idée de nationalité. L'évolution de la droite n'a pas été molle. Partir pour durcir la loi, elle aboutit aujourd'hui à un texte qui s'engage en la modernisant... Gérard Dupuy estime cependant qu'il y a loin des textes des « sages » à la pratique de commissariat ».

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : « Accord parfait... Patrick Carrouzet estime, lui aussi, que le rapport de Marceau Long « prend en défaut » aussi bien ceux qui « sou-

haitaient amoindrir le pouvoir de contrôle de l'Etat que ceux qui voulaient au contraire le renforcer (...). Les « sages » sont parvenus à un consensus. Cet accord parfait, inimaginable il y a six mois, n'a été rendu possible que grâce à un long travail qui a consisté à examiner les faits et à aboutir à ce constat qu'un fin de compte la situation française paraissait être, sur ce point, d'une grande stabilité ».

« L'HUMANITE » : « Quelles valeurs ?... Le quotidien du PCF s'interroge sur les « valeurs » auxquelles on demandera d'adhérer à ceux qui veulent devenir Français. « Ces valeurs sont-elles celles du système capitaliste et de l'idéologie de la fatalité ? Il ne s'agit sûrement pas, pour les membres de cette commission frappée du sceau de la collaboration, de valeurs telles que le respect de la dignité et la défense des libertés, auxquelles les travailleurs immigrés ont plus d'une fois montré leur attachement... »

aire Boulin

est mis en acc

Société

L'affaire Boulin : suspicion sur un suicide

(Suite de la première page.)

Quelques jours plus tard, les docteurs Bailly et Deponne remettaient un rapport, complémentaire tenant compte des renseignements communiqués par la police, ainsi que de l'examen préalable du contenu de l'estomac. Ils concluaient alors « que le décès de M. Robert Boulin est survenu dans la soirée du 29 octobre et vraisemblablement entre 19 h 30 et 20 heures ». Soit entre 12 h 30 et 14 heures avant la découverte du cadavre. Or ces mêmes spécialistes avaient écrit, le 30 octobre, dans leur rapport d'autopsie, que les « lividités » observées sur le corps de M. Boulin étaient « au niveau de la face postérieure du corps ».

Le problème des lividités

Ces lividités cadavériques sont des taches rosées causées par une pénétration des capillaires sanguins. Selon les traités de médecine légale, ces lividités apparaissent entre trois et cinq heures après la mort. Leur intensité devient maximale entre douze et quatorze heures après la

mort. Point essentiel : sous l'action de la pesanteur, elles apparaissent toujours dans les points obliques du corps. Or le cadavre de Robert Boulin a été retrouvé dans 50 centimètres d'eau, en position accroupie, le thorax penché en avant, le visage contre le fond de l'étang. « Une photographie le montre dans cette position, confie un spécialiste de médecine légale, seul le dos du cadavre émergeait de la surface de l'eau. Compte tenu de tous ces éléments — en supposant qu'il s'agissait bel et bien de « lividités cadavériques » et non de simples ecchymoses, — il apparaît que le corps de Robert Boulin aurait alors changé de position entre le moment de la mort et celui où il a été retrouvé dans l'étang ».

L'examen toxicologique réalisé ensuite par les docteurs R. Le Breton et J. Garat concluait à une absorption d'une dose, en aucun cas mortelle, de Valium (1,2 milligramme par litre de sang, soit sept à dix comprimés dosés à 10 milligrammes), ainsi qu'à une alcoolémie nulle. Aucun autre examen complémentaire ne fut ensuite pratiqué. Pourtant, des prélèvements d'organes — notamment de poumons

— avaient été effectués en vue d'une analyse anatomo-pathologique afin de confirmer de manière définitive l'hypothèse de la mort par noyade. De même, aucun examen comparatif entre le liquide retrouvé dans l'estomac et l'eau de l'étang ne fut jamais demandé et donc effectué.

La version officielle fut dès lors fixée : il s'agissait d'un suicide par noyade précédé d'une absorption de Valium, et la mort remontait au 29 octobre vers 20 heures. Il fallut attendre 1983, les plaintes de la famille Boulin et l'examen du corps pour disposer de nouveaux éléments. La contre-expertise fut réalisée, à Bordeaux, par les professeurs L'Epée, Lazzarini et Delorme. On découvrit d'abord que le cadavre avait fait l'objet d'un début d'emboulement alors que jamais la famille n'en avait fait la demande. Une telle pratique est pourtant rigoureusement réglementée : le corps doit être identifié, les empreintes digitales prises, les dents soigneusement examinées, les résultats des examens toxicologiques ultérieurs.

On découvrit aussi que ce que les premiers experts avaient initialement décrit, en dépit de la pratique de l'examen radiographique, comme « des petites plaies contuses », des « zones rouges » et des « ecchymoses avec excoriations épidermiques » sur le visage de Robert Boulin correspondaient en fait à des fractures des os propres du nez et du maxillaire supérieur. Ces fractures, selon les experts bordelais, s'apparentaient à un « traumatisme approuvé du moult facial du vivant de Robert Boulin ».

Selon ces mêmes experts, « il manquait un élément fondamental pour établir indiscutablement l'hypothèse de la mort par noyade » : « L'étude anatomo-pathologique des poumons dont, précisément, on ne trouve aucune trace dans le dossier ».

Cette étude anatomo-pathologique était-elle alors — en 1983 — matériellement possible ? Sans aucun doute, même si les témoignages divergent quant au devenir d'une série de prélèvements d'organes effectués en 1979. Propriété de la justice, cette série de prélèvements, certains contenus dans des boîtes identifiées et scellées, a vraisemblablement quitté, entre janvier et mars 1983, l'Institut médico-légal de Paris. Ces prélèvements ont-ils effectivement été entreposés au cimetière de Thiais, là où l'on enterme habituellement les plaques avec, entre autres, les restes des cadavres de ceux qui donnent leur corps à la science ? Une longue fouille pratiquée en novembre 1987 à la recherche de ces boîtes n'a pas permis de conclure, alors même que la grande majorité des autres boîtes similaires ont pu être identifiées.

Mais un autre élément, encore inédit, apparaît aujourd'hui. En 1986, une autre série de prélèvements d'organes provenant du corps de Robert Boulin était toujours présente dans un réfrigérateur, fermé à clé, de l'Institut médico-légal. En témoigne un échange de correspondance entre M. Jean Daubigny, chef de cabinet du préfet de police, et le docteur Le Breton, ancien directeur du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police. Répondant à M. Daubigny, qui lui réclamait les clés de ce réfrigérateur, le docteur Le Breton écrivait le 3 juin 1986 : « L'affaire Boulin Robert n'est pas terminée, elle est venue au parquet de Paris et a fait l'objet de l'ouverture d'une information. Des vérifications pourraient donc être demandées par les parties en cause sur ces scellés reconstitués qui appartiennent à la justice et non aux experts, qui ont rempli leur mission et ont pris, selon leur devoir professionnel, les mesures conservatoires habituelles ».

Le bocal sous clé

« La mise sous clé des prélèvements appartenant à Robert Boulin a été décidée, quasi instantanément, par votre prédécesseur, M. le préfet Fromion, qui a fait acheter le réfrigérateur à cette fin (...) en demandant que cet appareil soit muni d'un système de fermeture à clé. Cette mesure a été prise à la suite de la disparition du flacon de sang de Robert Boulin (...) ».

Le docteur Le Breton expliquait notamment aux autorités policières que le bocal concernant ces prélèvements contenait des morceaux de poumons et de cœur et qu'un examen simple (la recherche de certaines algues microscopiques ou diatomées) permettrait de conclure ou non à la mort par noyade de Robert Boulin. Plus que celui anatomo-pathologique, ce simple examen des poumons ne devait être demandé par le magistrat instructeur depuis la plainte déposée en 1983 par la famille. Il devait également apporter ces précisions à M. Yves Corniloup, le magistrat instructeur, le 23 décembre 1987, date à laquelle il fut pour la dernière fois entendu par un juge d'instruction. Pourquoi ? Les prélèvements, conservés sous clé par le docteur Le Breton jusqu'à son départ de son laboratoire début 1985, existent-ils encore et, sinon, qui les a détruits, et pourquoi ? Au-delà des fautes ou des négligences d'ordre médico-légal, au-delà des questions que soulève l'enquête policière, tout semble ici s'être passé comme si l'on n'avait jamais réellement voulu obtenir des résultats précis et constituer ainsi les causes exactes de la mort de Robert Boulin.

JEAN-YVES NAU.

Blessé par un tueur circulant à moto

Le président de la Foire de Toulon est victime d'un attentat

Le président de la Foire de Toulon, M. Bernard Franck-Israël, trente-huit ans, a été blessé, jeudi 7 janvier dans la matinée, de deux balles de pistolet tirées par deux motards non identifiés montés sur la même moto alors qu'il circulait à bord de sa voiture à La Garde, près de Toulon (Var). M. Franck-Israël roulait à vitesse réduite après un tunnel, vers 8 h 30, quand il a été la cible du passage de la moto. Atteint de deux projectiles à la hanche et à l'épaule, le président de la Foire de Toulon a été opéré et, selon des sources médicales, ses jours ne sont pas en danger.

Les circonstances de cette tentative d'assassinat ont aussitôt appelé aux enquêteurs le meurtre durant l'été 1986 de Daniel Perrin, conseiller régional (UDF) de la région Provence-Côte-d'Azur et adjoint au maire de La Seyne.

Sans pouvoir, dans l'état actuel de l'enquête, faire un rapprochement entre ces deux affaires, des similitudes, rapporte l'Agence France-Presse, ont été relevées dans les deux agressions commises dans la périphérie toulonnaise. Les deux personnalités visées ont été atteintes par des projectiles vraisemblablement tirés par une arme de même type, un 38 Spécial ou un Magnum 356, par deux hommes circulant à moto alors que les victimes se trouvaient dans leur voiture, une BMW dans les deux cas. A ce jour, l'enquête sur la mort de Daniel Perrin n'a pas encore abouti. Cette mort, et les rumeurs qu'elle avait suscitées, avaient mis en évidence le malaise qui régnait au sein de la majorité varoise, sur fond de rivalités politiques et d'affairisme (Le Monde daté 21-22 septembre 1986).

Un homme entreprenant

TOULON
de notre correspondant régional

L'agression commise contre M. Bernard Franck-Israël et, plus encore, la suite de cette agression, qui évoque l'exécution d'un « contrat » par des malfaiteurs professionnels, ont créé une grande surprise à Toulon. M. Franck-Israël compte parmi les notables de cette ville où il a acquis, en quelques années, dans les milieux économiques, la réputation d'un homme entreprenant ayant un sens aigu des affaires.

Né le 27 mars 1950 à Rabat (Maroc) et diplômé de l'Institut supérieur de commerce de Paris, il a d'abord secondé son père dans l'entreprise de meubles créée par celui-ci avant de s'intéresser à l'organisation de foires et de salons commerciaux. En 1982, il a, surtout, relancé la Foire de Toulon en sommeil depuis plusieurs décennies, en lui redonnant rapidement la prospérité puisque cent cinquante mille visiteurs ont été dénombrés en 1987. Sa société, Var Expansion, a aussi organisé à Toulon un Salon de la voyance, le Salon des métiers du Var et le Forum des associations.

Très ambitieux, M. Franck-Israël était devenu vice-président-secrétaire de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Var en janvier 1986, quatre ans seulement après en avoir été élu membre. Son ascension dans les sphères économiques toulonnaises a toutefois

été contrariée par un proche, pour rupture de contrat, engagé et gagné par son associé dans la société organisatrice de la Foire de Toulon. La cour d'appel d'Aix-en-Provence a confirmé, en juin 1987, un jugement du tribunal de Toulon le condamnant à verser de fortes indemnités (2 500 000 francs), qu'il n'a que partiellement acquittées. Il semble que M. Franck-Israël ait dû faire face, dans ses affaires, à d'autres difficultés expliquant la tentative d'incendie de son véhicule en octobre 1986, et deux mois plus tard, une agression à la bombe lacrymogène commise contre lui par deux hommes à Saint-Raphaël après une réunion de travail de la chambre de commerce et d'industrie du Var.

L'ancien maire de Toulon, le sénateur (PR) Maurice Arrecchi, président du conseil général du Var, avait longtemps appuyé les initiatives de M. Franck-Israël, avant de prendre ses distances avec lui il y a quelques mois. Récemment, le PDG de la Foire de Toulon avait adhéré à l'Association des amis de Jacques Chirac.

L'hypothèse d'une agression liée à ses activités professionnelles est la plus vraisemblable. La police ne privilégie cependant, pour le moment, aucune piste. Le bureau de la chambre de commerce du Var a tenu jeudi, à « déplorer sa sympathie » à M. Franck-Israël en exprimant le souhait que « toute la lumière soit faite sur cette affaire ».

GUAY PORTE.

La famille de l'ancien ministre condamnée pour diffamation envers un juge

La dix-septième chambre correctionnelle, présidée par M. Marie-Claude Duverrier, a condamné, jeudi 7 janvier, M. Colette Boulin, veuve de l'ancien ministre, et ses enfants, M. Bertrand Boulin et M. Fabienne Bugeat, à une amende de 8 000 F chacun pour diffamation envers M. Robert Barbat, procureur de la République de Versailles en 1984.

Le 30 octobre 1979, le corps de Robert Boulin était découvert en forêt de Rambouillet et, en juin 1983, sa veuve et ses enfants commençaient la thèse du suicide en déposant une plainte pour « homicide volontaire ». Au cours de la procédure, la famille de l'ancien ministre reprochait au procureur de la République de Versailles d'avoir voulu « cacher les causes réelles de la mort de Robert Boulin », et, dans un tract distribué à la presse le 17 janvier 1984, sur les marches du palais de justice de Versailles, M. Barbat était notamment accusé d'avoir tenté « de soustraire les assassins au bras de la justice ».

Dans son jugement, le tribunal estime qu'il s'agit là d'une des plus graves atteintes que l'on puisse porter à l'honneur et à la considération d'un magistrat. Tout en admettant que le décès subit de Robert Boulin « ait pu provoquer au sein de sa famille, tant le stupor qu'une profonde affliction et que celle-ci fut encore aggravée et prolongée par les investigations judiciaires auxquelles il donna nécessairement lieu (...) », le jugement déclare : « il n'en demeure pas moins que les prévenus, qui purent librement présenter toutes observations sur le déroulement de ces investigations et, notamment, déposer plainte pour « homicide volontaire », ont eu la possibilité de faire connaître les causes du décès, être assistés en leur qualité de partie civile de tout conseil de leur choix et intervenir dans l'information ouverte, ne pouvant, au motif que celle-ci ne répondait pas à leur attente, s'attaquer à un magistrat du parquet pour le rendre responsable de manques ou de manquements professionnels particulièrement graves. »

M. P.

Transport illégal de déchets radioactifs

Le centre nucléaire de Mol, en Belgique, est mis en accusation

BRUXELLES
de notre correspondant

Mise sur pied d'un groupe de travail belgo-ouest-allemand, création d'une commission d'experts indépendants, proposition de constitution d'une commission d'enquête parlementaire au niveau européen, demande de la Commission de Bruxelles de pouvoir dépêcher sur place des experts : le scandale des déchets nucléaires est devenu une véritable affaire d'Etat en Allemagne fédérale — commence à créer de sérieux remous en Belgique. Avec, au centre du débat, une interrogation : que se passe-t-il réellement au centre nucléaire de Mol (CEN) situé en Campine, dans le nord-est de la Belgique, tout près des frontières néerlandaise et ouest-allemande ?

Pieurs responsables du centre sont, en effet, impliqués dans ce que l'hebdomadaire Der Spiegel dénonce comme « le plus grand scandale de l'histoire de l'industrie ouest-allemande de l'atome ». L'hebdomadaire belgo-français le Vif-Express, dans son édition du vendredi 8 janvier, estime pour sa part qu'« il n'est pas impossible qu'un trafic similaire à celui qui s'est produit avec l'Allemagne fédérale se soit déroulé avec d'autres pays ». Cet hebdomadaire avait aussi révélé, en avril 1987, que le centre de Mol aurait pu collaborer indirectement à la fabrication de la bombe atomique au Pakistan et en Libye. Il n'est pas exclu non plus qu'il se trouve au centre d'un trafic international de plutonium.

Pour le moment, les regards se focalisent sur le trafic des déchets nucléaires. Tout commence le 21 octobre 1986 avec l'accident survenu à un camion de la firme allemande Transnuklear, qui transporte des déchets faiblement radioactifs de la centrale nucléaire de Kilmel, en RFA, vers le centre de Mol.

Or il s'avère que les produits réellement convoyés ne correspondent pas à leur description sur les documents de bord du camion. Le scandale rebondit le 17 août 1987, lorsque la télévision ouest-allemande révèle que Transnuklear aurait versé pour pots-de-vin, notamment à certains responsables du centre de Mol, le chef du département « déchets » du centre, M. Van de Voorde, est licencié.

Rapidement, on découvre que les déchets transportés en Belgique par Transnuklear ne répondent pas aux prescriptions officielles. En décembre, des fûts de déchets nucléaires belges, stockés illégalement, sont découverts en RFA. Il s'agit de 321 fûts contenant des traces, minimes, de plutonium. Il y aurait en fait 2 000 fûts « belges » en Allemagne fédérale, apprend-on par la suite. Le montant des pots-de-vin augmentés aussi et on parle maintenant de 400 millions de francs belges (environ 60 millions de FF). Et le 6 janvier encore, 150 fûts de déchets allemands, faiblement radioactifs, étiquetés comme étant des déchets belges, sont découverts à Mol. (A Bruxelles, certains experts vont jusqu'à se demander si, en plus du trafic capiteux révélé par le scandale de Transnuklear, il n'y aurait pas aussi la dissimulation d'accidents survenus à certaines centrales nucléaires, qui auraient eu tout intérêt à évacuer, sous une forme ou sous une autre, certains de leurs déchets.)

Vers l'éclatement du centre

Le trafic, selon le Vif-Express, pourrait ne pas être limité à la Belgique et à l'Allemagne. Le 10 juillet 1987, un contrat avec Transnuklear avait été signé par les responsables de Mol pour l'évacuation de déchets provenant de la centrale nucléaire

de Casorso, en Italie. « Les experts, écrit le Vif-Express, estiment que le marché présente des anomalies sur le plan financier. » Autre contrat signé par le centre de Mol : celui avec la centrale de Mühl, en Suisse. Quant à EDF, elle aurait aussi eu des contacts avec Transnuklear et Mol pour la prise en charge d'un tonnage de refroidissement inutilisés dans des circuits secondaires de réacteurs. « Il semblerait, écrit le Vif-Express, que Transnuklear ait sous-traité à un prix très bas et ait emporté l'affaire. Les huiles devaient être acheminées à Mol, mais, après la révélation du scandale ouest-allemand, EDF a renoncé. (1) »

Compte tenu de l'ampleur du scandale, le gouvernement belge, qui avait jusqu'à été très discret, semble maintenant dans l'obligation d'intervenir et de tenter de remettre un tant soit peu d'ordre dans la gestion du centre de Mol. A terme, certains évoquent même la fermeture pure et simple du centre qui emploie mille deux cents personnes. Il est plus vraisemblable que l'on s'achemine vers un éclatement du centre : la partie non nucléaire de ses activités serait confiée à l'exécutif de la région flamande. Le traitement des déchets nucléaires, à l'origine du scandale, lui serait mis sous la responsabilité d'un autre organisme, l'ONDRAF (Office national des déchets radioactifs et des matières fissiles). Seul donc, le département études resterait au CEN.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(1) Interrogé sur cette affaire, EDF a précisé qu'il n'y avait pas, à sa connaissance, de contrat signé sur ce point, car EDF traite elle-même ses huiles radioactives. Cela ne signifie pas, cependant, qu'une centrale française n'ait pas, de sa propre initiative et pour ses propres besoins, passé un tel contrat. Il est vrai, cependant, qu'EDF fait appel à Transnuklear pour le traitement de certains déchets solides.

Sur fond de scandale immobilier

Robert Boulin, membre important et influent du RPR, considéré jusqu'à l'été 1979 comme pouvant devenir premier ministre, était ministre du travail et de la participation dans le gouvernement de M. Raymond Barre, lorsqu'il fut retrouvé mort, le mardi 30 octobre 1979, à 8 h 30, dans les eaux d'un étang de la forêt de Rambouillet. L'enquête devait conclure le 7 novembre à un suicide.

At cours des semaines précédant sa mort, le ministre avait été mis en cause par plusieurs organes de presse à propos d'une opération immobilière douteuse projetée sur des terrains situés sur la commune de Ramatuelle (Var). Robert Boulin, propriétaire d'un terrain acquis en 1974, se trouvait en effet au centre d'un imbroglio juridico-immobilier avec d'autres personnes, notamment son ami Henri Tournet, homme d'affaires.

Vingt-quatre heures après la mort du ministre, plusieurs organes de presse recevaient des lettres de Robert Boulin dans lesquelles ce dernier — expliquant son suicide — portait de graves accusations contre M. Henri Tournet et mettait en cause son collègue au gouvernement et au RPR, M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, pour des violations du secret de l'instruction concernant l'affaire de Ramatuelle.

Ces diverses accusations devaient provoquer une vive agitation et une large polémique dans les milieux politiques et dans la presse. Au mois de novembre 1980, Henri Tournet, en fuite et réfugié aux Baléares, était condamné par contumace à quinze ans de réclusion par la cour d'assises de la Manche pour faux en écritures publiques.

En 1983, la famille Boulin, remettant en cause de manière spéculative la thèse du suicide, déposait plainte contre X pour homicide volontaire. L'instruction de cette plainte, confiée successivement à plusieurs magistrats, n'a, au-delà des péripéties judiciaires et des débats de procédure, toujours pas abouti.

Les rancœurs d'un magistrat « en résidence surveillée »

Si M. Paul Léonetti a la dent dure, c'est qu'il a beaucoup souffert. Régulièrement, ce magistrat rebelle — aujourd'hui substitut général à la cour d'appel de Nancy — entend faire connaître tout à la fois ce qui le hâle dans la justice contemporaine et ce qui le révolte dans sa situation personnelle.

Prendant bien des libertés avec l'obligation de réserve, M. Léonetti — ancien résistant, ancien policier, ancien magistrat de l'Algérie française, ancien responsable départemental du SAC (Service d'action civique) de 1968 à 1970 dans le Haut-Rhin — commence par adresser aux journaux des missives emportées où il dénonce tour à tour le sort fait aux magistrats gaullistes, le laxisme de la justice, sa « paralysie » après l'évasion de Jacques Mesrine et la toute-puissance du Syndicat de la magistrature. En novembre 1985, il s'en prit, à l'occasion du procès en appel de l'agresseur d'un chauffeur de taxi, à la politique pénale de Robert Badinter dans un réquisitoire qu'il prit soin de dactylographier et de distribuer à la presse.

Il annonçait (Le Monde du 28 novembre 1985) son refus d'appliquer les instructions du garde des sceaux et de recourir à des peines de substitution qui « heurtent [sa] conscience et vont contre la conception [qu'il se fait] de [son] devoir ». Cette « sortie », si elle ne lui valut point de sanctions disciplinaires, suscitait toutefois la garde des sceaux d'alors était hostile, conduisant les supérieurs de M. Léonetti à le « dispenser d'audience ».

Depuis, chargé de l'exécution des peines, il a retrouvé une audience correctionnelle. Il n'en a pas perdu sa verve pour autant. Aussi n'a-t-il pas hésité à convoquer des journalistes, — il préfère parler de « causerie juridique » plutôt que de conférence de presse, — le 7 janvier, dans un

hôtel de Nancy. Il entendait parler des « affaires ». « A aucune époque, a-t-il déclaré, on n'a vu la politique exercer une telle influence sur les juges, que les pressions viennent de droite ou de gauche (...). Les magistrats sont dans l'œil du cyclone. » Le Conseil supérieur de la magistrature « devrait être composé de grands magistrats et n'est composé que de hauts magistrats qui dépendent, pour leur carrière, du bon vouloir du prince (...) ». Après deux ans de pouvoir de la droite, deux ans pendant lesquels ont fleuri les scandales politico-judiciaires, on se croirait dans un très bon film d'Yves Boisset.

Plus surprenant encore pour un magistrat, il a violemment critiqué la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon ordonnant la mise en liberté de Jean-Marie Villamin, décision « parfaitement inattendue et inopportune (...) ». Pendant ce temps, Bernard Laroche pourrit à 6 pieds sous terre et n'aura pas eu la joie de passer Noël avec sa femme et ses enfants.

Mais c'est aussi sur ses rancœurs personnelles que M. Léonetti entend attirer l'attention. A soixante-trois ans, il estime sa carrière injustement bloquée : « Je suis en résidence surveillée à Nancy. La plupart de mes collègues me devancent. Et moi, je piétine. »

Hélas pour M. Léonetti, sa situation a peu de chances de changer. Ses incartades irritent et la qualité de son travail est sévèrement jugée. « Il n'aura jamais d'avancement, dit-on à la chancellerie. S'il veut savoir pourquoi, il lui suffit de consulter son dossier. » Dès lors, il ne lui reste plus, dans l'attente et la colère, qu'à attendre l'heure d'une retraite qui n'en finit pas de sonner.

AGATHE LOGEART.

حکومت الراجہ

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans votre supplément de samedi. Signification des symboles : P Signifié dans le Monde radio-télévision - F Film à éviter - O On peut voir - N Ne pas manquer - M Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 8 janvier

TF 1

20.35 Variétés : C'est un Luch show. Avec Basia, Swing Out Sisters, Claude Nougaro, Les petits chanteurs d'Asnières, Michel Galabru, Jean Lefebvre, André Pons, Achille Zavata, Lucien Grust, Gipsy Grues, l'Ecole du cirque d'Amie Fratellini. 22.10 Magazine : Ushama. Le magazine de l'extrême, présenté par Nicolas Hult. Sommaire : Les Gladiateurs aux îles Féroé ; Barfleur avec Grégory Riffi ; Plongeon d'un pont avec des élastiques ; Rafting au Zimbabwe ; « Pourquoi pas ? » : les saltimbanques du ciel ; Course contre le vent : Hobby cat. 23.10 Journal et la Bourse. 23.20 Magazine : Permis de conduire. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

A 2

20.30 Série : Espionne et taise-toi. De Claude Boissel. Série et sitcom. Avec Claude Boissel, Sophie de Chauveau, Claude Nougaro, Les petits chanteurs d'Asnières, Michel Galabru, Jean Lefebvre, André Pons, Achille Zavata, Lucien Grust, Gipsy Grues, l'Ecole du cirque d'Amie Fratellini. 22.10 Magazine : Ushama. Le magazine de l'extrême, présenté par Nicolas Hult. Sommaire : Les Gladiateurs aux îles Féroé ; Barfleur avec Grégory Riffi ; Plongeon d'un pont avec des élastiques ; Rafting au Zimbabwe ; « Pourquoi pas ? » : les saltimbanques du ciel ; Course contre le vent : Hobby cat. 23.10 Journal et la Bourse. 23.20 Magazine : Permis de conduire. Émission de Frédéric Mitterrand et Jérôme Garcin.

FR 3

20.30 Feuilleton : Un jour viendra. De Luigi Parelli (Prix spécial du jury au dernier Festival de Monte-Carlo). Avec Véra Lini, Jean-Pierre Cassel, Mathilda May (1^{re} épisode). Une actrice célèbre et très occupée découvre que sa fille, dont elle s'occupe peu, se trouve dans un hôpital. 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Kaohsiung : Un port export (Taiwan). 22.15 Journal. 22.35 Documentaire : Ballerina. Première émission d'une série de quatre, à l'occasion de l'Année de la danse. Avec Natalia Makarova, Carlo Fracci, Isabelle Guérin, Maya Plisetskaya, Susan Jaffe... et de nombreux extraits de ballets. 23.30 Météo. Trois années dans la vie de Mozart : Concerto pour flûte et harpe, Sonate n° 12 pour piano.

CANAL PLUS

20.30 Série : Le retour de Mike Hammer. P. 21.15 Cinéma : Le Beau Serge. Film français de Claude Chabrol (1959). Avec Gérard Blain, Jean-Claude Brialy, Bernadette Lafont. Un jeune homme revient à son village natal, dans la Creuse. Son ancien ami, Serge, a sombré dans l'alcoolisme. Il en cherche les raisons et veut l'empêcher de boire. Chronique villageoise traversée par le thème de la rédemption. Le premier film de Claude Chabrol. De jeunes acteurs : nouvelle vague. Aujourd'hui, une curieuse. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Cinéma : L'Étât de grâce. Film français de Jacques Rouffio (1986). Avec Nicole Garcia, Sami Frey, Pierre Arditi. 0.20 Cinéma : La Foire des téniers. Film américain de Jack Clayton (1983). Avec Jason Robards, Jonathan Price, Diane Ladd, Pam Grier. 1.50 Cinéma : Les Mille ans du ciel. Film américain de Terence Malick (1978). Avec Richard Gere, Brooke Adams, Sam Shepard, Linda Manz, Robert Wilke (v.o.). 3.25 Cinéma : Les Sept Derniers Ombres (classé X). Film français de Michel Rueland (1986). Avec Régine Burgoyne, Christine Leval, Chantal Vial. 4.40 Téléfilm : Sédurrement vété. 6.05 Série : Les monstres.

LA 5

20.30 Téléfilm : Voyage dans l'Inconnu. De Richard Lang, avec Lloyd Bridges, Eva Plumb, William Watson. Condamné, il y a sept ans, sur le témoignage d'un médecin, Teddy Jakes sort de prison et décide de se venger. 22.10 Spécial Rallye Paris-Dakar. De Thierry Ardisson. 0.00 Série : Météo (rediff.). 1.30 Série : La grande valise. Le contre-tour (2^e partie, rediff.). 2.20 Série : Max la Menace (rediff.). 3.10 Spécial Rallye Paris-Alger-Dakar (rediff.).

M 6

20.30 Série : Le Saint. Le nœud. 21.20 Feuilleton : La clinique de la forêt Noire. 19^e épisode : L'enfant trouvé. 22.10 Série : Addams Family. La famille Addams rencontre un agent secret. 22.40 Journal. 22.50 Météo. 22.55 Série : Les intrus. La famille Addams rencontre un agent secret. 22.40 Journal. 22.50 Météo. 22.55 Série : Les intrus.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. La radio de Clara. 21.30 Musique : Black and blue. Le jazz en... Que sais-je ? 22.40 Naïfs américains. Les fantasmes dans les contes de fées (dernière partie). 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 mars 1987 à Sarrebrück) : Musique d'accompagnement pour une scène de film, op. 24, de Schoenberg ; Symphonie n° 3, op. 30, de Nielsen ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 et n° 2, op. 15, de Brahms ; l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebrück, dir. Myung-Whun Chung ; sol. : Stephen Bishop-Kovachich, piano. 22.00 Prémiers Jours. Joseph Schmidt (1904-1982). Aïsa du Trouver et de Rigoletto, de Verdi ; de Paillasse, de Lecomte ; de l'Éclair d'amour, de Donizetti ; de Maria, de Flotow ; de Tosca et de la bohème, de Puccini ; de Faust, de Gounod ; de l'Adieu, de Lully ; de l'Africaine, de Meyerbeer. 23.07 Club de la musique classique. 0.30 Archives.

Samedi 9 janvier

TF 1

13.45 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Météo. Météo à la carte. 14.30 La Une est à vous (suite). 15.45 Thérèse. 16.00 La Une est à vous (suite). 16.05 Trente millions d'auds. Émission de Jean-Pierre Martin. D'abord, l'Européen du président Fauré ; l'Union européenne ; les châteaux aussi : Gros plan : le dogue argentin. 18.35 Série : Agence tous risques. Extérieurs. 19.25 Série : Marc et Sophie. Astro - chèque. 20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.40 Tapis vert et tirage de Loto. 20.45 Jeux : Jeopardy. Émission présentée par Guy Lux et Simone Garnier. RFA - Côté d'Ivoire - Corée - France. Invité : Serge Lama. 22.40 Série : Commissaire Moulin. Le diable aussi a des ailes, avec Yves Renier. 0.10 Journal. 0.25 Série : Les inconnus.

A 2

14.00 Variétés : Noël à New-York. Avec Line Renaud (rediff.). 15.00 Sports. Handball : Franco-Yugoslavie à Bercy. 17.15 Jeu sportif. 17.30 Magazine : Sport passion. Club des dirigeants. M. Matalon, président de l'A.S. Vénétien ; Spécial rugby : le premier numéro du nouveau magazine de rugby ; Montagne : Bambou avec Isabelle Patissier. 17.50 Série : Ah ! quelle famille. 18.25 Magazine : Extra-chen et Loup. D'Alain Bougrain-Dubourg. Au sommaire : L'animal-écoré ; Le cany, terrier de Bobème ; Sur le terrain : La ménagerie de l'opéra ; Mémoire de chien : Animateur vété : Douchka ; Du coq à l'âne : les bus à Paris-Nature ; Bestiaire sans frontière : le roflo ; Le toutou de la semaine. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Jeu : Bêtes à maîtres. Présenté par Fabrice. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champ-Élysées. Avec : Sheila, Serge Gainsbourg, Patricia Kasa, Michel Fugain, Crescendo, Mory Kante, Hong-kong Syndicat, Pierre Desproges, Marcel Marceau, Bernard Giraud, Caroline Collier, Jean-Pat, Jane Mazon. Txy. 22.15 Série : Deux filles à Miami. Le triangle d'or (2^e partie). P. 23.05 Les enfants de rock. Émission de Patrice Blanc-Francard. Autoportrait dans une chambre d'hôtel : Charlotte Conture. 0.35 Journal.

FR 3

14.00 Espace 3 : Entreprises. 14.15 Espace 3 : Portrait de la semaine. 14.30 Espace 3 : Série : Les 15.30 Espace 3 : Serrano. 16.00 Espace 3 : Objectif santé. 16.45 Espace 3 : Top moteurs. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Disney Channel. Dessins animés. 18.00 Disney Channel. Feuilleton : Diligence Express. 19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. 19.50 Dessin animé : Il était une fois la vie. Le système lymphatique. 20.05 Jeux : La classe. Présenté par Fabrice. 20.35 Disney Channel. Dessin animé : à 21.00, un épisode du Chevalier Lumière. 21.50 Journal. 22.10 Magazine : Le diva. Émission d'Henry Chapuis. Invité : Juliette

Orfeo. 22.30 Feuilleton : La montagne magique. De H. W. Galsworthy. D'après le roman de Thomas Mann. Avec Elmut Griem, Hans Christian Bloch, Flavio Bucci, Marie-Françoise Pliet (2^e épisode). 23.30 Magazine : Sports 3. Le portrait de l'aviateur : La semaine : Les concours. 0.30 Météo, musique. Tocatta en sol mineur de Bach.

CANAL PLUS

14.00 Magazine : Le monde du sport. 14.55 Série : Superman. 15.20 Série : Thérèse. 15.45 Série : Staling 13. 16.10 Documentaire : Amazonie, la nature étonnante. 16.35 Cabos café. Rambo : Le cheval de fer ; SOS fantômes ; Rahou. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top. 19.20 Flash d'informations. 19.35 Météo. Zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Philippe Séguin. 20.30 Téléfilm : La réponse médicale. De Roger Young avec Audrey Hepburn, Robert Wagner, Patrick Bauchau. Pour payer la rançon de son fiancé kidnappé, une célèbre pianiste vole une œuvre d'art. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Poltergeist II. Le Film américain de Brian Gibson (1986). Avec Jobeth Williams, Craig T. Nelson, Heather O'Rourke, Oliver Robins. 0.25 Cinéma : Le voyageur de la Ténacité. M. Film français de Louis Daquin (1942). Avec Assia Noris, Gabrielle Dorziat, Jean Desailly, Simone Valère, Jules Berry. 2.05 Cinéma : On a volé Charlie Spencer. M. Film français de Francis Hurstel (1986). Avec Francis Hurstel, Daria, Isabelle Nanty. 3.40 Cinéma : Phantom of the paradise. M. Film américain de Brian De Palma (1974). Avec Paul Williams, William Finley, Jessica Harper, George Memmoli (vo.). 5.18 Téléfilm : Histoires magiques.

LA 5

13.30 Série : Superhéros. Devine qui vient dîner ? 14.25 Série : Au cœur du temps. La dernière patrouille. 15.15 Série : Cosmos 1999. Déformation spatiale. 16.10 Variétés : Célérité. Spécial Julien Clerc, avec Jill Jones, Marc Seberg, Blues Trottoir, Marc Lavoine. 16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé : Fia et les Éléphants. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Série : Wonder woman. L'homme qui ne pouvait pas mourir. 18.50 Jeu : La série : Les 19.30 Boulevard Boulevard spécial. Les meilleurs moments de la semaine. 20.00 Journal. 20.30 Feuilleton : Dallas. Le réveil (1^{re} et 2^e partie). 22.10 Magazine : Télé-matches. Rétrospective de la semaine : spécial Paris-Dakar et rediffusion du magazine Circuit.

M 6

13.45 Hlt, hit, hit, hourra ! 13.55 Clip séquence FM. 14.45 Série : Le Saint. Le nœud (rediff.). 15.35 Série : Des-

nation danger. La fille du colonel. 16.25 Magazine : Danaroma. 17.10 Feuilleton : La clinique de la forêt-Noire. 19^e épisode (rediff.). 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La police des crimes. De la police de la vie (1^{re} partie). 19.30 Série : Météo. 19.45 Météo. 19.50 Série : Météo. 19.55 Météo. 20.00 Série : Météo. 20.05 Météo. 20.10 Série : Météo. 20.15 Météo. 20.20 Série : Météo. 20.25 Météo. 20.30 Série : Météo. 20.35 Météo. 20.40 Série : Météo. 20.45 Météo. 20.50 Série : Météo. 20.55 Météo. 21.00 Série : Météo. 21.05 Météo. 21.10 Série : Météo. 21.15 Météo. 21.20 Série : Météo. 21.25 Météo. 21.30 Série : Météo. 21.35 Météo. 21.40 Série : Météo. 21.45 Météo. 21.50 Série : Météo. 21.55 Météo. 22.00 Série : Météo. 22.05 Météo. 22.10 Série : Météo. 22.15 Météo. 22.20 Série : Météo. 22.25 Météo. 22.30 Série : Météo. 22.35 Météo. 22.40 Série : Météo. 22.45 Météo. 22.50 Série : Météo. 22.55 Météo. 23.00 Série : Météo. 23.05 Météo. 23.10 Série : Météo. 23.15 Météo. 23.20 Série : Météo. 23.25 Météo. 23.30 Série : Météo. 23.35 Météo. 23.40 Série : Météo. 23.45 Météo. 23.50 Série : Météo. 23.55 Météo. 0.00 Météo. 0.05 Météo. 0.10 Météo. 0.15 Météo. 0.20 Météo. 0.25 Météo. 0.30 Météo. 0.35 Météo. 0.40 Météo. 0.45 Météo. 0.50 Météo. 0.55 Météo. 1.00 Météo. 1.05 Météo. 1.10 Météo. 1.15 Météo. 1.20 Météo. 1.25 Météo. 1.30 Météo. 1.35 Météo. 1.40 Météo. 1.45 Météo. 1.50 Météo. 1.55 Météo. 2.00 Météo. 2.05 Météo. 2.10 Météo. 2.15 Météo. 2.20 Météo. 2.25 Météo. 2.30 Météo. 2.35 Météo. 2.40 Météo. 2.45 Météo. 2.50 Météo. 2.55 Météo. 3.00 Météo. 3.05 Météo. 3.10 Météo. 3.15 Météo. 3.20 Météo. 3.25 Météo. 3.30 Météo. 3.35 Météo. 3.40 Météo. 3.45 Météo. 3.50 Météo. 3.55 Météo. 4.00 Météo. 4.05 Météo. 4.10 Météo. 4.15 Météo. 4.20 Météo. 4.25 Météo. 4.30 Météo. 4.35 Météo. 4.40 Météo. 4.45 Météo. 4.50 Météo. 4.55 Météo. 5.00 Météo. 5.05 Météo. 5.10 Météo. 5.15 Météo. 5.20 Météo. 5.25 Météo. 5.30 Météo. 5.35 Météo. 5.40 Météo. 5.45 Météo. 5.50 Météo. 5.55 Météo. 6.00 Météo. 6.05 Météo. 6.10 Météo. 6.15 Météo. 6.20 Météo. 6.25 Météo. 6.30 Météo. 6.35 Météo. 6.40 Météo. 6.45 Météo. 6.50 Météo. 6.55 Météo. 7.00 Météo. 7.05 Météo. 7.10 Météo. 7.15 Météo. 7.20 Météo. 7.25 Météo. 7.30 Météo. 7.35 Météo. 7.40 Météo. 7.45 Météo. 7.50 Météo. 7.55 Météo. 8.00 Météo. 8.05 Météo. 8.10 Météo. 8.15 Météo. 8.20 Météo. 8.25 Météo. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 8.40 Météo. 8.45 Météo. 8.50 Météo. 8.55 Météo. 9.00 Météo. 9.05 Météo. 9.10 Météo. 9.15 Météo. 9.20 Météo. 9.25 Météo. 9.30 Météo. 9.35 Météo. 9.40 Météo. 9.45 Météo. 9.50 Météo. 9.55 Météo. 10.00 Météo. 10.05 Météo. 10.10 Météo. 10.15 Météo. 10.20 Météo. 10.25 Météo. 10.30 Météo. 10.35 Météo. 10.40 Météo. 10.45 Météo. 10.50 Météo. 10.55 Météo. 11.00 Météo. 11.05 Météo. 11.10 Météo. 11.15 Météo. 11.20 Météo. 11.25 Météo. 11.30 Météo. 11.35 Météo. 11.40 Météo. 11.45 Météo. 11.50 Météo. 11.55 Météo. 12.00 Météo. 12.05 Météo. 12.10 Météo. 12.15 Météo. 12.20 Météo. 12.25 Météo. 12.30 Météo. 12.35 Météo. 12.40 Météo. 12.45 Météo. 12.50 Météo. 12.55 Météo. 13.00 Météo. 13.05 Météo. 13.10 Météo. 13.15 Météo. 13.20 Météo. 13.25 Météo. 13.30 Météo. 13.35 Météo. 13.40 Météo. 13.45 Météo. 13.50 Météo. 13.55 Météo. 14.00 Météo. 14.05 Météo. 14.10 Météo. 14.15 Météo. 14.20 Météo. 14.25 Météo. 14.30 Météo. 14.35 Météo. 14.40 Météo. 14.45 Météo. 14.50 Météo. 14.55 Météo. 15.00 Météo. 15.05 Météo. 15.10 Météo. 15.15 Météo. 15.20 Météo. 15.25 Météo. 15.30 Météo. 15.35 Météo. 15.40 Météo. 15.45 Météo. 15.50 Météo. 15.55 Météo. 16.00 Météo. 16.05 Météo. 16.10 Météo. 16.15 Météo. 16.20 Météo. 16.25 Météo. 16.30 Météo. 16.35 Météo. 16.40 Météo. 16.45 Météo. 16.50 Météo. 16.55 Météo. 17.00 Météo. 17.05 Météo. 17.10 Météo. 17.15 Météo. 17.20 Météo. 17.25 Météo. 17.30 Météo. 17.35 Météo. 17.40 Météo. 17.45 Météo. 17.50 Météo. 17.55 Météo. 18.00 Météo. 18.05 Météo. 18.10 Météo. 18.15 Météo. 18.20 Météo. 18.25 Météo. 18.30 Météo. 18.35 Météo. 18.40 Météo. 18.45 Météo. 18.50 Météo. 18.55 Météo. 19.00 Météo. 19.05 Météo. 19.10 Météo. 19.15 Météo. 19.20 Météo. 19.25 Météo. 19.30 Météo. 19.35 Météo. 19.40 Météo. 19.45 Météo. 19.50 Météo. 19.55 Météo. 20.00 Météo. 20.05 Météo. 20.10 Météo. 20.15 Météo. 20.20 Météo. 20.25 Météo. 20.30 Météo. 20.35 Météo. 20.40 Météo. 20.45 Météo. 20.50 Météo. 20.55 Météo. 21.00 Météo. 21.05 Météo. 21.10 Météo. 21.15 Météo. 21.20 Météo. 21.25 Météo. 21.30 Météo. 21.35 Météo. 21.40 Météo. 21.45 Météo. 21.50 Météo. 21.55 Météo. 22.00 Météo. 22.05 Météo. 22.10 Météo. 22.15 Météo. 22.20 Météo. 22.25 Météo. 22.30 Météo. 22.35 Météo. 22.40 Météo. 22.45 Météo. 22.50 Météo. 22.55 Météo. 23.00 Météo. 23.05 Météo. 23.10 Météo. 23.15 Météo. 23.20 Météo. 23.25 Météo. 23.30 Météo. 23.35 Météo. 23.40 Météo. 23.45 Météo. 23.50 Météo. 23.55 Météo. 0.00 Météo. 0.05 Météo. 0.10 Météo. 0.15 Météo. 0.20 Météo. 0.25 Météo. 0.30 Météo. 0.35 Météo. 0.40 Météo. 0.45 Météo. 0.50 Météo. 0.55 Météo. 1.00 Météo. 1.05 Météo. 1.10 Météo. 1.15 Météo. 1.20 Météo. 1.25 Météo. 1.30 Météo. 1.35 Météo. 1.40 Météo. 1.45 Météo. 1.50 Météo. 1.55 Météo. 2.00 Météo. 2.05 Météo. 2.10 Météo. 2.15 Météo. 2.20 Météo. 2.25 Météo. 2.30 Météo. 2.35 Météo. 2.40 Météo. 2.45 Météo. 2.50 Météo. 2.55 Météo. 3.00 Météo. 3.05 Météo. 3.10 Météo. 3.15 Météo. 3.20 Météo. 3.25 Météo. 3.30 Météo. 3.35 Météo. 3.40 Météo. 3.45 Météo. 3.50 Météo. 3.55 Météo. 4.00 Météo. 4.05 Météo. 4.10 Météo. 4.15 Météo. 4.20 Météo. 4.25 Météo. 4.30 Météo. 4.35 Météo. 4.40 Météo. 4.45 Météo. 4.50 Météo. 4.55 Météo. 5.00 Météo. 5.05 Météo. 5.10 Météo. 5.15 Météo. 5.20 Météo. 5.25 Météo. 5.30 Météo. 5.35 Météo. 5.40 Météo. 5.45 Météo. 5.50 Météo. 5.55 Météo. 6.00 Météo. 6.05 Météo. 6.10 Météo. 6.15 Météo. 6.20 Météo. 6.25 Météo. 6.30 Météo. 6.35 Météo. 6.40 Météo. 6.45 Météo. 6.50 Météo. 6.55 Météo. 7.00 Météo. 7.05 Météo. 7.10 Météo. 7.15 Météo. 7.20 Météo. 7.25 Météo. 7.30 Météo. 7.35 Météo. 7.40 Météo. 7.45 Météo. 7.50 Météo. 7.55 Météo. 8.00 Météo. 8.05 Météo. 8.10 Météo. 8.15 Météo. 8.20 Météo. 8.25 Météo. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 8.40 Météo. 8.45 Météo. 8.50 Météo. 8.55 Météo. 9.00 Météo. 9.05 Météo. 9.10 Météo. 9.15 Météo. 9.20 Météo. 9.25 Météo. 9.30 Météo. 9.35 Météo. 9.40 Météo. 9.45 Météo. 9.50 Météo. 9.55 Météo. 10.00 Météo. 10.05 Météo. 10.10 Météo. 10.15 Météo. 10.20 Météo. 10.25 Météo. 10.30 Météo. 10.35 Météo. 10.40 Météo. 10.45 Météo. 10.50 Météo. 10.55 Météo. 11.00 Météo. 11.05 Météo. 11.10 Météo. 11.15 Météo. 11.20 Météo. 11.25 Météo. 11.30 Météo. 11.35 Météo. 11.40 Météo. 11.45 Météo. 11.50 Météo. 11.55 Météo. 12.00 Météo. 12.05 Météo. 12.10 Météo. 12.15 Météo. 12.20 Météo. 12.25 Météo. 12.30 Météo. 12.35 Météo. 12.40 Météo. 12.45 Météo. 12.50 Météo. 12.55 Météo. 13.00 Météo. 13.05 Météo. 13.10 Météo. 13.15 Météo. 13.20 Météo. 13.25 Météo. 13.30 Météo. 13.35 Météo. 13.40 Météo. 13.45 Météo. 13.50 Météo. 13.55 Météo. 14.00 Météo. 14.05 Météo. 14.10 Météo. 14.15 Météo. 14.20 Météo. 14.25 Météo. 14.30 Météo. 14.35 Météo. 14.40 Météo. 14.45 Météo. 14.50 Météo. 14.55 Météo. 15.00 Météo. 15.05 Météo. 15.10 Météo. 15.15 Météo. 15.20 Météo. 15.25 Météo. 15.30 Météo. 15.35 Météo. 15.40 Météo. 15.45 Météo. 15.50 Météo. 15.55 Météo. 16.00 Météo. 16.05 Météo. 16.10 Météo. 16.15 Météo. 16.20 Météo. 16.25 Météo. 16.30 Météo. 16.35 Météo. 16.40 Météo. 16.45 Météo. 16.50 Météo. 16.55 Météo. 17.00 Météo. 17.05 Météo. 17.10 Météo. 17.15 Météo. 17.20 Météo. 17.25 Météo. 17.30 Météo. 17.35 Météo. 17.40 Météo. 17.45 Météo. 17.50 Météo. 17.55 Météo. 18.00 Météo. 18.05 Météo. 18.10 Météo. 18.15 Météo. 18.20 Météo. 18.25 Météo. 18.30 Météo. 18.35 Météo. 18.40 Météo. 18.45 Météo. 18.50 Météo. 18.55 Météo. 19.00 Météo. 19.05 Météo. 19.10 Météo. 19.15 Météo. 19.20 Météo. 19.25 Météo. 19.30 Météo. 19.35 Météo. 19.40 Météo. 19.45 Météo. 19.50 Météo. 19.55 Météo. 20.00 Météo. 20.05 Météo. 20.10 Météo. 20.15 Météo. 20.20 Météo. 20.25 Météo. 20.30 Météo. 20.35 Météo. 20.40 Météo. 20.45 Météo. 20.50 Météo. 20.55 Météo. 21.00 Météo. 21.05 Météo. 21.10 Météo. 21.15 Météo. 21.20 Météo. 21.25 Météo. 21.30 Météo. 21.35 Météo. 21.40 Météo. 21.45 Météo. 21.50 Météo. 21.55 Météo. 22.00 Météo. 22.05 Météo. 22.10 Météo. 22.15 Météo. 22.20 Météo. 22.25 Météo. 22.30 Météo. 22.35 Météo. 22.40 Météo. 22.45 Météo. 22.50 Météo. 22.55 Météo. 23.00 Météo. 23.05 Météo. 23.10 Météo. 23.15 Météo. 23.20 Météo. 23.25 Météo. 23.30 Météo. 23.35 Météo. 23.40 Météo. 23.45 Météo. 23.50 Météo. 23.55 Météo. 0.00 Météo. 0.05 Météo. 0.10 Météo. 0.15 Météo. 0.20 Météo. 0.25 Météo. 0.30 Météo. 0.35 Météo. 0.40 Météo. 0.45 Météo. 0.50 Météo. 0.55 Météo. 1.00 Météo. 1.05 Météo. 1.10 Météo. 1.15 Météo. 1.20 Météo. 1.25 Météo. 1.30 Météo. 1.35 Météo. 1.40 Météo. 1.45 Météo. 1.50 Météo. 1.55 Météo. 2.00 Météo. 2.05 Météo. 2.10 Météo. 2.15 Météo. 2.20 Météo. 2.25 Météo. 2.30 Météo. 2.35 Météo. 2.40 Météo. 2.45 Météo. 2.50 Météo. 2.55 Météo. 3.00 Météo. 3.05 Météo. 3.10 Météo. 3.15 Météo. 3.20 Météo. 3.25 Météo. 3.30 Météo. 3.35 Météo. 3.40 Météo. 3.45 Météo. 3.50 Météo. 3.55 Météo. 4.00 Météo. 4.05 Météo. 4.10 Météo. 4.15 Météo. 4.20 Météo. 4.25 Météo. 4.30 Météo. 4.35 Météo. 4.40 Météo. 4.45 Météo. 4.50 Météo. 4.55 Météo. 5.00 Météo. 5.05 Météo. 5.10 Météo. 5.15 Météo. 5.20 Météo. 5.25 Météo. 5.30 Météo. 5.35 Météo. 5.40 Météo. 5.45 Météo. 5.50 Météo. 5.55 Météo. 6.00 Météo. 6.05 Météo. 6.10 Météo. 6.15 Météo. 6.20 Météo. 6.25 Météo. 6.30 Météo. 6.35 Météo. 6.40 Météo. 6.45 Météo. 6.50 Météo. 6.55 Météo. 7.00 Météo. 7.05 Météo. 7.10 Météo. 7.15 Météo. 7.20 Météo. 7.25 Météo. 7.30 Météo. 7.35 Météo. 7.40 Météo. 7.45 Météo. 7.50 Météo. 7.55 Météo. 8.00 Météo. 8.05 Météo. 8.10 Météo. 8.15 Météo. 8.20 Météo. 8.25 Météo. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 8.40 Météo. 8.45 Météo. 8.50 Météo. 8.55 Météo. 9.00 Météo. 9.05 Météo. 9.10 Météo. 9.15 Météo. 9.20 Météo. 9.25 Météo. 9.30 Météo. 9.35 Météo. 9.40 Météo. 9.45 Météo. 9.50 Météo. 9.55 Météo. 10.00 Météo. 10.05 Météo. 10.10 Météo. 10.15 Météo. 10.20 Météo. 10.25 Météo. 10.30 Météo. 10.35 Météo. 10.40 Météo. 10.45 Météo. 10.50 Météo. 10.55 Météo. 11.00 Météo. 11.05 Météo. 11.10 Météo. 11.15 Météo. 11.20 Météo. 11.25 Météo. 11.30 Météo. 11.35 Météo. 11.40 Météo. 11.45 Météo. 11.50 Météo. 11.55 Météo. 12.00 Météo. 12.05 Météo. 12.10 Météo. 12.15 Météo. 12.20 Météo. 12.25 M

Le Monde SANS VISA

C'est ici, à Bodega-Bay, sur la côte ouest des Etats-Unis, qu'Alfred Hitchcock tourne, en 1962, *The Birds*. Les Oiseaux. « Souvenez-vous, nous prévenait-il, le prochain hurlement que vous entendrez sera peut-être le vôtre !... »

par Jean-Louis Perrier

POURQUOI Bodega-Bay ? Pourquoi pas Borobudur, Lougor ou Teotihuacan, comme il eût été convenable ? Fallait-il y voir une victoire de plus de l'immense audiovisuel sur l'honorable écrit ? Une revanche de la futilité américaine sur l'histoire et ses légendes ? Ou une rengaine d'adolescent qui s'obstinerait à rester en tête ?

Bodega-Bay. Combien de fois ce nom était-il répété dans ce film, *Les Oiseaux* ? Une dizaine, une vingtaine de fois ? Sans doute plus que ceux des personnages pour que ses quatre syllabes et son jeu de mot — beaux dégâts baie — tiennent ainsi le devant de la scène.

Aussi bien, ce récit d'oiseaux, toutes espèces mêlées, se rassemblant soudain sans raison apparente pour attaquer les humains, ne pouvait guère avoir été inventé de toutes pièces. A l'époque, il y a très exactement vingt-cinq ans, on avait cherché des précédents et on les avait trouvés. On avait alors parlé de conjuration, ou plutôt d'exorcisme, le grand prêtre Alfred Hitchcock faisant surgir les démons pour mieux les détruire, mieux nous protéger. Afin de bien marquer combien ils étaient nôtres, il prévenait d'ailleurs gentiment avant la projection : « ... Et, souvenez-vous, le prochain hurlement que vous entendrez sera peut-être le vôtre... »

Reste qu'aujourd'hui, époque aveuglément éprise de réalisme et qui exige des bilans, nous parions sans doute plus volontiers de simulation ou d'exercice, comme l'on simule une catastrophe pour tester la rapidité et l'efficacité des services d'urgence, le courage et la résistance des hommes. Le metteur en scène deviendrait témoin ou participant, commenterait en direct, et le prochain hurlement que vous entendriez pourrait bien être le sien.

Exorcisme ou exercice, quelle que soit l'hypothèse retenue car il en est d'autres, toutes butent contre les mêmes quatre syllabes : Bodega-Bay. On conviendra en effet que pour que la tragédie des Oiseaux soit crédible, c'est-à-dire que la catastrophe soit possible, il faut que le lieu s'accorde avec elle. Mieux, qu'il l'appelle, qu'il la contienne.

Si l'auteur avait tout inventé, nous en serions restés là. Mais comme il le confiait à François Truffaut, il s'était précisément attaché à « montrer sur la même image la topographie exacte de la baie de Bodega, avec la ville par



Bodega birds

derrière, la mer, la côte et la station-service en flammes... »

A bien regarder, cette image garante du réel, de son unité, qui plaçait soudainement le spectateur très haut dans le ciel aux côtés — du côté — des oiseaux, lui donnait aussi l'impression qu'il pouvait s'appropriier le paysage, qu'il était en mesure d'y intervenir, voire d'y apparaître. Cette image valait le voyage, elle était comme une synthèse des espoirs que l'on y place.

Plus, chaque élément de Bodega-Bay, réduit à la taille d'un jouet renvoyait au monde de l'enfance, des objets qu'on manipule, du jeu qu'on organise. S'approprier cet espace, c'était retrouver celui de l'enfance. Celui de contes plus tranquilles où tout se conjugue au singulier : LA poste, LE restaurant, LA station-service, LA grange, et surtout, cette merveilleuse et impossible école perchée sur LA colline, où éclatait sans ambiguïté — peut-être parce que avec son clocheton de temple elle était plus proche du ciel — la volonté collective de tuer les oiseaux — de faire mal là où cela fait le plus mal — sur la personne des petits écoliers. « Bodega-Bay note Bruno Villien (1), ressemble aux villages modèles de Disneyland, quoique la fête enfantine y vire au cauchemar. »

Cauchemar en effet, et il y avait quelque chose de profondément malsain à vouloir se rendre là-bas. Passe encore d'être présent par hasard sur les lieux d'un drame, mais entreprendre volontairement un long voyage pour en trouver des traces, cela devenait inconvenant. Il y avait eu mort d'homme, ne l'oublions pas ! Et cependant la construction de Borobudur, Lougor ou Teotihuacan avait dû faire infiniment plus

de victimes, et nous n'avions pas souvenir de voyageurs qui y fussent partis particulièrement honteux.

Et puis, vérification faite, ce n'était pas un nom de cinéma. Il y avait bel et bien un port de pêche nommé Bodega-Bay à une centaine de kilomètres au nord de San-Francisco par 38° 19' de latitude nord et 123° 05' de longitude ouest, à proximité d'un énième *Land's end*. A lui seul, ce bout du monde, ce Finistère, assurerait au voyageur la satisfaction tout intellectuelle d'un lieu qu'il ne peut dépasser, où le voyage s'épuise de lui-même et où l'idée de retour apparaît d'avance comme une exigence honorable.

La route de l'Aston Martin

A peine sortis de San-Francisco, les premiers fantômes hitchcockiens viennent à notre rencontre. Curieusement, ils semblent avoir été égrenés sur l'itinéraire-type du touriste (parking assuré). James Stewart repêche Kim Novak au pied du Golden Gate Bridge. C'est *Vertigo* (*Sœurs froides*). Quelques collines au-delà, dans la forêt de sequoias de Muir-Woods, la même montre à son sauveur la coupe d'un arbre millénaire l'espace improbable qui l'a vu naître et mourir. Plus loin encore, sur la scenic route n° 1 qui domine le Pacifique, zigzague l'Aston Martin de l'héroïne des Oiseaux. Il n'y a qu'à suivre.

Jusqu'à Bodega-Bay, la route court au long de la faille San-Andreas (2). On se surprend à écarquiller bêtement les yeux à l'idée que ce qui est à gauche s'écarte de 5 centimètres par an de ce qui est à droite. L'impassibilité apparente du paysage est-elle un signe d'humour ? Qu'importe,

les Américains, prévoyants, ont déjà transformé la partie gauche en une sorte d'île : le parc national de Point-Reyes. Et pour n'être pas en reste, l'océan lui-même, de Bodega-Bay aux îles Farallon, via Point-Reyes, a été déclaré « sanctuaire » marin. Ses eaux froides sont les plus poissonneuses de Californie, ce qui en fait le lieu de passage favori des baleines grises lorsqu'elles descendent puis remontent du golfe du Mexique de décembre à avril, à portée de jumelle de la côte, popularité oblige.

L'abondance de poisson fait d'autres beux : les oiseaux (nous y voilà revenus). Trois cent mille mouettes, goélands, pétrels ou macareux naissent dans les îles Farallon chaque année et se nourrissent dans les eaux alentour. Trois cent mille becs ! Hitchcock avait raison : si les oiseaux devaient attaquer le continent en groupe, ce ne pouvait guère être que là. Le louable souci du législateur — sans doute formé dans la guerre contre les Indiens — apparaissait en pleine lumière : il n'avait pas créé une réserve pour protéger les oiseaux, mais pour NOUS protéger des oiseaux.

C'est à ce simple geste peut-être que Bodega-Bay devait d'avoir prospéré depuis le drame... et à celle de cette main mystérieuse qui semblait avoir éliminé systématiquement un à un les témoins de la folie des oiseaux. LA vieille poste : remplacée il y a quatre ans. LE restaurant : transformé. LA station d'essence : méconnaissable. Quant à LA grange, amoureusement reconstituée par Hitchcock sur le modèle d'un bâtiment russe du siècle dernier, elle avait été balayée par une nouvelle espèce de prédateurs : les plaisanciers, à qui l'on avait dédié un port là où il n'y avait que sables.

Manque l'école. On a beau parcourir la baie circulaire dans un sens puis dans l'autre. Se hisser sur les dunes. Point de trace. Une affiche touristique donne la clé de l'absence : l'école se trouve dans un autre Bodega. Il faut oublier la côte, quitter les collines dénudées pour l'herbe grasse de l'intérieur, les arbres et l'eau douce. Plus de vent, plus d'horizon, plus de mouettes : un petit valon moussu où vient mourir un ranch.

L'école est là, au sommet de la colline. Un instant, le cœur bat. Il pleuvote. Ce n'est pas dans le film que ce serait arrivé. La brume donne au bâtiment un air poussiéreux, ou plutôt absent. C'est qu'il n'est pas à sa place. Ou

bien sommes-nous ailleurs ? Ni enfants, ni comptines qu'on annonce, ni chants. Le silence. L'attente d'un signe. Rien ne se passera.

Au pied de la colline, une porte est ouverte : le drugstore du village et son boutiquier qui vous hèle : « Français ? Pas plus tard qu'il y a quinze jours j'avais des Français ici. J'ai des Suédois, des Suisses, et encore des Danois, des Allemands. Tous grimpent la petite colline, tournent autour de l'école, puis redescendent. » Chez lui. Inévitablement.

(Lire la suite page 14.)

(1) Hitchcock, éditions Colonna.
(2) Voir « San-Francisco, priez pour nous » (Le Monde du 7 février 1987).

FRANTOUR TOURISME

vous informe de la création de son service « SEMINAIRES » qui propose, à des conditions très étudiées, les installations particulièrement adaptées à l'organisation de réunions séminaires et congrès du groupe FRANTOUR ainsi que celles d'établissements sélectionnés par ses soins en EUROPE et dans le monde accessibles par le moyen de transport de votre choix (train, avion, bateau...)

Renseignements :
Tél. : 45-63-05-81
ou FRANTOUR « SEMINAIRES »
66, rue de Monceau
75008 PARIS

هكذا ان الاجل

صكنا من الاجل

ESCALES

Paquebots des glaces

Toute l'année, des paquebots assurent la liaison entre Stockholm et Helsinki. Mais entre la fin de l'automne et le début du printemps, la mer gèle, sur une grande épaisseur, surtout lorsqu'on approche de la Finlande. Qu'à cela ne tienne : les navires de Finjet-Siljeline sont de véritables brise-glaces capables de se frayer un chemin en faisant scier la « banquise » dans un fracas impressionnant. Si vous occupez une cabine à l'avant de ces embarcations, vous ne manquerez pas une miette de ce festin sonore. A vous donner des frissons.

Si la mer est glacée, à bord l'atmosphère est chaude et les occupations multiples : discothèque, bars, boutiques hors taxes, saunas et gastronomie. Spécialiste de la Scandinavie, Scandtour (dans les agences de voyages) vous propose de vous envoyer pour Stockholm, d'y passer la nuit et une journée avant d'embarquer pour une soirée et une nuit à bord. Le lendemain, vous débarquez à Helsinki. Quatre jours d'un dépaysement assuré pour 4 700 F par personne en chambre et cabine double (première catégorie), avion compris ainsi que trois petits déjeuners et deux dîners.



Gammes hongroises

Spécialiste des périples musicaux, Les Voyages bleus (147, rue Ordener, 75018 Paris, tél. : 42-64-52-42), dirigés par Jean-François Coblence, ouvrent le nouveau cycle de leurs voyages par une balade hongroise, du 18 au 26 mars, à l'occasion du Festival de Budapest. Un programme très copieux (cinq concerts, un récital de piano et un opéra de Bartók, le Château

de Barbe-Bleue) occupera toutes les soirées des participants qui, dans la journée, effectueront une série de visites touristiques.

Aux deux pèlerinages imposés (le musée de Bartók et le musée Liszt) s'ajoutera la visite de l'Institut Kodály qui permettra d'assister, dans une école primaire, à l'enseignement de cette méthode destinée à favoriser l'éveil musical des enfants. Prix en pension complète : 7 200 F par personne (950 F de supplément pour une chambre individuelle), avion, hébergement, concerts et excursions compris.

Fond russe

Vastes étendues de plaines et de forêts de bouleaux, neige garantie, climat froid mais sec. A croire que l'URSS a été inventée pour le ski de fond. Une adhésion qui n'a pas échappé à l'Association France-URSS (81, rue Boissière, 75116 Paris, tél. : 45-01-69-00), qui propose deux produits : l'un dans les environs de Leningrad, à Répino ; l'autre à Rostov-le-Grand, vieille cité russe située à 200 kilomètres de Moscou.

Des séjours de neuf jours qui se distinguent, non seulement par leur rapport qualité-prix (3 440 F tout compris à Répino, et 3 560 F à Rostov), mais aussi par des programmes qui entendent ne pas s'en tenir à la seule pratique du ski mais favoriser également la découverte d'un pays et d'un peuple.

Un objectif facilité par le fait que les centres de vacances retenus sont fréquentés par des Soviétiques. Selon les goûts, on optera pour Leningrad ou Rostov (nombreux monuments et églises ainsi qu'un splendide tramway du XVIII^e), étant entendu que les deux voyages se terminent par la visite de Moscou. Départs les 8, 13 et 20 février.

Dans le sillage des Mayas

Des brumes d'Europe au soleil des tropiques, il n'y a qu'un saut d'avion, de Paris à New-York puis à Orlando avec, pour préface à cette évasion, une visite de Disney World, avant de gagner Tampa où on embarque sur le Regent-Sea, un paquebot de 22 000 tonnes pouvant transporter sept cent vingt passagers. Vous voilà conviés, six jours durant, à partir sur les traces des Mayas et à découvrir les hauts lieux de leur mystérieux empire. De la petite île de Cozumel, au large du Yucatan (ils y vénéraient le dieu de la lune), à la forteresse de Tulum et à la cité de Chichen Itza avec sa pyramide aux trois cent soixante-cinq marches et le trône du jaguar

rouge, le tout dédié au « serpent à plumes ».

Egalement au programme, trois jours de navigation et des escales à Cancun (l'une des plus belles stations balnéaires du Mexique) et à George Town, sur l'île de Grand Cayman, célèbre pour le blanchiment de son sable. Un voyage de six jours, du 30 janvier au 8 février, pour un prix moyen de 14 000 F par personne, en cabine double (seconde et pont supérieur), en pension complète, avion, transferts et nuit à Orlando inclus mais excursions et repas à terre non compris. A noter que la CIT (5, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. 42-66-00-90), agent général pour la France, offre, sur cette croisière, l'excursion à Chichen Itza. Autres départs tous les samedis, jusqu'au 23 avril, à des prix légèrement supérieurs.



Une maison en Toscane

La Toscane. Même l'hiver y est, par sa douceur, civilisé. Pays cultivé dans tous les sens du terme, il n'a pas hésité à orner son blason de vins, d'olives et de cyprès. Fidèle à ses racines. Raison de plus pour le découvrir, non d'un hôtel mais à partir d'une maison que vous louerez le temps de redécouvrir la beauté de Florence ou de Pise mais, surtout, de découvrir d'autres lieux, peut-être encore plus magiques, car moins galvaudés. Comme Siena, ville fatale comme il y a des femmes fatales.

Une table : le catalogue Cuendet 88 (envoyer un chèque de 40 F à Destination Cuendet, 10, rue Vauvilliers, 75001 Paris) qui présente plus de mille cinq cents demeures (en Toscane et en Ombrie), de la ferme restaurée au chalet « découpé » en appartements, en passant par la villa moderne avec piscine. Les plus belles maisons sont réservées longtemps à l'avance. L'été, les prix sont plus élevés, et ceux qui peuvent partir hors saison seront des plus inspirés. A signaler, également, le catalogue Italia d'Interhome (dans les agences et au 15, avenue Jean-Alcard, 75011 Paris) qui propose, lui aussi, cent cinquante villes en Toscane.

RÉSIDENCES

CAMPAGNE
MER
MONTAGNE

**VILLAS A LOUER
GRÈCE**
Des locations
juin à octobre.
Tél. 43-25-28-38.

**06580 MENTION
STUDIO MEUBLÉ STANDING**
Bord de mer, 2/3 et 4/5 pers.
à partir de 1 000 F semaine.
Tél. 93-35-78-69.

LA FRANCE VERTE EN BATEAU BLEU

Blue Line, la plus grande compagnie de location fluviale en France, vous offre une vaste gamme de bateaux, tous faciles à manoeuvrer, bien équipés et tous très confortables. Blue Line a beaucoup investi pour constamment moderniser sa flotte et vous offre les tout derniers modèles, permettant des croisières réellement luxueuses.

Vous avez le choix entre sept des plus pittoresques régions de France.



Je désire recevoir gratuitement votre brochure en couleur concernant vos locations.

Nom _____
Adresse _____

Blue Line, BP 21 11400 Comblanchien Tél. 68 33 17 51
Blue Line Paris c/o Holt Travel 12 Rue du Helder 75009 Paris Tél. (1) 42 46 29 30

Bodega birds

(Suite de la page 13.)

Entre deux bières et un sac d'engrais, il loue des vidéos. « Chez nous, la cassette des Oiseaux dure une heure. A cause des enfants. Quelle pitié ! » Mais lui, en a vu une version de quatre heures ! « Alors vous comprenez ! »

On comprend que cet affable gardien du souvenir s'est mis en producteur de souvenirs. Oh ! pas grand-chose : quelques mouettes de bois peint aux ailes en hélices et à l'œil sévère - référence oblige - « vous la cassez, vous la payez » qui guettent en tournant le chaland sur le pas de la porte. Et sa femme, « une artiste », a recopié le profil de Hitch sur des T-shirts. Très sobrement écrit : *The birds-Bodega-California*. Une exclusivité. Une preuve.

Le boutiquier perçoit la déception, le doute du client. Alors il s'accroche au comptoir. Vingt-cinq ans auparavant, il était déjà là chaque matin, lorsque Hitchcock arrivait de San-Francisco dans sa limousine. L'école vide ? Il est là pour la peupler. Le ciel trop bas ? Il le fait trouer par les

oiseaux mécaniques et les mouettes dressées de Sir Alfred. Rien ne lui a échappé du tournage.

Lentement, il restitue le film à son territoire, aux voisins, aux collines, à la mer. En sorte que scène

après scène, ce gardien des Oiseaux en devient le destructeur. A vouloir enraciner à tout prix le film dans son village, il l'enterre. Il fait un véritable montage du tournage, mélange les bobines, décrit des plans invisibles, réordonne le récit, sabote la fiction.

Carnet de route

● Un film. — *The Birds* (les Oiseaux), par Alfred Hitchcock (1963), avec Rod Taylor et Tippi Hedren. Durée deux heures. En dehors des projections à la Cinémathèque ou des rééditions périodiques, on peut en trouver une version vidéo chez les principaux loueurs.

● Un livre. — *Hitchcock-Truffaut*. Existe maintenant en version brochée chez Ramsay, 312 p., 120 F.

● Un avion. — Air France et UTA assurent des vols directs en stérilisation vers San Francisco. Au prix d'une escale à Newark, la compagnie américaine Continental Airlines offre des tarifs très attractifs, et un

Alpasse à multiples entrées qui couvre l'ensemble du territoire américain (tél. : (1) 42-56-05-93).

● Un hôtel. — Le Bodega Bay Lodge permet d'observer les oiseaux sans quitter sa chambre, près d'un bon feu de cheminée. Vue sur la baie et golf à proximité (tél. 19 (1) 707-875-35-25).

● Un restaurant. — The Tides, à Bodega-Bay : quelconque, s'il n'était le restaurant du film. Poissons frais, fruits de mer et huîtres. Prises de Tormes et Point Reyes à commander half shelves si l'on veut éviter de les voir frites.

« Vous savez, l'attaque des écologues par les oiseaux. La sortie a été filmée ici, la course des enfants à Bloomfield, quelques kilomètres au sud, et le repli dans le restaurant à Bodega-Bay, 10 kilomètres à l'ouest. Dans le film c'est d'un seul tenant. » Il se meut aussi silencieusement dans l'un et l'autre espace, celui du film, et celui de sa vie. D'ailleurs ils n'en font qu'un. Comme s'il était le réalisateur. Un réalisateur qui manquait un peu d'imagination.

Ce ne serait donc pas lui qui indiquerait le chemin de traversée pour regagner Bodega-Bay. Là, des hauteurs collines qui barrent l'air du Pacifique, nous aurions quelque chose comme le point de vue des oiseaux sur la baie. Nous découvririons que la baie a exactement la forme d'un œil gigantesque, un hiéroglyphe tourné vers le ciel dont les larmes couleraient vers l'océan à chaque marée descendante. L'œil tourbillonnant de Vertigo, l'œil qui surgit dans la baignoire de *Psychose*, l'œil caché de *Oiseaux*, l'œil du maître : A.H.

JEAN-LOUIS PERRIER.

TOULOUSE-DAKAR 2000 F A/R

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. TOULOUSE: 61621501 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

SKIEZ PLUS... DÉPENSEZ MOINS !

STATION Les Karellis

Tél. : 79-59-50-36

CAEN

NOUVEAU PORT DE PARIS POUR L'ANGLETERRE

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages

Tél. : 31 96 80 80

La poule

VOYAGES
HOTELS

TOURISME

INDEX

LA TABLE

La poule de Numidie

La pintade! Ce gallinacé dont Buffon disait qu'il est vif, inquiet et turbulent, est, pour les savants, le *Meleagris numida*. Meleagris parce que la mythologie le supposait né de la métamorphose des sœurs de Méléagre, et numida parce que, venus d'Afrique, les Romains l'appelaient « poule de Numidie ». Au surplus, Dumas, dans son Grand Dictionnaire de cuisine, nous assure que leur nom de pintade vient de ce que les taches blanches sur le fond gris bleuâtre de leur plumage les firent baptiser « oiseaux peints ».

Passons. Mais Dumas dit encore que, étant élevés en liberté, leur chair est égale en délicatesse à celle du faisan. En tout cas, pintade et pintadons bénéficient aujourd'hui d'un label rouge garantissant l'origine, l'alimentation et la durée de l'élevage, et le terme « fermier » s'applique aux oiseaux élevés « sur parcours » par opposition à ceux de batterie.



Bien entendu, les pintades de Loué sont fermières. Et c'est bien pour cela que le deuxième Trophée Coq-Saint-Honoré, fondé par André Mary Joaze (l'an der-

nier il couronna des recettes de poulets de Loué), était, cette fois, réservé à la pintade. Une première sélection avait désigné huit finalistes, qui s'affrontèrent l'autre jour au « piano » de l'hôtel Nikko.

Le gagnant fut Marc Marchand (du Sofitel, à la Défense) pour sa pintade à l'ancienne (farce de chair de volaille, pieds de porc, brunoise de carottes, céleri et brocoli, tranchettes de la mort) accompagnée de pilonnages aux herbes et d'un gratin de macaroni.

Le second fut Alain Debouves (du Relais de Coq chantant, à Chantilly) pour sa pintade de Loué en croûte (une vraie croûte, farine et sel, et non point ces feuilletages à la mode), mais préalablement marinée avec

café, gingembre, huile d'olive, miel, oranges et citrons verts, et accompagnée de tartellettes d'aubergines et de poivrons confits.

Le troisième fut Michel Mahé (du Relais Brenner, à Lézardrieux), pour une pintade aux noix fraîches assortie de croquettes de riz aux artichauts et de petits oignons farcis.

Mon vote (puisque j'avais l'honneur de faire partie du jury) fut à peu près celui-là, avec peut-être une préférence pour la pintade en croûte du second, qui était fait, lui aussi, un excellent premier. En tout cas il faut reconnaître que, en comparaison du Trophée de l'an dernier à propos des poulets, il y eut, cette fois, moins de « chichis » autour de la volaille. Et surtout faites simple, aimait à dire Curmousson!

Cette démonstration pintadique que l'on a fait, il faut bien constater que cet oiseau exotique qu'on quinziesme siècle on appelait « poule de Turquie » et les Anglais « volaille de Guinée » figure rarement sur les cartes. Aux temps glorieux du Vétour, Raymond Oliver nous servit un pintadon Jean Cocteau (pintadon farci, rôti et entouré de pommes frites citronnées, de petits boudins blancs et noirs).

Tandis qu'à Lille Robert Bardot (Le Flamand, 79, rue d'Angleterre) a ramené de la Réunion une recette de pintade à la vanille garnie de légumes au gingembre. Pourquoi diable n'a-t-il pas fait le concours du Trophée Coq-Saint-Honoré?

LA REYNIÈRE

SEMAINE GOURMANDE

La Campanette

A peine une année que voici M. Pierre Lala installé au fourneau de cette petite auberge de quartier. Carte assez variée, passant d'une salade de queue de veau aux lentilles (36 F) au saumon cru mariné crème mousseline (60 F) dans les entrées. Quelques poissons entre 55 F et 86 F (les noisettes de lotte aux courgettes) et viandes (andouillette en feuilleté - pourquoi ce feuilleté? parce que c'est la mode!) sauce bordelaise (65 F) et daube de bœuf sagittale (70 F). Bons desserts. Des vins à moins de 100 F (château gascogne 1985 à 77 F par exemple). Service aimable. Un menu à 118 F avec café mais sans fromage ET dessert, hélas!

● LA CAMPANETTE
52 bis, rue Sainte-Anne
75002 Paris.
Tél. : 47-03-44-08.
Fermé dimanche et fêtes.
Salon 6/8 couverts.
AE - CB - Visa

Le Croquant

Partant pour le treizième arrondissement, Hervé Rumen a laissé son Croquant en bonnes mains. Entre bonnes mains, même, celles de Jean-Yves Bigot (au cuisine) et de sa jolie Chantal (en salle). Le cadre est le même, agréablement rustique. Dans les entrées un simple persillade de tourteaux (40 F), amusant, un solide sauté de pied de porc et langoustines aux lentilles (90 F), puis le turbot au pommereau et ses pommes (fruit) rôties (100 F) ou les lieutants saucés aux moules (75 F), un filet de bœuf poêlé crème

d'échalotes (85 F), desserts agréables (une tatin qu'il faut attendre un quart d'heure, cela change des tatin réchauffés à la commande d'un peu partout). Honorable carte des vins. Un menu « Découverte », sept services, 220 F.

● LE CROQUANT
28, rue Jean-Marcel
75015 Paris.
Tél. : 45-58-50-83.
Fermé dimanche et lundi midi.
Parking : 98, rue de la Convention.
AE - CB - DC

Dagobert

Le bon roi Dagobert, dit-on, chassait dans les parages. Il y a bien longtemps! Aujourd'hui, le chasseur de « petites boîtes » gourmandes découvre, instantanément, une vieille petite maison rassemblée où le quartier se régale d'un menu à 105 F et, à la carte, de bons poissons crus marinés, de pétoncles à la nage, d'une marmite du pêcheur, de rougets aux pignons de pin avant un onglet aux lardons et moelle, avant les desserts. Pour des additions (les vins étant modestes de prix comme d'habitude) de 200/250 F, c'est tout près de la porte de Clichy, dépayssant, rustiquement alléchant, et la jolie patronne (le patron, lui, est en cuisine) est charmante.

● DAGOBERT,
76, rue Marre
92110 Clichy.
Tél. : 42-70-05-84.
Fermé samedi midi et dimanche.
CB

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

ANTIBES

FUIR LE FROID EN JANVIER!
Une offre pour les amoureux du soleil et du tennis. Côte d'Azur, Antibes, Hôtel 3 étoiles au bord de mer, site exceptionnel, cuisine exquise, très bon confort, propose : une semaine en demi-pension. Par personne : 3 900 F TTC.
Compris : une heure de tennis par jour sur terrain terre battue, dans un très joli cadre, à dix minutes en voiture.
Réservations et renseignements :
Elise Boudry,
M. Marchel-Lacour, 06000 Antibes.
Tél. 93-34-03-09.

06100 CAP-D'ANTIBES

MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer. Studios 15 m² ch. Park. piscine. 2 pers. 1 100 F la sem. 1 715 F 2 sem. 3 000 F 4 sem. 5 500 F (seul jais, jui, août, sept.).
Tél. 93-61-09-38.

06500 MENTON

Forfait soleil à l'hôtel VILLA NEW-YORK***
Tél. 93-35-78-09.
Tél. 93-35-78-09.

HOTEL DU PARC***

Près mer. Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuis. réputée. Déjeun. sur dem.
Tél. 93-57-66-64.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-62-62-66 - Tél. 478-418.

HOTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Plein centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur.
Tél. direct, minibus.

Montagne

MOLINES-EN-QUEYRAS

7 jours pass. compl. restaurant spcia. + sauna, de 1 800 F à 2 170 F. Réduc. juv. et group. (sem. 1 comp. fond ou alpin).
HOTEL LE COGNAREL***
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
(16) 92-45-81-83

73710 PRALOGNAN-LA-VANCOISE

Situ. prometteuse, centre aqua-récréatif
HOTEL LES AIRELLES**
Pl. sud. Conf. Cuis. de femme. 7 jrs pers. Noël 1750 F. Janv. 1500 F. Fév. 1960 F.
Tél. 79-05-79-31

03550 SAINT-VÉRYAN

(Hautes-Alpes, Queyras)
Paro. rég. Site classé. Stat. village. Piste. fond. Plus bel. comm. d'Europe. 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio - cuisine-grill.
Depuis 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-02
Pensionnat de 1617 F à 1848 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

MAS DE GARRIGON***
LE PETIT HOTEL DE CHAÎNE DU LUMIN
Belle propriété
Pensionnat de vacances est livré
Ass. : Christian RECH-DURANT
Réservations : 90-05-63-22.

Suisse

3820 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

HOTEL HOLIDAY***
Appartements avec service d'hôtel, 60 lits.
Situation tranquille, à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios avec balcon, cabine, réfrigérateur, bain, va., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gr. dans une piscine couverte. Restaurant. Prix spéciaux en jan., de 70 F (env. 250 FF), demi-pens.
Tél. 1941/26/67-12-43.
Pers. R. Farren, tél. 472-187.

TOURISME

Ferme de la Besse XV^e siècle

SÉJOUR SKI DE FOND

Sur le haut plateau orthochlois
7 jours pension + encadrement + matériel 1 200 à 2 000 F
DOCUM. GRAT. sur demande.
Tél. : 75-58-60-64. MÉJEAN Gérard.
07510 USCLADES RIEUTORD.

METTES

● Foies gras! La revue Que Choisir s'élève une fois de plus contre la législation défectueuse concernant les conserves. Que sur les 6 000 tonnes de foies gras traités en France en 1986 notre production nationale n'est que de la moitié (3 000 tonnes) sont venues d'ailleurs : Hongrie, Israël, Pologne, Roumanie même, pays! Mais que l'on puisse les vendre sous le nom de foie gras du Périgord, c'est là plus qu'une confusion regrettable, un abus de confiance des conservateurs.

Et n'est-ce pas d'autant plus dommage au moment où le professeur Poux, de l'observatoire régional de la santé Midi-Pyrénées, entend démontrer que, si le beurre contient 81 % d'acides gras saturés favorisant l'augmentation du cholestérol, la graisse d'œie n'en propose que 32,4 %! Tandis que, d'après les chercheurs de l'INSERM de Toulouse, la graisse d'œie a une teneur de 10,1 % d'acides gras polyinsaturés, protecteurs de l'organisme, contre 2,2 % pour le beurre et... 0 % pour la margarine!

L. R.

PARIS-LE CAIRE 2 380 F A/R*

* Prix à partir de

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. LE HAVRE : 35 21 31 33 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS

A la propriété LES ALMANACHS VENTEUIL 51200 EPERNAY. T. 26-58-48-37
Vin blanc en bouteille. Tarif sur demande.
Cadeau 1982 de « l'Espresso ». Médaille d'Or.
Cuvée sélectionnée spéciale. MONTAIGNE 1982.

MERCUREY A.O.C.

Vente directe
Vins sur demande. Tél. 85-42-15-04. Domaine de Chassagnas, L. Mériaux, 71080 MERCUREY.

GASTRONOMIE

Rive droite

L'ARISTOCRATE

Ses fondus et raclette.
Spécialité cochon de lait et agneau grillé à la broche.
Formule express à midi 65 F net.
Jusqu'à 1 h du matin.
12, rue Lafayette 47-70-60-83

POUR VOS INVITATIONS

LE SOUFFLÉ

Sa bonne cuisine française et ses soufflés.
38, rue de MONTMARTRE (près de la place Vendôme)
Réservations 42-88-27-18
Fermé le dimanche

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALLESIA - PORT D'ORLÈANS

ALA BONNE TABLE
45-39-74-91
41, r. Fland. PARENG. Spéc. ROISSONS

BASTILLE

L'ENCLOS DE NINON, 15 jrs juv. : 42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 4.
Spécialité VILLIERS.

ROME - VILLIERS

EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 43-87-28-87. **PAELLA**, **ZARZUELA**, **BACALAO**, **GAMBAS**. F/midi, mardi. Plus à emporter.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELIMAN, 37, r. Fland. 41, 47-23-54-42. Juv. 22 à 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-68-20-41

COPENHAGUE, 1^{er} étage. F. août. **FLORA DANICA**, et son jardin r.d.c. **SAUMON**, **RENNE**, **CANARD SAÛLÉ**.

GOBELINS

ENTOTTO 45-67-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Proudhon, 13.
Spécialité d'inspiration.

JARDIN DES PLANTES

LE HONGROIS DE PARIS

LE PAPRIKA, 43, r. Poissonnière, 9. 43-31-45-96. Outh. cuisine de Budapest, le soir.

LES HALLES

CAVEAU-FAYON, 64, r. Arto-Sec, 43-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. sam. et dim. P.M.R. 170/200 F.

MAIRIE DU XVIII^e

LE PICHET, 174, rue Ordener, 46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill. poisson. F. juv. soir et dim.

MONTMARTRE

LA GUÉRITE DU SAINT-AMOUR, 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J. Spéc. de poissons et crustacés.

PALAIS-ROYAL

LA CLÉ DU PÉRIGORD, 38, r. Croix-Po. 40-20-06-46. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Pât. fin. env. 230 FC.

LE BISTROT D'HP

36, pl. Marché-St-Honoré, 42-60-03-00. Carte Poiss. Banc fruits mer. Gibiers.

PARMENTIER

LE FLEURY, 139, av. Parmentier, 10^e F. merc. 42-36-36-97. Cuis. de poissons et sa carte.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARLADAIS, 2, r. de Vienne, 8. 45-22-23-62. Cassoulet 90 F. Cuitif 90 F.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

LA ROUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-23-77-66. Alex aux fourneaux.

O BRASIL RESTAURANT

Spéc. brésiliennes. Tél. 43-54-98-56. 10, rue Gueneaud, 75006 PARIS.

PETITE CHAISE

36, rue de Grenelle, 42-22-13-35. Menu 106 F. Service et vin compris.

هكذا من الاجل

سكنا من الاحل

JEUX

échecs

N° 1262

UNE SACRÉE SURPRISE

(Championnat de l'URSS, 1987)

Blancs : SALOV
Noirs : M. GUREVITCH
Défense Nictzo-indienne.

1. d4 Cx6 14. Rf1 (a) dxc3 (a)
2. d4 15. Fxd8 bxc3
3. Cc3 Fb4 16. Dd4 (a) Cxh3
4. d3 c5 (a) 17. Txb8 Cx7
5. Cc2 (b) pxd4 (c) 18. Ta8 (p) Cxg5
6. exd4 d5 (d) 19. Dd5 (q) Dd6 (r)
7. a3 (d) Ff7 (d) 20. Ff3 Fd6
8. c3 (a) b6 (h) 21. Txb8+ Fxh3
9. g3 (a) b6 (h) 22. Dd5 (s) Cx3+
10. b4 bxc5
11. dxc5 (i) d5 23. Rf1 Cc5
12. Td1 Cc6 (i) 24. Dxc3 (t) d4
13. Fg2 (k) Td8 (i) 25. Dd5 Fg4
26. abandon (a).

NOTES

a) Une des défenses les plus populaires face au « système Rubinstein ».
b) Les Blancs veulent éviter le doublement de leur pion ; aussi longtemps que leur adversaire n'aura pas avancé le pion d7 en d5, cette idée positionnellement justifiée est cependant un peu lente et retarde le développement de l'aile-R.
c) Ou 5... d5 ; 5... Cc4 ; 5... b6 et 5... exd4 comme dans la partie.
d) La suite la plus logique. 6... 0-0 et 6... Cc4 sont moins satisfaisants.

e) Une autre tentative de prendre l'initiative consiste en 7. c5 ; après 7... Cc4 ; 8. Fd2, Cxd2 ; 9. Dxd2, a5 ; 10. a3, Fxc3 ; 11. Cxc3, a4 ; 12. Fd3, b6 ; 13. 0-0, Fa6 ; 14. f4, bxc5 ; 15. f5, 0-0 ; 16. dxc5, Cb-d7, les deux camps ont des chances égales (Bagulov-Yousoufov, Frunze, 1979).
f) La perte de temps est ici sans importance, les Blancs ayant du retard sur l'aile-R. 7... Fxc3+ ; 8. Cxc3, dxc4 ; 9. Fxc4 conduit à une autre variante bien connue.
g) Les Blancs doivent se hâter de mobiliser leur aile-R.
h) Et les Noirs de trouver du contre-jou, sous peine d'être asphyxiés.
i) Avec une dangereuse majorité de pions sur l'aile-D et la case d4 pour le Cc2.
j) Gurevitch pense-t-il à la partie qu'il joua quelques semaines plus tôt, avec les Blancs, contre Lerner à Tallinn ? Après 12... axb4 ; 13. axb4, Cc6 ; 14. Fg2, Tb8 ; 15. Fx3, Fa6 ; 16. 0-0, Ff4 ; 17. Td1, Dc7 ; 18. Cc4, Tf4 ; 19. Cxg6, Dxc6 ; 20. Fd1, Tb7 ; 21. Dd4 il obtenait un avantage minime et insuffisant.

k) Et non 13. b5 ? Cc5.
l) Une nouveauté par rapport à la suite familière 13... axb4 ; 14. axb4, Tb8.
m) Ce dont les Blancs profitent immédiatement, en pensant gagner du temps, tout en plaçant un joli piège sans en avoir l'air : si 14... d5 ; 15. Cxd5 !, exf4 ; 16. Cxf6+ ; Fxf6 ; 17. Fxc6, Dxd1+ ; 18. Rxd1. A déconseiller est 14. b5 à cause de 14... Fxc5 ; 15. bxc6, Txb1 ; 16. Cxb1, Dd6 menaçant b1 et f2. A examiner est 14. Cc4 ou aussi 14. Da4.
n) Une sacrée surprise pour les Blancs !
o) Ou 16. Fd6, Fxd6 ; 17. exd6, Da5 ; 18. 0-0, Dxa3 ; 19. Dc2, Dxd6 et les Noirs sont légèrement mieux.
p) Si 18. Tb1, Cxc5 ; 19. Dc2, Fa6 ou 19. Dd4, c2.
q) Si 19. Dd4, Dd6 ; 20. Cxc3, Dd7 ; 21. Ta5, Cb5 et si 19. Dc2, Dd4 ; 22. Ta5, Dd4 ; 23. Fd3, Dd4 ; 24. Dd5, Dd4 ; 25. Dd5, Dd4 ; 26. Dd5, Dd4 ; 27. Dd5, Dd4 ; 28. Dd5, Dd4 ; 29. Dd5, Dd4 ; 30. Dd5, Dd4 ; 31. Dd5, Dd4 ; 32. Dd5, Dd4 ; 33. Dd5, Dd4 ; 34. Dd5, Dd4 ; 35. Dd5, Dd4 ; 36. Dd5, Dd4 ; 37. Dd5, Dd4 ; 38. Dd5, Dd4 ; 39. Dd5, Dd4 ; 40. Dd5, Dd4 ; 41. Dd5, Dd4 ; 42. Dd5, Dd4 ; 43. Dd5, Dd4 ; 44. Dd5, Dd4 ; 45. Dd5, Dd4 ; 46. Dd5, Dd4 ; 47. Dd5, Dd4 ; 48. Dd5, Dd4 ; 49. Dd5, Dd4 ; 50. Dd5, Dd4 ; 51. Dd5, Dd4 ; 52. Dd5, Dd4 ; 53. Dd5, Dd4 ; 54. Dd5, Dd4 ; 55. Dd5, Dd4 ; 56. Dd5, Dd4 ; 57. Dd5, Dd4 ; 58. Dd5, Dd4 ; 59. Dd5, Dd4 ; 60. Dd5, Dd4 ; 61. Dd5, Dd4 ; 62. Dd5, Dd4 ; 63. Dd5, Dd4 ; 64. Dd5, Dd4 ; 65. Dd5, Dd4 ; 66. Dd5, Dd4 ; 67. Dd5, Dd4 ; 68. Dd5, Dd4 ; 69. Dd5, Dd4 ; 70. Dd5, Dd4 ; 71. Dd5, Dd4 ; 72. Dd5, Dd4 ; 73. Dd5, Dd4 ; 74. Dd5, Dd4 ; 75. Dd5, Dd4 ; 76. Dd5, Dd4 ; 77. Dd5, Dd4 ; 78. Dd5, Dd4 ; 79. Dd5, Dd4 ; 80. Dd5, Dd4 ; 81. Dd5, Dd4 ; 82. Dd5, Dd4 ; 83. Dd5, Dd4 ; 84. Dd5, Dd4 ; 85. Dd5, Dd4 ; 86. Dd5, Dd4 ; 87. Dd5, Dd4 ; 88. Dd5, Dd4 ; 89. Dd5, Dd4 ; 90. Dd5, Dd4 ; 91. Dd5, Dd4 ; 92. Dd5, Dd4 ; 93. Dd5, Dd4 ; 94. Dd5, Dd4 ; 95. Dd5, Dd4 ; 96. Dd5, Dd4 ; 97. Dd5, Dd4 ; 98. Dd5, Dd4 ; 99. Dd5, Dd4 ; 100. Dd5, Dd4 ; 101. Dd5, Dd4 ; 102. Dd5, Dd4 ; 103. Dd5, Dd4 ; 104. Dd5, Dd4 ; 105. Dd5, Dd4 ; 106. Dd5, Dd4 ; 107. Dd5, Dd4 ; 108. Dd5, Dd4 ; 109. Dd5, Dd4 ; 110. Dd5, Dd4 ; 111. Dd5, Dd4 ; 112. Dd5, Dd4 ; 113. Dd5, Dd4 ; 114. Dd5, Dd4 ; 115. Dd5, Dd4 ; 116. Dd5, Dd4 ; 117. Dd5, Dd4 ; 118. Dd5, Dd4 ; 119. Dd5, Dd4 ; 120. Dd5, Dd4 ; 121. Dd5, Dd4 ; 122. Dd5, Dd4 ; 123. Dd5, Dd4 ; 124. Dd5, Dd4 ; 125. Dd5, Dd4 ; 126. Dd5, Dd4 ; 127. Dd5, Dd4 ; 128. Dd5, Dd4 ; 129. Dd5, Dd4 ; 130. Dd5, Dd4 ; 131. Dd5, Dd4 ; 132. Dd5, Dd4 ; 133. Dd5, Dd4 ; 134. Dd5, Dd4 ; 135. Dd5, Dd4 ; 136. Dd5, Dd4 ; 137. Dd5, Dd4 ; 138. Dd5, Dd4 ; 139. Dd5, Dd4 ; 140. Dd5, Dd4 ; 141. Dd5, Dd4 ; 142. Dd5, Dd4 ; 143. Dd5, Dd4 ; 144. Dd5, Dd4 ; 145. Dd5, Dd4 ; 146. Dd5, Dd4 ; 147. Dd5, Dd4 ; 148. Dd5, Dd4 ; 149. Dd5, Dd4 ; 150. Dd5, Dd4 ; 151. Dd5, Dd4 ; 152. Dd5, Dd4 ; 153. Dd5, Dd4 ; 154. Dd5, Dd4 ; 155. Dd5, Dd4 ; 156. Dd5, Dd4 ; 157. Dd5, Dd4 ; 158. Dd5, Dd4 ; 159. Dd5, Dd4 ; 160. Dd5, Dd4 ; 161. Dd5, Dd4 ; 162. Dd5, Dd4 ; 163. Dd5, Dd4 ; 164. Dd5, Dd4 ; 165. Dd5, Dd4 ; 166. Dd5, Dd4 ; 167. Dd5, Dd4 ; 168. Dd5, Dd4 ; 169. Dd5, Dd4 ; 170. Dd5, Dd4 ; 171. Dd5, Dd4 ; 172. Dd5, Dd4 ; 173. Dd5, Dd4 ; 174. Dd5, Dd4 ; 175. Dd5, Dd4 ; 176. Dd5, Dd4 ; 177. Dd5, Dd4 ; 178. Dd5, Dd4 ; 179. Dd5, Dd4 ; 180. Dd5, Dd4 ; 181. Dd5, Dd4 ; 182. Dd5, Dd4 ; 183. Dd5, Dd4 ; 184. Dd5, Dd4 ; 185. Dd5, Dd4 ; 186. Dd5, Dd4 ; 187. Dd5, Dd4 ; 188. Dd5, Dd4 ; 189. Dd5, Dd4 ; 190. Dd5, Dd4 ; 191. Dd5, Dd4 ; 192. Dd5, Dd4 ; 193. Dd5, Dd4 ; 194. Dd5, Dd4 ; 195. Dd5, Dd4 ; 196. Dd5, Dd4 ; 197. Dd5, Dd4 ; 198. Dd5, Dd4 ; 199. Dd5, Dd4 ; 200. Dd5, Dd4 ; 201. Dd5, Dd4 ; 202. Dd5, Dd4 ; 203. Dd5, Dd4 ; 204. Dd5, Dd4 ; 205. Dd5, Dd4 ; 206. Dd5, Dd4 ; 207. Dd5, Dd4 ; 208. Dd5, Dd4 ; 209. Dd5, Dd4 ; 210. Dd5, Dd4 ; 211. Dd5, Dd4 ; 212. Dd5, Dd4 ; 213. Dd5, Dd4 ; 214. Dd5, Dd4 ; 215. Dd5, Dd4 ; 216. Dd5, Dd4 ; 217. Dd5, Dd4 ; 218. Dd5, Dd4 ; 219. Dd5, Dd4 ; 220. Dd5, Dd4 ; 221. Dd5, Dd4 ; 222. Dd5, Dd4 ; 223. Dd5, Dd4 ; 224. Dd5, Dd4 ; 225. Dd5, Dd4 ; 226. Dd5, Dd4 ; 227. Dd5, Dd4 ; 228. Dd5, Dd4 ; 229. Dd5, Dd4 ; 230. Dd5, Dd4 ; 231. Dd5, Dd4 ; 232. Dd5, Dd4 ; 233. Dd5, Dd4 ; 234. Dd5, Dd4 ; 235. Dd5, Dd4 ; 236. Dd5, Dd4 ; 237. Dd5, Dd4 ; 238. Dd5, Dd4 ; 239. Dd5, Dd4 ; 240. Dd5, Dd4 ; 241. Dd5, Dd4 ; 242. Dd5, Dd4 ; 243. Dd5, Dd4 ; 244. Dd5, Dd4 ; 245. Dd5, Dd4 ; 246. Dd5, Dd4 ; 247. Dd5, Dd4 ; 248. Dd5, Dd4 ; 249. Dd5, Dd4 ; 250. Dd5, Dd4 ; 251. Dd5, Dd4 ; 252. Dd5, Dd4 ; 253. Dd5, Dd4 ; 254. Dd5, Dd4 ; 255. Dd5, Dd4 ; 256. Dd5, Dd4 ; 257. Dd5, Dd4 ; 258. Dd5, Dd4 ; 259. Dd5, Dd4 ; 260. Dd5, Dd4 ; 261. Dd5, Dd4 ; 262. Dd5, Dd4 ; 263. Dd5, Dd4 ; 264. Dd5, Dd4 ; 265. Dd5, Dd4 ; 266. Dd5, Dd4 ; 267. Dd5, Dd4 ; 268. Dd5, Dd4 ; 269. Dd5, Dd4 ; 270. Dd5, Dd4 ; 271. Dd5, Dd4 ; 272. Dd5, Dd4 ; 273. Dd5, Dd4 ; 274. Dd5, Dd4 ; 275. Dd5, Dd4 ; 276. Dd5, Dd4 ; 277. Dd5, Dd4 ; 278. Dd5, Dd4 ; 279. Dd5, Dd4 ; 280. Dd5, Dd4 ; 281. Dd5, Dd4 ; 282. Dd5, Dd4 ; 283. Dd5, Dd4 ; 284. Dd5, Dd4 ; 285. Dd5, Dd4 ; 286. Dd5, Dd4 ; 287. Dd5, Dd4 ; 288. Dd5, Dd4 ; 289. Dd5, Dd4 ; 290. Dd5, Dd4 ; 291. Dd5, Dd4 ; 292. Dd5, Dd4 ; 293. Dd5, Dd4 ; 294. Dd5, Dd4 ; 295. Dd5, Dd4 ; 296. Dd5, Dd4 ; 297. Dd5, Dd4 ; 298. Dd5, Dd4 ; 299. Dd5, Dd4 ; 300. Dd5, Dd4 ; 301. Dd5, Dd4 ; 302. Dd5, Dd4 ; 303. Dd5, Dd4 ; 304. Dd5, Dd4 ; 305. Dd5, Dd4 ; 306. Dd5, Dd4 ; 307. Dd5, Dd4 ; 308. Dd5, Dd4 ; 309. Dd5, Dd4 ; 310. Dd5, Dd4 ; 311. Dd5, Dd4 ; 312. Dd5, Dd4 ; 313. Dd5, Dd4 ; 314. Dd5, Dd4 ; 315. Dd5, Dd4 ; 316. Dd5, Dd4 ; 317. Dd5, Dd4 ; 318. Dd5, Dd4 ; 319. Dd5, Dd4 ; 320. Dd5, Dd4 ; 321. Dd5, Dd4 ; 322. Dd5, Dd4 ; 323. Dd5, Dd4 ; 324. Dd5, Dd4 ; 325. Dd5, Dd4 ; 326. Dd5, Dd4 ; 327. Dd5, Dd4 ; 328. Dd5, Dd4 ; 329. Dd5, Dd4 ; 330. Dd5, Dd4 ; 331. Dd5, Dd4 ; 332. Dd5, Dd4 ; 333. Dd5, Dd4 ; 334. Dd5, Dd4 ; 335. Dd5, Dd4 ; 336. Dd5, Dd4 ; 337. Dd5, Dd4 ; 338. Dd5, Dd4 ; 339. Dd5, Dd4 ; 340. Dd5, Dd4 ; 341. Dd5, Dd4 ; 342. Dd5, Dd4 ; 343. Dd5, Dd4 ; 344. Dd5, Dd4 ; 345. Dd5, Dd4 ; 346. Dd5, Dd4 ; 347. Dd5, Dd4 ; 348. Dd5, Dd4 ; 349. Dd5, Dd4 ; 350. Dd5, Dd4 ; 351. Dd5, Dd4 ; 352. Dd5, Dd4 ; 353. Dd5, Dd4 ; 354. Dd5, Dd4 ; 355. Dd5, Dd4 ; 356. Dd5, Dd4 ; 357. Dd5, Dd4 ; 358. Dd5, Dd4 ; 359. Dd5, Dd4 ; 360. Dd5, Dd4 ; 361. Dd5, Dd4 ; 362. Dd5, Dd4 ; 363. Dd5, Dd4 ; 364. Dd5, Dd4 ; 365. Dd5, Dd4 ; 366. Dd5, Dd4 ; 367. Dd5, Dd4 ; 368. Dd5, Dd4 ; 369. Dd5, Dd4 ; 370. Dd5, Dd4 ; 371. Dd5, Dd4 ; 372. Dd5, Dd4 ; 373. Dd5, Dd4 ; 374. Dd5, Dd4 ; 375. Dd5, Dd4 ; 376. Dd5, Dd4 ; 377. Dd5, Dd4 ; 378. Dd5, Dd4 ; 379. Dd5, Dd4 ; 380. Dd5, Dd4 ; 381. Dd5, Dd4 ; 382. Dd5, Dd4 ; 383. Dd5, Dd4 ; 384. Dd5, Dd4 ; 385. Dd5, Dd4 ; 386. Dd5, Dd4 ; 387. Dd5, Dd4 ; 388. Dd5, Dd4 ; 389. Dd5, Dd4 ; 390. Dd5, Dd4 ; 391. Dd5, Dd4 ; 392. Dd5, Dd4 ; 393. Dd5, Dd4 ; 394. Dd5, Dd4 ; 395. Dd5, Dd4 ; 396. Dd5, Dd4 ; 397. Dd5, Dd4 ; 398. Dd5, Dd4 ; 399. Dd5, Dd4 ; 400. Dd5, Dd4 ; 401. Dd5, Dd4 ; 402. Dd5, Dd4 ; 403. Dd5, Dd4 ; 404. Dd5, Dd4 ; 405. Dd5, Dd4 ; 406. Dd5, Dd4 ; 407. Dd5, Dd4 ; 408. Dd5, Dd4 ; 409. Dd5, Dd4 ; 410. Dd5, Dd4 ; 411. Dd5, Dd4 ; 412. Dd5, Dd4 ; 413. Dd5, Dd4 ; 414. Dd5, Dd4 ; 415. Dd5, Dd4 ; 416. Dd5, Dd4 ; 417. Dd5, Dd4 ; 418. Dd5, Dd4 ; 419. Dd5, Dd4 ; 420. Dd5, Dd4 ; 421. Dd5, Dd4 ; 422. Dd5, Dd4 ; 423. Dd5, Dd4 ; 424. Dd5, Dd4 ; 425. Dd5, Dd4 ; 426. Dd5, Dd4 ; 427. Dd5, Dd4 ; 428. Dd5, Dd4 ; 429. Dd5, Dd4 ; 430. Dd5, Dd4 ; 431. Dd5, Dd4 ; 432. Dd5, Dd4 ; 433. Dd5, Dd4 ; 434. Dd5, Dd4 ; 435. Dd5, Dd4 ; 436. Dd5, Dd4 ; 437. Dd5, Dd4 ; 438. Dd5, Dd4 ; 439. Dd5, Dd4 ; 440. Dd5, Dd4 ; 441. Dd5, Dd4 ; 442. Dd5, Dd4 ; 443. Dd5, Dd4 ; 444. Dd5, Dd4 ; 445. Dd5, Dd4 ; 446. Dd5, Dd4 ; 447. Dd5, Dd4 ; 448. Dd5, Dd4 ; 449. Dd5, Dd4 ; 450. Dd5, Dd4 ; 451. Dd5, Dd4 ; 452. Dd5, Dd4 ; 453. Dd5, Dd4 ; 454. Dd5, Dd4 ; 455. Dd5, Dd4 ; 456. Dd5, Dd4 ; 457. Dd5, Dd4 ; 458. Dd5, Dd4 ; 459. Dd5, Dd4 ; 460. Dd5, Dd4 ; 461. Dd5, Dd4 ; 462. Dd5, Dd4 ; 463. Dd5, Dd4 ; 464. Dd5, Dd4 ; 465. Dd5, Dd4 ; 466. Dd5, Dd4 ; 467. Dd5, Dd4 ; 468. Dd5, Dd4 ; 469. Dd5, Dd4 ; 470. Dd5, Dd4 ; 471. Dd5, Dd4 ; 472. Dd5, Dd4 ; 473. Dd5, Dd4 ; 474. Dd5, Dd4 ; 475. Dd5, Dd4 ; 476. Dd5, Dd4 ; 477. Dd5, Dd4 ; 478. Dd5, Dd4 ; 479. Dd5, Dd4 ; 480. Dd5, Dd4 ; 481. Dd5, Dd4 ; 482. Dd5, Dd4 ; 483. Dd5, Dd4 ; 484. Dd5, Dd4 ; 485. Dd5, Dd4 ; 486. Dd5, Dd4 ; 487. Dd5, Dd4 ; 488. Dd5, Dd4 ; 489. Dd5, Dd4 ; 490. Dd5, Dd4 ; 491. Dd5, Dd4 ; 492. Dd5, Dd4 ; 493. Dd5, Dd4 ; 494. Dd5, Dd4 ; 495. Dd5, Dd4 ; 496. Dd5, Dd4 ; 497. Dd5, Dd4 ; 498. Dd5, Dd4 ; 499. Dd5, Dd4 ; 500. Dd5, Dd4 ; 501. Dd5, Dd4 ; 502. Dd5, Dd4 ; 503. Dd5, Dd4 ; 504. Dd5, Dd4 ; 505. Dd5, Dd4 ; 506. Dd5, Dd4 ; 507. Dd5, Dd4 ; 508. Dd5, Dd4 ; 509. Dd5, Dd4 ; 510. Dd5, Dd4 ; 511. Dd5, Dd4 ; 512. Dd5, Dd4 ; 513. Dd5, Dd4 ; 514. Dd5, Dd4 ; 515. Dd5, Dd4 ; 516. Dd5, Dd4 ; 517. Dd5, Dd4 ; 518. Dd5, Dd4 ; 519. Dd5, Dd4 ; 520. Dd5, Dd4 ; 521. Dd5, Dd4 ; 522. Dd5, Dd4 ; 523. Dd5, Dd4 ; 524. Dd5, Dd4 ; 525. Dd5, Dd4 ; 526. Dd5, Dd4 ; 527. Dd5, Dd4 ; 528. Dd5, Dd4 ; 529. Dd5, Dd4 ; 530. Dd5, Dd4 ; 531. Dd5, Dd4 ; 532. Dd5, Dd4 ; 533. Dd5, Dd4 ; 534. Dd5, Dd4 ; 535. Dd5, Dd4 ; 536. Dd5, Dd4 ; 537. Dd5, Dd4 ; 538. Dd5, Dd4 ; 539. Dd5, Dd4 ; 540. Dd5, Dd4 ; 541. Dd5, Dd4 ; 542. Dd5, Dd4 ; 543. Dd5, Dd4 ; 544. Dd5, Dd4 ; 545. Dd5, Dd4 ; 546. Dd5, Dd4 ; 547. Dd5, Dd4 ; 548. Dd5, Dd4 ; 549. Dd5, Dd4 ; 550. Dd5, Dd4 ; 551. Dd5, Dd4 ; 552. Dd5, Dd4 ; 553. Dd5, Dd4 ; 554. Dd5, Dd4 ; 555. Dd5, Dd4 ; 556. Dd5, Dd4 ; 557. Dd5, Dd4 ; 558. Dd5, Dd4 ; 559. Dd5, Dd4 ; 560. Dd5, Dd4 ; 561. Dd5, Dd4 ; 562. Dd5, Dd4 ; 563. Dd5, Dd4 ; 564. Dd5, Dd4 ; 565. Dd5, Dd4 ; 566. Dd5, Dd4 ; 567. Dd5, Dd4 ; 568. Dd5, Dd4 ; 569. Dd5, Dd4 ; 570. Dd5, Dd4 ; 571. Dd5, Dd4 ; 572. Dd5, Dd4 ; 573. Dd5, Dd4 ; 574. Dd5, Dd4 ; 575. Dd5, Dd4 ; 576. Dd5, Dd4 ; 577. Dd5, Dd4 ; 578. Dd5, Dd4 ; 579. Dd5, Dd4 ; 580. Dd5, Dd4 ; 581. Dd5, Dd4 ; 582. Dd5, Dd4 ; 583. Dd5, Dd4 ; 584. Dd5, Dd4 ; 585. Dd5, Dd4 ; 586. Dd5, Dd4 ; 587. Dd5, Dd4 ; 588. Dd5, Dd4 ; 589. Dd5, Dd4 ; 590. Dd5, Dd4 ; 591. Dd5, Dd4 ; 592. Dd5, Dd4 ; 593. Dd5, Dd4 ; 594. Dd5, Dd4 ; 595. Dd5, Dd4 ; 596. Dd5, Dd4 ; 597. Dd5, Dd4 ; 598. Dd5, Dd4 ; 599. Dd5, Dd4 ; 600. Dd5, Dd4 ; 601. Dd5, Dd4 ; 602. Dd5, Dd4 ; 603. Dd5, Dd4 ; 604. Dd5, Dd4 ; 605. Dd5, Dd4 ; 606. Dd5, Dd4 ; 607. Dd5, Dd4 ; 608. Dd5, Dd4 ; 609. Dd5, Dd4 ; 610. Dd5, Dd4 ; 611. Dd5, Dd4 ; 612. Dd5, Dd4 ; 613. Dd5, Dd4 ; 614. Dd5, Dd4 ; 615. Dd5, Dd4 ; 616. Dd5, Dd4 ; 617. Dd5, Dd4 ; 618. Dd5, Dd4 ; 619. Dd5, Dd4 ; 620. Dd5, Dd4 ; 621. Dd5, Dd4 ; 622. Dd5, Dd4 ; 623. Dd5, Dd4 ; 624. Dd5, Dd4 ; 625. Dd5, Dd4 ; 626. Dd5, Dd4 ; 627. Dd5, Dd4 ; 628. Dd5, Dd4 ; 629. Dd5, Dd4 ; 630. Dd5, Dd4 ; 631. Dd5, Dd4 ; 632. Dd5, Dd4 ; 633. Dd5, Dd4 ; 634. Dd5, Dd4 ; 635. Dd5, Dd4 ; 636. Dd5, Dd4 ; 637. Dd5, Dd4 ; 638. Dd5, Dd4 ; 639. Dd5, Dd4 ; 640. Dd5, Dd4 ; 641. Dd5, Dd4 ; 642. Dd5, Dd4 ; 643. Dd5, Dd4 ; 644. Dd5, Dd4 ; 645. Dd5, Dd4 ; 646. Dd5, Dd4 ; 647. Dd5, Dd4 ; 648. Dd5, Dd4 ; 649. Dd5, Dd4 ; 650. Dd5, Dd4 ; 651. Dd5, Dd4 ; 652. Dd5, Dd4 ; 653. Dd5, Dd4 ; 654. Dd5, Dd4 ; 655. Dd5, Dd4 ; 656. Dd5, Dd4 ; 657. Dd5, Dd4 ; 658. Dd5, Dd4 ; 659. Dd5, Dd4 ; 660. Dd5, Dd4 ; 661. Dd5, Dd4 ; 662. Dd5, Dd4 ; 663. Dd5, Dd4 ; 664. Dd5, Dd4 ; 665. Dd5, Dd4 ; 666. Dd5, Dd4 ; 667. Dd5, Dd4 ; 668. Dd5, Dd4 ; 669. Dd5, Dd4 ; 670. Dd5, Dd4 ; 671. Dd5, Dd4 ; 672. Dd5, Dd4 ; 673. Dd5, Dd4 ; 674. Dd5, Dd4 ; 675. Dd5, Dd4 ; 676. Dd5, Dd4 ; 677. Dd5, Dd4 ; 678. Dd5, Dd4 ; 679. Dd5, Dd4 ; 680. Dd5, Dd4 ; 681. Dd5, Dd4 ; 682. Dd5, Dd4 ; 683. Dd5, Dd4 ; 684. Dd5, Dd4 ; 685. Dd5, Dd4 ; 686. Dd5, Dd4 ; 687. Dd5, Dd4 ; 688. Dd5, Dd4 ; 689. Dd5, Dd4 ; 690. Dd5, Dd4 ; 691. Dd5, Dd4 ; 692. Dd5, Dd4 ; 693. Dd5, Dd4 ; 694. Dd5, Dd4 ; 695. Dd5, Dd4 ; 696. Dd5, Dd4 ; 697. Dd5, Dd4 ; 698. Dd5, Dd4 ; 699. Dd5, Dd4 ; 700. Dd5, Dd4 ; 701. Dd5, Dd4 ; 702. Dd5, Dd4 ; 703. Dd5, Dd4 ; 704. Dd5, Dd4 ; 705. Dd5, Dd4 ; 706. Dd5, Dd4 ; 707. Dd5, Dd4 ; 708. Dd5, Dd4 ; 709. Dd5, Dd4 ; 710. Dd5, Dd4 ; 711. Dd5, Dd4 ; 712. Dd5, Dd4 ; 713. Dd5, Dd4 ; 714. Dd5, Dd4 ; 715. Dd5, Dd4 ; 716. Dd5, Dd4 ; 717. Dd5, Dd4 ; 718. Dd5, Dd4 ; 719. Dd5, Dd4 ; 720. Dd5, Dd4 ; 721. Dd5, Dd4 ; 722. Dd5, Dd4 ; 723. Dd5, Dd4 ; 724. Dd5, Dd4 ; 725. Dd5, Dd4 ; 726. Dd5, Dd4 ; 727. Dd5, Dd4 ; 728. Dd5, Dd4 ; 729. Dd5, Dd4 ; 730. Dd5, Dd4 ; 731. Dd5, Dd4 ; 732. Dd5, Dd4 ; 733. Dd5, Dd4 ; 734. Dd5, Dd4 ; 735. Dd5, Dd4 ; 736. Dd5, Dd4 ; 737. Dd5, Dd4 ; 738. Dd5, Dd4 ; 739. Dd5, Dd4 ; 740. Dd5, Dd4 ; 741. Dd5, Dd4 ; 742. Dd5, Dd4 ; 743. Dd5, Dd4 ; 744. Dd5, Dd4 ; 745. Dd5, Dd4 ; 746. Dd5, Dd4 ; 747. Dd5, Dd4 ; 748. Dd5, Dd4 ; 749. Dd5, Dd4 ; 750. Dd5, Dd4 ; 751. Dd5, Dd4 ; 752. Dd5, Dd4 ; 753. Dd5, Dd4 ; 754. Dd5, Dd4 ; 755. Dd5, Dd4 ; 756. Dd5, Dd4 ; 757. Dd5, Dd4 ; 758. Dd5, Dd4 ; 759. Dd5, Dd4 ; 760. Dd5, Dd4 ; 761. Dd5, Dd4 ; 762. Dd5, Dd4 ; 763. Dd5, Dd4 ; 764. Dd5, Dd4 ; 765. Dd5, Dd4 ; 766. Dd5, Dd4 ; 767. Dd5, Dd4 ; 768. Dd5, Dd4 ; 769. Dd5, Dd4 ; 770. Dd5, Dd4 ; 771. Dd5, Dd4 ; 772. Dd5, Dd4 ; 773. Dd5, Dd4 ; 774. Dd5, Dd4 ; 775. Dd5, Dd4 ; 776. Dd5, Dd4 ; 777. Dd5, Dd4 ; 778. Dd5, Dd4 ; 779. Dd5, Dd4 ; 780. Dd5, Dd4 ; 781. Dd5, Dd4 ; 782. Dd5, Dd4 ; 783. Dd5, Dd4 ; 784. Dd5, Dd4 ; 785. Dd5, Dd4 ; 786. Dd5, Dd4 ; 787. Dd5, Dd4 ; 788. Dd5, Dd4 ; 789. Dd5, Dd4 ; 790. Dd5, Dd4 ; 791. Dd5, Dd4 ; 792. Dd5, Dd4 ; 793. Dd5, Dd4 ; 794. Dd5, Dd4 ; 795. Dd5, Dd4 ; 796. Dd5, Dd4 ; 797. Dd5, Dd4 ; 798. Dd5, Dd4 ; 799. Dd5, Dd4 ; 800. Dd5, Dd4 ; 801. Dd5, Dd4 ; 802. Dd5, Dd4 ; 803. Dd5, Dd4 ; 804. Dd5, Dd4 ; 805. Dd5, Dd4 ; 806. Dd5, Dd4 ; 807. Dd5, Dd4 ; 808. Dd5, Dd4 ; 809. Dd5, Dd4 ; 810. Dd5, Dd4 ; 811. Dd5, Dd4 ; 812. Dd5, Dd4 ; 813. Dd5, Dd4 ; 814. Dd5, Dd4 ; 815. Dd5, Dd4 ; 816. Dd5, Dd4 ; 817. Dd5, Dd4 ; 818. Dd5, Dd4 ; 819. Dd5, Dd4 ; 820. Dd5, Dd4 ; 821. Dd5, Dd4 ; 822. Dd5, Dd4 ; 823. Dd5, Dd4 ; 824. Dd5, Dd4 ; 825. Dd5, Dd4 ; 826. Dd5, Dd4 ; 827. Dd5, Dd4 ; 828. Dd5, Dd4 ; 829. Dd5, Dd4 ; 830. Dd5, Dd4 ; 831. Dd5, Dd4 ; 832. Dd5, Dd4 ; 833. Dd5, Dd4 ; 834. Dd5, Dd4 ; 835. Dd5, Dd4 ; 836. Dd5, Dd4 ; 837. Dd5, Dd4 ; 838. Dd5, Dd4 ; 839. Dd5, Dd4 ; 840. Dd5, Dd4 ; 841. Dd5, Dd4 ; 842. Dd5, Dd4

IMAGINA

Au royaume
des nouvelles images

Un enjeu industriel et culturel pour l'Europe

Le super-ordinateur japonais Links 2, capable de générer de longs métrages entièrement synthétiques, le parc d'attractions sous-marin d'Apple simulé par l'infomatique, les séquences tournées en images artificielles pour les prochains films de Luc Besson et Jean-Jacques Annaud : la caravane féérique des nouvelles images s'installe à Monaco du 3 au 5 février pour la septième édition d'Imagina.

Ce forum, qui réunit chaque année informaticiens et artistes, images et machines, est organisé par l'Institut national de l'audiovisuel et le Festival international de télévision de Monte-Carlo. Il reçoit l'appui de la Commission des Communautés européennes, qui a confié à l'INA le soin de mettre en œuvre un plan d'action en faveur des nouvelles images dans le cadre du programme MEDIA. Sur ce marché, les pays européens disposent en effet de sérieux atouts pour concurrencer les Etats-Unis et le Japon.

DERNIÈRE-née des techniques de l'audiovisuel, inventée voici près de vingt ans dans le secret de la recherche militaire (simulation de vol, reconnaissance topographique), l'infomatique a suivi l'itinéraire de son illustre aînée, l'information, vers la vie civile, d'abord dans des applications industrielles (CAO-FAO), ensuite vers l'illustration et les représentations culturelles.

Deux dates marquent l'avènement des « nouvelles images » dans la communication audiovisuelle : à la fin des années 70, les animations infographiques apparaissent dans « l'espace public de la représentation » avec leur utilisation par la publicité télévisuelle. En 1980, le cinéma s'en empare avec le film *Tron*, produit par Walt Disney pour nous inviter à un voyage extraordinaire au cœur même du principe des images de synthèse : les circuits intégrés d'un ordinateur. Située entre ces deux extrêmes, la manifestation artistique et la simulation d'une réalité des objets de la sphère marchande, l'image de synthèse s'est peu à peu imposée sur nos écrans, à travers les génériques de télévision, les annonces météorologiques, le dessin animé, l'information, etc.

Aujourd'hui, en plaçant l'infomatique au rang des priorités du programme MEDIA (Mesures pour encourager le développement des industries de l'audiovisuel), la Commission des Communautés européennes (faisant suite en cela aux initiatives de certains pays membres de la CEE comme la France avec son « plan image ») : explicitement reconnaît l'importance stratégique de cette

technologie dans l'univers audiovisuel. La recherche d'une cohérence européenne dans le développement des techniques de communication audiovisuelle (télévision numérique, haute définition, vidéodisque, services télématiques), gage de la compétitivité de l'Europe face à ces concurrents nord-américains et japonais, ne pourra se faire sans une politique d'alliance et de partage des compétences.

Une production de terminaux spécialisés

Le marché mondial de l'infomatique enregistre depuis quelques années une croissance supérieure à celle du marché de l'information, à raison de plus de 25 % par an. Évalué en 1986 à 7 milliards de dollars — dont 2 milliards pour la seule Europe — ce marché comptera en 1990 pour plus de 20 milliards de dollars (soit près de 6 % du total des investissements en informatique). A l'intérieur de ce volume d'affaires, la conception assistée par ordinateur (CAO) a vu sa proportion passer de 30 % en 1982 à 66 % en 1986. Elle ne représentera plus en 1990 que 50 % des applications.

Dans les secteurs de la communication, le marché des équipements se segmente : d'une part, des matériels informatiques dits « universels », dont les fonctions classiques de traitement binaire de l'information ont été « détournées » de leurs tâches scientifiques ou de gestion vers la création graphique par l'exploitation de périphériques et de logiciels spécialisés ; d'autre part, le marché des équipements plus spécifiques,

dédiés exclusivement à la conception et au traitement des images.

Dans la première catégorie de marché, l'offre européenne de systèmes graphiques souffre de son infériorité dans le domaine des technologies de « hardware » vis-à-vis des Etats-Unis et dans une moindre mesure du Japon. L'accroissement du rôle des micro-ordinateurs dans la conception du graphisme numérique de communication, essentiellement à destination du « business graphic » — graphisme d'affaire qui représentait en 1986 un marché de matériel de l'ordre de 1 400 millions de dollars, soit 60 % du marché de la micro-infomatique — a fourni à des petites entreprises européennes d'ingénierie informatique un marché des logiciels ou des périphériques graphiques (Benson en France).

Dans le domaine des équipements spécialisés, les pays européens disposent de solides assises industrielles grâce à la présence de quelques-uns des plus grands fabricants mondiaux de matériels audiovisuels professionnels : Siemens et Bosch en RFA, Thomson en France, Philips aux Pays-Bas. Sur la base de ces capacités de productions nationales et des entraînements industriels (recherche et développement, sous-traitance, etc.) qu'elles peuvent susciter, des entreprises plus modestes ont su se placer sur des créneaux technologiques plus spécialisés.

Ainsi, dans le domaine des palettes 2D destinées à la création graphique, des sociétés comme Quantel en Grande-Bretagne, Dallm en RFA, X-Com et Gixi en France, ont pu consolider leurs activités sur le marché de l'audio-

visuel professionnel, et soutenir la concurrence vis-à-vis des Etats-Unis, et pour certains d'entre elles, conquérir une réputation internationale (Quantel réalise près de 25 % de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis).

Un développement multimédia

A l'emploi des ordinateurs graphiques dans la production vidéo, s'ajoutent désormais des utilisations dans des secteurs aussi divers que l'édition et l'imprimerie, le « design » industriel et commercial, la documentation...

Déjà, l'offre européenne a réagi à ces nouvelles orientations économiques des industries de l'image. Des stratégies d'alliances horizontales entre les différents constructeurs de matériels pour la communication se font jour : la firme allemande Hell, filiale de Siemens, leader mondial dans la fourniture des équipements d'imprimerie s'accorde avec le britannique Quantel pour assurer une comptabilité de leurs matériels. Dans le même registre, l'anglais Crossfield, concurrent de Hell, propose en coopération avec la société néerlandaise Acsthed, productrice d'une palette 2D, un système de création graphique pour l'édition.

Dans le domaine de l'animation audiovisuelle, d'autres alliances pourraient profiter des projets communautaires de télévision haute définition, ou d'une recherche européenne en génie logiciel.

Certes, le coût d'accès à ces formes d'expression graphique apparaît souvent dissuasif aux yeux des utilisateurs potentiels, et limite ainsi les profits portés par

la technologie aux effets spectaculaires du cinéma. Cependant, il n'est pas pertinent de considérer que la diffusion d'une technologie relève d'une situation « parfaite » du marché ou qu'une innovation (*a fortiori* lorsque celle-ci est d'ordre culturelle) est utilisée par ceux qui la jugent immédiatement rentable. Au contraire, l'intervention de l'ordinateur dans la création culturelle implique le risque et l'incertitude, et justifie de ce fait des politiques d'intervention publique.

Face à ces bouleversements, tant économiques que culturels, la Communauté européenne se devait d'inciter, comme elle le fait pour la recherche en informatique (programme Esprit) ou dans les télécommunications (programme Race), son propre développement des outils de création par ordinateur. Définir les cadres d'une information sur ces technologies, mais aussi répondre aux exigences de formation des hommes de la recherche et du développement, et favoriser une coopération européenne dans ce secteur, sont autant d'impératifs pour qu'existe une Europe de l'infomatique.

Déjà, la totalité des pays membres de la CEE ont répondu en décembre dernier à l'invitation de l'INA et de la Commission européenne à Barcelone, pour concevoir ensemble des politiques concertées de formation à l'infomatique. Première étape dans l'élaboration des propositions du programme MEDIA, afin d'ouvrir en Europe un champ d'exploration pour tous ceux qui veulent nous « donner à voir ».

LIONEL LEVASSEUR,
direction de la recherche-INA.

GRANDE-BRETAGNE

De la télévision à l'entreprise

LA Grande-Bretagne a joué un rôle important dans le développement, en Europe, de toute la gamme des images de synthèse. La place occupée par Londres en tant que centre important de télévision indépendante et de production cinématographique en est certainement une des raisons, de même que ses liens étroits avec les marchés américains et l'abondance de ses innovations techniques.

L'appareil courant utilisé pendant les années 80 pour réaliser des images de synthèse est une invention britannique, la Quantel Paintbox. A travers le monde entier, cette palette électronique a fortement influencé les techniques de production et façonné le style télévisuel pendant cette décennie.

Le public britannique s'est rendu compte pour la première fois que quelque chose de complètement nouveau et d'intéressant faisait son apparition sur le petit écran en octobre 1982, lors de l'inauguration d'une nouvelle chaîne de télévision, Channel 4.

Des barres, de couleurs vives, composaient le chiffre 4 en se rabattant vers le devant de l'écran dans un mouvement en trois dimensions, avant de se réassembler. La première apparition de ce logo a eu un tel impact qu'on en parlait longtemps après. Le fait qu'il soit toujours utilisé aujourd'hui est la preuve que l'animation par ordinateur peut braver le temps.

La guerre de Corée sur ordinateur

Electronic Arts et Digital Pictures furent les premières entreprises londoniennes à offrir des animations en trois dimensions, suivies bientôt de Cal Video Graphics. Parmi les autres qui ont pris place à la tête de ce marché, on peut citer Electric Image, Virgin Computer Graphics, Computer FX, Crown Computer Graphics et Amazing Array Productions.

Le premier spot publicitaire animé à l'aide d'un ordinateur à être diffusé à la télévision britannique fut créé par Digital Pictures en 1983 pour les pneus Michelin. Il a fallu à ces pionniers de l'ordinateur cinq mois pour réaliser ce travail, alors qu'aujourd'hui Digital Pictures entreprend des projets infiniment plus complexes en une semaine ou deux.

C'est ainsi que Digital Pictures a réalisé une séquence de six minutes d'animation par ordinateur, destinée à un documentaire diffusé en janvier et en février aussi bien par la BBC que par la télévision américaine, intitulé *La Guerre en Corée*. L'intérêt particulier du projet vient du fait que l'animation remplace la photographie aérienne, rendue impossible à cause des problèmes politiques posés par le tournage dans ce pays.

La jonction avec l'imprimerie

Digital Pictures releva le défi, en utilisant son nouveau logiciel « fractal » pour modeler le terrain, avec l'adjonction de brume pour rendre l'effet de la distance, et même de la neige sur les montagnes, afin d'harmoniser ces séquences avec celles qui étaient tournées en direct.

De telles réalisations, parce qu'elles font appel à l'avant-garde de la technologie, sont fort coûteuses. Ce qui rend le marché de l'animation par ordinateur très périlleux. De récentes expériences aux Etats-Unis ont été très amères pour les meilleures entreprises d'animation par ordinateur. L'une après l'autre, les grands noms du secteur ont disparu : Digital Pictures, Robert Abel, Omnibus et Cranston Curi n'existent plus. Il est clair qu'il n'y a pas la place pour un nombre infini d'entreprises qui voudraient se spécialiser dans l'animation par ordinateur.

Quantel est toujours en tête sur le marché des images de synthèse, mais il concentre ses efforts

actuellement sur la reproduction en couleurs. Un champ fascinant s'ouvre dès lors, situé au point de rencontre entre la technologie de l'imprimerie et celles des images de synthèse. La plupart des grands producteurs se lancent aujourd'hui dans le développement de ce marché énorme, où Quantel a été le premier à pénétrer.

La Quantel Graphic Paintbox est une version en haute définition de la Vidéo Paintbox existante. Elle permet au dessinateur de saisir des images photographiques, de les retoucher, de les agrandir, de les assembler en y ajoutant tous les éléments en images de synthèse voulus. La production de la machine peut alors être introduite directement dans un scanner reproducteur pour fournir les clichés en quadrichromie utilisés dans le processus final d'impression.

Mais c'est aujourd'hui à l'intérieur des grandes entreprises que l'image de synthèse connaît le plus spectaculaire développement. Le département audiovisuel de la plupart des grosses compagnies possède aujourd'hui des installations pour réaliser les images de synthèse, et beaucoup d'autres départements y ont également recours. Ce qui est particulièrement attirant pour les responsables de la communication institutionnelle, c'est que les images de synthèse peuvent réunir la production des diapositives, la vidéo et l'imprimerie en une seule unité.

Il fut un temps où les images de synthèse étaient avant tout le fruit de l'enthousiasme des créateurs. Mais, comme en témoigne le nombre d'entreprises qui ont disparu, l'enthousiasme ne suffit plus. Les révéurs n'existent pratiquement plus, car l'avenir appartient à ceux qui ont un sens des affaires poussé. Ceux d'entre nous qui ont suivi avec plaisir l'évolution de cet art au long des années espèrent cependant que le bon sens commercial peut s'allier avec un bon usage des idées créatrices.

BOB SWAIN



BULL.
L'ARBRE DE
COMMUNICATION.

Une entreprise, c'est comme un arbre. Pour grandir en taille et en puissance, elle doit posséder un système d'information et de communication performant et adapté.

Pour répondre aux exigences de l'entreprise, le Groupe BULL, au premier rang des constructeurs de systèmes informatiques et bureautiques mondiaux, propose une offre

intégrée, cohérente et évolutive pour une croissance harmonieuse.

L'expérience de BULL dans les domaines de l'informatique générale, scientifique et technique, la micro-informatique et la bureautique, est renforcée par sa maîtrise des réseaux de communication conformes aux normes internationales.

Les résultats des programmes de recherche et de développement de BULL et la coopération internationale aboutissent à une offre de solutions ouvertes et sectorielles parmi les plus avancées au plan mondial.

Des solutions compétitives et adaptées, l'expérience et la compétence de ses spécialistes ainsi que l'assistance d'un réseau de maintenance efficace, font de BULL un groupe présent avec succès dans plus de 75 pays.

BULL, l'arbre de communication.



هكذا من الاجل

ESPAGNE

Sur les traces des pionniers du fantastique

PARMI les précurseurs des images de synthèse, il faut faire figurer le peintre Don Francisco de Goya, dont Baudelaire disait qu'il était capable « de rendre le monstrueux vraisemblable ».

Mais c'est un Espagnol beaucoup moins connu, Segundo de Chomón, qui fut l'un des pionniers du cinématographe. En 1905, il monta sa caméra sur une échelle du Soleil, réalisant du même coup l'un des premiers documents filmés sur l'astronomie. Mais par-dessus tout Chomón fut l'un des premiers à inventer les effets spéciaux, les trucages qui permirent la création d'images « illusoires » et, par là, l'avènement d'une nouvelle forme de cinéma. Il fut l'un de ceux qui ouvrirent au cinéma les portes de la fantaisie et de la fiction, le document cessant d'être l'unique objet de la caméra.

En 1905, il réalisa *Service à l'hôtel électrique*, un hôtel où tous les serveurs sont des robots mécaniques capables de défaire les bagages, d'accrocher les vêtements dans les penderies, de cirer les chaussures, de raser les barbes et même d'écrire aux parents. Mais, à la fin, quelqu'un coupe le courant, et tout va à l'eau. Pour réaliser ce film, Chomón avait employé des fils invisibles, des éclairages spectaculaires, des trucages mécaniques... Il bricola même une caméra pour pouvoir tourner les images plan par plan. On peut donc considérer Segundo de Chomón comme l'un des fondateurs du cinéma d'animation et par conséquent l'un des « grands-pères » des images de synthèse.

Il fut le premier à installer à Barcelone un laboratoire de coloration des pellicules, dans un but comparable à celui des laboratoires actuels de coloration électronique (premier avatar de la synthèse d'images), mais avec une signification toutefois différente.

Plus tard, Chomón travailla en France pour Pathé, grand rival de Méliès, l'autre inventeur des effets cinématographiques. C'est là qu'il mit au point une infinité de trucages de caméra et de tournages, les premiers travellings, la superposition des images et bien d'autres découvertes qui allaient faire évoluer le cinéma. Dans *Liquéfaction des corps durs* (1909), il va déformer l'image de l'acteur jusqu'à ce qu'elle devienne un mannequin de fil de fer évoluant à son tour vers une masse informe. Aujourd'hui, cette manipulation de l'image est bien familière à tous ceux qui créent des images sur ordinateur.

Place aux inventeurs

Mais, en dépit de ces illustres prédécesseurs, Goya et Chomón, les films à effets spéciaux et trucages, les films fantastiques, n'ont pas connu de grands développements en Espagne. Excepté le dessin animé, qui, lui, de façon irrégulière, a réussi à survivre.

À la fin des années 40, en Espagne, la consigne était « Place aux inventeurs ». Mais, à l'époque, il était plutôt difficile de créer et d'inventer, surtout dans des domaines dépendant à la fois de la science et de la technologie. Curieusement, c'est pourtant dans ces années-là que le dessin animé connaît la plus grande productivité de son histoire : cent trente courts et quatre longs métrages. Une fécondité due en partie à un décret de l'époque stipulant que chaque dessin animé produit donnait droit à un certain nombre de licences d'importation de films d'images réelles. La disparition, dans les années 50, de ce singulier mécénat culturel franquiste sonna le déclin de la production de dessins animés, qui devint quasiment inexistante.

Il fallut attendre la croissance économique des années 60 pour qu'elle soit relancée. Grâce sur-

tout à la publicité, industrie naissante dont les censeurs du régime jugeaient le langage efficace et peu subversif. C'est la grande époque des studios Moro à Madrid et de ceux de Buch San Juan à Barcelone.

Dans le courant des années 1968-1969, des mathématiciens et des plasticiens se réunirent au centre de calcul de l'université de Madrid, sous la direction de E. Garcia Camero et de F. Briones pour étudier les différentes manières de « mettre la puissance de l'outil informatique au service de la composition et de la création d'œuvres plastiques ». Le « puissant outil informatique » en question n'était qu'un IBM 7090, à peine plus puissant que nos actuels ordinateurs domestiques. Mais un intéressant travail graphique allait naître de cette expérience, comme celui du peintre Barbadillo, que l'on a pu voir en 1986 au Siggraph. Se référant aux travaux du groupe de recherche de l'université de Madrid, un écrivain français disait : « Sous la boîte franquiste, de jeunes espagnols cherchent des langages d'expression du futur ».

À côté des maisons de production de dessins animés, pour la plupart petites, isolées et fragiles

économiquement, on trouve en Espagne les succursales des studios d'animation américains comme Filman, de Hanna Barbera. La majorité des animateurs actuels ont été formés dans les années 60, à la grande époque des comics, d'où des styles variés et originaux. L'Espagne est un pays où la tradition du dessin et de la création graphique est grande, mais aujourd'hui il est clair que l'offre et la capacité des dessinateurs espagnols sont supérieures aux possibilités de production. Citons néanmoins les *Voyages de Gulliver* et *Don Quichotte* (1979), de Cruz Delgado; *Histoires d'amour et de massacre* (1975), et la série télévisée « Molli, le petit koala » (1987), de Jordi Amorós, produit par Equip. Actuellement, cinq longs métrages sont en cours de réalisation.

Une technologie importée

Quant aux images de synthèse sur ordinateur, les premières maisons de production sont AIC, installée à Madrid en 1983, et Animatica, à Barcelone, l'année suivante. A la première, on doit quelques variations infographi-

ques autour du tableau de Velasquez, les *Ménines*. Les images produites par Animatica s'inspirent, elles, plutôt des comics et de l'illustration graphique. Elles ont d'ailleurs reçu plusieurs prix nationaux et ont figuré dans la plupart des sélections internationales de graphisme électronique. Animatica bénéficie du système Bosch et des systèmes Iris/Wavefront.

Trois ou quatre autres nouvelles maisons de production d'images de synthèse doivent bientôt voir le jour au sein de compagnies de post-production vidéo. L'objectif de toutes ces sociétés est avant tout de conquérir un marché publicitaire actif et d'un niveau créatif élevé, ainsi que le réseau de télévision bientôt composé de deux chaînes nationales publiques, cinq ou six régionales publiques, trois privées, sans compter les chaînes transmises par satellite.

Il faut pourtant déplorer, tant du point de vue esthétique que technologique, l'absence d'intérêt des enseignants et de l'Université pour l'animation et les images de synthèse. On compte bientôt en Espagne plus de chaînes de télévision que de palettes graphiques dans les écoles de beaux-arts.

Enfin, en ce qui concerne les images en trois dimensions, il faut signaler les travaux d'un groupe de chercheurs de l'université polytechnique de Catalogne.

On notera enfin la faible proportion de la technologie « made in Spain » — hardware comme logiciel — utilisée par les équipes graphiques, ce qui n'est que le reflet de la situation plus générale de l'informatique en Espagne. Sur plus de 300 000 millions de pesetas dépensés en Espagne en 1986 dans des produits informatiques, 93 % l'ont été dans des produits d'importation. La plus conséquente exportation informatique espagnole, provient d'une entreprise de Valence appartenant à IBM.

Les images de synthèse, ainsi que toutes les technologies digitales d'aide à la création (traitement de textes, musique de synthèse) ont pour vocation de décoller à la création technologique, industrielle, mais aussi artistique, de nouveaux champs d'application. Pour l'Espagne, pays traditionnellement plus littéraire et artistique que technique, et qui vient d'étranger sa modernité, elles devraient constituer une réponse naturelle.

XAVIER BRENGUER.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Un marché balbutiant

LORSQUE l'ombre à la silhouette bogartienne a terminé son périple le long des rues de Berlin et découvre enfin dans une chambre mystérieuse les dés marqués des initiales M.I., il y a dans la salle du Siggraph à Los Angeles, en juillet dernier, des applaudissements chaleureux pour ce film de huit minutes au titre-programme, *Mental Images*. Ce qui rend ces applaudissements remarquables,

c'est que, malgré la suprématie historique des animateurs américains, ils vont à une entreprise allemande, installée à Berlin. Quant à la deuxième contribution allemande, l'explosif *Black Trinitron* produit par Steiner Films, à Munich, il a été accueilli tout à fait favorablement, même s'il frappait surtout par ses qualités techniques.

La reconnaissance internationale du Siggraph est l'indice que l'animation par ordinateur en Allemagne est sortie de la petite enfance et a atteint le niveau international. Après avoir surmonté les difficultés liées à l'installation et à la maîtrise de cette nouvelle technique, la profession commence à s'interroger sur ses champs d'intervention et ses moyens artistiques. Les producteurs lèvent donc les yeux au-delà de leur travail et cherchent la confrontation avec la concurrence.

Contrairement à ce qui se passe en France, dans les studios de télévision allemands l'animation par ordinateur ne fait toujours pas partie des pratiques courantes de l'expression visuelle. Actuellement, seize maisons de production allemandes (et quatre filiales étrangères) s'emploient à faire bouger les choses en RFA. On peut les classer selon trois concepts. Mis à part les représentants de producteurs étrangers (France, Belgique et Luxembourg), on trouve d'abord quelques maisons de production qui — souvent depuis plusieurs années — se servent de l'animation par ordinateur comme d'un moyen artistique parmi d'autres.

Elles ont introduit sans façon les ordinateurs graphiques dans leurs matériels de studio et les proposent à leurs clients comme un produit complémentaire. On y présente souvent l'ordinateur comme une simple machine à effets spéciaux un peu sophistiquée. Cela ne veut pas dire qu'il ne sort de ces studios rien d'exceptionnel dans le domaine des images numériques.

Une clientèle prudente

Des productions comme le déjà nommé *Black Trinitron* recueillent bien une reconnaissance internationale, mais leur succès commercial, comme celui de *Bibi 77*, à Francfort ou de *Voss und Partner*, à Düsseldorf, ne dépend pas essentiellement de l'utilisation de l'animation par ordinateur. De l'autre côté, on trouve des producteurs qui s'y consacrent entièrement, comme Dino à Berlin et 4 Art à Munich. Pour la quasi-totalité, ces sociétés ont été constituées au cours des deux dernières années par des managers, le plus souvent informaticiens, qui ont vu dans les images numériques à haute valeur ajoutée un marché en pleine expansion.

Mais le marché en RFA grandit trop lentement pour le nombre

de studios qui s'ouvrent. Qui plus est, la clientèle des télévisions ou de la publicité est restée fort prudente, sachant que les nouveaux producteurs ou leurs clients avaient souvent payé fort cher leurs erreurs d'apprentissage. A cela s'est ajoutée l'énorme chute des prix du matériel. Ainsi n'est-il pas très étonnant que l'année 1987 ait enregistré deux faillites importantes : la Computer Animation Laboratories, créé depuis peu à Francfort, et un pionnier, Computer Grafik Design, à Stuttgart.

Les survivants de l'art numérique s'efforcent avec un zèle de missionnaire à ouvrir et à élargir le marché de l'animation par ordinateur. Les Berlinois de *Mental Images*, épanouies par des spécialistes américains, attribuent à leurs animations, au-delà de la télévision et du cinéma (« logos volants »), les domaines suivants : architecture, architecture intérieure, construction de stands, scénographie, design/mode, industrie, science... Eux et d'autres animateurs voient dans la simulation de phénomènes physiques et dans la visualisation de processus abstraits et inobservables un champ d'intervention très important.

Une formation insuffisante

Mais un obstacle sérieux se dresse devant tous ces missionnaires. Pendant que, en France, les nouveaux créateurs reçoivent des subventions généreuses de l'Etat, leurs collègues allemands ne peuvent compter que sur les clients privés. Seule la société hambourgeoise Isys bénéficie du soutien du ministère fédéral de la recherche, de la technique et du développement. Cela non pour les qualités artistiques de ses animations, mais parce qu'elle se préoccupe avant tout de développer des matériels nouveaux. Grâce à l'utilisation de calculateurs parallèles et de puces à grande capacité, Isys devait faire sensiblement baisser les prix des configurations d'ordinateurs graphiques. Mais au-delà de ces allocations de recherche, il ne faut guère compter sur l'Etat. Des prix de 30 000 DM, 1 000 000 DM ou plus, pour de courtes séquences d'animation, ont peu d'attrait pour l'administration, les urbanistes, et les institutions scientifiques.

Il paraît donc douteux que les entreprises d'animation par ordinateur autonomes, dans ces secteurs comme dans d'autres plus traditionnels, produisent des œuvres fructueuses ou connaissent la réussite économique. Partout manque la cohésion du travail. Les grandes entreprises en Allemagne craignent par-dessus tout de se laisser inspirer par des créateurs indépendants. Ainsi, la grande firme de Brême Krupp Atlas Elektronik, filiale du Konzern Krupp, qui développe des systèmes de simulation pour le pilotage des navires, l'armée et le

contrôle des centrales nucléaires, ne voit aucune raison de se référer à l'expérience des animateurs sur ordinateur. Peu de liens également avec le film à effets spéciaux traditionnel. Pour la plupart, ce sont des informaticiens et des mathématiciens qui planent, les graphistes, designers et surtout cinéastes formés étant encore rares.

L'explication tient sans doute à la situation dans les universités. Partout, cette discipline manque d'argent, d'enseignants et de matériels. La technique fait peur aux professeurs, qui n'ont pas la moindre idée de ce qu'est un ordinateur. Et ceux qui s'y intéressent doivent se battre contre l'inflexible administration universitaire. Le temps qu'un ordinateur soit accordé et acheté, il est souvent déjà dépassé. Des efforts louables ont pourtant été tentés à l'Académie des beaux-arts de Stuttgart, à l'université de Brême et à Berlin.

À Stuttgart, le cours d'effets spéciaux du professeur Ade a eu la possibilité d'effectuer des travaux pratiques sur l'ordinateur de la société Polygon. Son directeur commercial, Thomas Haegeler, lui-même graphiste, assure un cycle d'enseignement à l'Académie. Du coup, les demandes d'inscriptions dépassent largement les places disponibles. À Brême, le groupe de recherche Dynamique Complexe du professeur Peitgen reçoit des subventions de l'Université et se consacre essentiellement à la visualisation des problèmes mathématiques. Au Projet Art Com de Berlin, créé il y a peu par le professeur Banerwart, on essaie, par la collaboration entre l'Ecole des beaux-arts et l'industrie publicitaire, d'abattre les barrières de la formation universitaire. Là où s'arrête la formation dispensée par l'Etat, s'ouvrent des possibilités pour les institutions privées. L'Institut Media Digital à Munich est la seule institution allemande à offrir quatre mois de formation de graphiste sur ordinateur, formation qui comprend un stage sur station 3D.

Les travaux allemands convainquent surtout pour leur précision et la présentation homogène des produits dans les spots publicitaires. Cela n'empêche pas les budgets de production allemands d'aller régulièrement en Grande-Bretagne ou en France. Tant que les Français brilleront de toute l'éclatance de leur look, tant que les Britanniques s'imposent par leur humour, ils seront supérieurs au travail « fait main » des Allemands. Mais l'Allemagne est grande parmi les animateurs allemands de voir s'exporter quelques-uns des rares gros budgets de production, car les commandes dépassant 100 000 DM sont exceptionnelles, et les budgets moyens sont ratisés par les petits studios utilisant des techniques bien adaptées et meilleur marché.

JENS THEO MÜLLER et ROLAND SPRUNG.

**DÉCOUVREZ
LA 4^e DIMENSION DU 3D**



IMAGINA, c'est le rendez-vous international des professionnels de l'image : créateurs, chercheurs, industriels, décideurs, techniciens, spécialistes de la communication. Ils retrouvent chaque année pour voir et découvrir les plus récentes techniques de l'image intelligente.

Entièrement consacré à l'image de synthèse et aux effets spéciaux (télévision, cinéma, arts graphiques, image, publicité, animation, simulation, modélisation), IMAGINA est le point de rencontre obligé des créateurs et des utilisateurs du monde entier.

Vous aussi, venez découvrir la nouvelle dimension de l'image de synthèse du 3 au 5 février 1988 à Monte-Carlo.

I M A G I N A
7^{ème} FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO

Pour recevoir le programme détaillé et le bulletin d'inscription, renvoyer ce coupon à :
IMAGINA - Monte-Carlo, B.P. 229 - 9564 PARIS CEDEX 12.
Tél. : 93.30.87.01 - (1) 45.23.08.16. Telex : 469 760 MC.

Nom : _____
Profession : _____
Société : _____
Adresse : _____

ARTS

L'ouverture du Musée national d'art africain à Washington

En face de la Maison Blanche : l'Afrique noire

Fin septembre, le premier musée national consacré aux arts africains ouvrait ses portes aux États-Unis. Il est amarré à Washington, à quelques encablures de la Maison Blanche. Aujourd'hui, en présentant cinq expositions, il a atteint sa vitesse de croisière. Un paquebot de luxe.

« L'art africain ? Connais pas ! », affirmait Picasso, un peu irrité des questions sur les « sources primitives de son œuvre ». L'auteur de cette boutade avait raison. Il n'existe pas, bien sûr, un art africain, mais une infinité d'expressions artistiques nées au sud du Sahara. Cette évidence est immédiatement perceptible à qui met les pieds dans un des musées qui leur sont consacrés depuis trois quarts de siècle. Le plus récent est situé aux États-Unis. C'est ici le premier du genre.

Il se trouve en bordure du périmètre sacré, parmi les mastodontes culturels qui prospèrent à l'ombre du Capitole. Le benjamin de cet impressionnant troupeau est un édifice enfoncé derrière le Smithsonian Castle, une construction néogothique de brique rouge, siège de l'administration centrale chargée de veiller sur quatorze établissements qui vont du Zoo à la National Gallery et du Space and Air Museum à l'Art and Industries Building.

Du jardin victorien dont la remise en état a coûté 3 millions de dollars à M^{me} Enid Haupt, n'émergent que les coupes de cuivre qui signalent l'entrée du Musée d'art africain et les pyramides de la Sackler Gallery, son homologue dédié à l'Asie. Ce complexe souterrain a nécessité 73 millions de dollars et près de quatre ans de travaux. Il a été conçu par l'architecte japonais Junzo Yoshimura. Jean-Paul Carlihan, Français installé depuis longtemps à Boston, en a été le maître d'œuvre. L'espace d'exposition dévolu à l'Afrique est de 7 000 mètres carrés sur deux niveaux, éclairés par d'ingénieux puits de lumière.

Force de frappe financière

On y trouve également une bibliothèque de quinze mille volumes, les archives d'Elton Rissfon, un ancien photographe de *Life*, deux cent vingt mille clichés et une cinquantaine de films ; des réserves ; un atelier de restauration et un laboratoire entièrement informatisé. Le tout a fait paillir d'envie les malheureux conservateurs français. Le musée, dirigé par Silvia Williams, emploie cinquante-quatre personnes. Son budget annuel est de l'ordre de 3 millions de dollars.

Philipp Ravenhill, le conservateur en chef de la monnaie toute britannique, a passé quinze ans de sa vie en Côte d'Ivoire. Il a maintenant la charge des six mille objets abrités par l'établissement. La Smithsonian

Institution a réuni ici ses collections africaines éparpillées ailleurs (en particulier une série de bronzes du Bénin, appartenant au Hirshhorn Museum, aujourd'hui entièrement dévoué à l'art contemporain occi-

de à montrer que le souci esthétique des artisans africains explore aussi cette voie. Ainsi cet appui-tête en bois clair, d'une découpe minimaliste, subtilement ponctué d'une incrustation d'aluminium. L'espace



« Maternité » vill (Congo) en ivoire

dental). Grâce à sa force de frappe financière, le musée augmente rapidement son fonds initial.

Une grosse collection belge a quitté l'Europe au bloc pour les rives du Potomac. Mais, plutôt que d'étaler massivement ses richesses, les responsables du musée préfèrent les présenter par roulements à travers des expositions thématiques. Chacune d'entre elles génère son propre espace grâce à un système de cloisons éphémères, coûteux mais modulable à l'infini. Le moindre détail — socle, vitrine, éclairage, signalisation, parcours — est étudié avec le plus grand soin. Richard Franklin, designer attaché à plein temps au musée, a résolu avec succès cette muséographie mouvante et d'un raffinement extrême. L'accent est mis sur l'esthétique des pièces et non pas sur leur fonction : nous ne sommes pas dans un musée d'ethnologie. Ce parti pris n'exclut pas les objets de la vie courante. L'une des expositions s'atta-

quait aux textiles contemporains et une autre illustration de cette démarche.

Le musée en a acquis quelque mille cinq cents et il en présente un échantillon significatif. En dehors des différentes techniques, ce qui frappe le visiteur, c'est l'invention constante des tissages. La symétrie trop sage est soudain brisée par des éléments placés pour tromper l'œil : une lame vermillon illumine un damier blanc et bien. La disposition du motif dont le savant désordre rythme une composition strictement dosée. À l'évidence, l'art africain ne doit pas être cantonné au rituel ou au magique.

Les royaumes africains ont d'ailleurs développé un faste dont on a, à Washington, un bel exemple à travers l'exceptionnelle collection de bronzes du Bénin rassemblée par Joseph Hirshhorn. Une trentaine de pièces qui viennent toutes de la même région, au cœur du Nigeria, et dont la capitale fut ravagée par une expédition punitive anglaise en 1897. Les troupes britanniques firent main basse sur les trésors royaux qui, plus tard, furent dispersés à travers l'Europe. Les têtes de bronze, apurées, des princes, et les plaques du même métal montrent la qualité de la décoration du palais de l'Obe du Bénin. Un art qui tend au naturalisme autant par sa facture que par ses thèmes : hauts dignitaires, musiciens, paysans, marchands, flanqués de soldats en armes

— parfois des mercenaires portugais — scènes de guerre et de chasse qui corroborent la description que le Hollandais Dapper fit de ce royaume dès le dix-septième siècle.

Autour, un panorama de cent cinquante pièces des différentes civilisations africaines donne un aperçu des richesses du musée et de l'exigence de la sélection. On passe d'une terre cuite de Jemé (Mali) à une « maternité » vill (Congo) en ivoire, à la patine presque rouge, d'un masque de jeune fille tchokwé (Zaire-Angola) en bois, fibres et tissu à une coupe divinatoire yoruba (Nigeria) dont le pied figure un cavalier avec sa monture.

Mais le clou du musée est aujourd'hui l'exposition consacrée aux cycles de la vie qui emprunte à toutes les cultures de l'Afrique subsaharienne mais qui fait aussi appel à toutes les collections publiques et privées de la planète, françaises comprises. Les différents personnages suggérés ou décrits par le sculpteur sont à la fois héros mythiques, ancêtres et symboles de ce qui constitue l'univers mental et psychique de ces peuples. Tout à tour sont évoqués la naissance : doubles figures de la fertilité asbanti (Ghana), couple primordial dogon (Mali), images multiples de la mère et de l'enfant (Vill, Kongo, Yoruba...).

Influence étrangère

Ensuite sont évoqués les rites de passage d'une classe d'âge à l'autre : masque de danse bundu (Libéria), avec son otte art-déco et sa patine « téléphone » ou celui-ci, fang (Gabon), en bois et kaolin qui fait irrésistiblement penser à Brancusi. Puis les liens avec l'au-delà : plateau divinatoire yoruba (Nigeria) qui, dès le dix-septième siècle, avait trouvé sa place dans un « cabinet de curiosités » européen ; grand fétiche en bois du royaume, à la fin du quinzième siècle, qu'un attribut du pouvoir dont on peut voir aussi, côté traditionnel, une tête de « reine-mère » du Bénin (archéologue) présentée par le British Museum. Le pouvoir colonial qui se met en place laisse de nombreuses traces. Un sculpteur a représenté sur une porte en bois la visite d'un planteur anglais. Une œuvre qui dénote son étonnante maîtrise des hauts-reliefs et du génie de la couleur. Le nom de l'artiste est connu. Il s'agit d'Olowé, natif d'Ile (Nigeria), mort en 1938. Cette identification va à l'encontre du cliché tenace qui voudrait que l'art africain ne soit que « l'expression anonyme de tout un peuple ».

Pour contredire ce truisme, Philip Ravenhill organise l'année prochaine une exposition sur les maîtres sculpteurs africains et dès l'automne il fera venir les œuvres d'une femme sculpteur nigérienne, Sokari Douglas Camp : des sculptures d'acier sonde tridimensionnelles. L'art africain ne s'est pas arrêté avec l'urbanisation et la décolonisation. Le musée de Washington le prouve.

EMMANUEL DE ROUX.

Une monographie et une correspondance inédite

Le retour de Fernand Léger

Un volume de correspondance inédite, une monographie volumineuse : voilà que l'on s'intéresse enfin au grand Léger. Il était temps.

Léger, Fernand Léger, ce grand peintre un peu délaissé, avait, semble-t-il, un goût fort prononcé pour les femmes. Il les peignait volontiers, nues de préférence, et monumentales. Il les aimait tout aussi volontiers, violemment et peu discrètement, et leur écrivait d'immenses lettres. Ce sont ces correspondances que l'on publie enfin, et qui se révèlent d'une rare richesse, garnies de réflexions, de jugements et de courts récits de voyages ou de conversations. Un bavardage, sans doute, mais un bavardage substantiel.

L'une de ces correspondances est, si l'on peut dire, légitime : Fernand raconte à Jeanne, son épouse, ses voyages dans le monde entier, sa traversée de la France de 1940 et son exil américain. L'autre est un peu moins « honnête ». Elle s'adresse à une dame Simone, avec laquelle Léger entretenait une liaison de neuf ans, de 1931 à la guerre. À l'une comme à l'autre, mais que le ton change selon les destinataires, à la femme et à l'égérie, Léger se raconte et raconte sa peinture en style télégraphique, sautant d'un ami à l'autre, d'une futilité à une confidence. Et l'on apprend au vol que Léger dessinait des esquisses d'après les animaux du Muséum, que ses tableaux font « très bonne impression » à New-York ou que Romain Rolland est un rien

« mélo ». On y capture aussi des pensées dans le style de celle-ci, à propos de Cézanne : « C'est au fond un brave bonhomme de peintre qui ne casse rien — et qui a permis à des gars un peu plus gros de voir le jour — c'est déjà pas mal ». Voilà de la gratitude de peintre...

Il convient désormais de reprendre l'analyse de Léger grâce à ces documents inestimables et de s'en servir pour déconstruire, plus savamment qu'on ne l'a tenté jusqu'ici, la complexité d'une peinture qui affronte les difficultés du « moderne », la frontalité et la couleur en volume, et ne paraît simple que pour mieux masquer ses ruses et ses adresses. Georges Banquier, qui publie les lettres à Jeanne à l'intérieur d'un livre mi-biographie mi-recueil de souvenirs (il fut le mari de l'académiste où Léger a enseigné des décennies durant), s'y exerce par places. Il cède souvent à un excès de pitié, assurément, mais l'illustration est d'une abondance remarquable, et l'on a plaisir à lire un ouvrage français sur Léger, qui avait jusqu'ici plus de commentaires à Buffalo qu'à Paris. Les lettres à Simone ont elles fait l'objet d'une annotation savante de Christian Derout, qui semble tout savoir de qui signait ses lettres : « Ton ours marin ».

PHILIPPE DAGEN.

★ *Lettres à Simone*, Fernand Léger, éditions Skira et MNAM, 288 pages, 198 F.

★ *Fernand Léger*, Georges Banquier, éditions Maspéro, 366 pages, 620 F.

★ Le MNAM présente actuellement la *Famille couchée*, de 1913-1914, avant son attribution au Musée de l'Œuvre d'Asco où elle rejoindra les Léger de la donation Masur.

La bonne année de François Léotard

« Comme François n'a pas osé vous le dire, je vous dirai : à l'année prochaine », André Santini, secrétaire d'Etat à la communication a ainsi conclu, après le ministre de la culture, son intervention devant la presse rassemblée pour la traditionnelle cérémonie des vœux. Le ministre a souri, bien qu'il ait visiblement en tête d'autres projets pour cette date.

Aussi sa propre allocution ressemblait-elle plutôt à un bilan de son action à la tête du ministère depuis bientôt deux ans. Il a néanmoins indiqué que 1988 serait l'année des grandes échéances pour un certain nombre de travaux en cours, le début de l'ouverture du Grand Louvre, l'achèvement de l'Opéra de la Bastille — il doit faire une déclaration concernant le sort des st-

liers à la fin du mois de janvier — l'extension des Archives nationales. Le réaménagement du jardin des Tuilleries qui doit également être amorcé.

En province, divers musées d'art contemporain s'ouvriront à Nice et à Grenoble ainsi que des théâtres à Lille, Bordeaux, Orléans et Nice. Le ministre s'est également félicité du nouveau paysage de l'audiovisuel, en dépit de « quelques problèmes d'adaptation ». Le secrétaire d'Etat a, quant à lui, souligné l'intérêt qu'il porte à la presse écrite, et prêt à soutenir des « états généraux de la presse » à celle-ci en prenant l'initiative.

Des vœux pleux.

E. de R.

MUSIQUE

« Roméo et Juliette » de Berlioz, aux Champs-Élysées

John Nelson le berliozien

John Nelson s'était révélé en dirigeant à Genève l'admirable intégrité des *Trois ans* en 1974. Cet Américain né à Costa Rica fut ensuite avec Serge Baudo l'un des principaux chefs du Festival Berlioz à Lyon ces dernières années, et c'est très naturellement que Radio-France lui a confié le soin de monter les œuvres du grand Hector avec le Nouvel Orchestre philharmonique, à commencer par *Roméo et Juliette*, jeudi soir au Théâtre des Champs-Élysées et sur France-Musique.

Sans revenir sur l'œuvre elle-même (cf. *le Monde Radio-télévision* du 3 janvier), on louera l'excellente mise au point et mise en scène de cette vaste symphonie dramatique. Pas très grand, mais très autoritaire, Nelson tient constamment en haleine l'orchestre et les chœurs par une baguette et des gestes très expressifs qui répartissent à merveille les différents plans du décor et du récit, d'un relief sonore si particulier ; sa direction, d'une grande virtuosité descriptive, quasi cinématographique parfois, allie pittoresque, charme et mystère avec une spontanéité toute berliozienne.

Peut-être cependant cette vision reste-t-elle un peu extérieure, Nelson n'a sans doute pas encore le fluide magique d'un Munch ou d'un Georges Prêtre qui, il y a tout juste trois ans, offrait ici, avec l'Orchestre

national, une interprétation si chaleureuse et si poignante de ce *Roméo*.

Le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, captivés par ce Berlioz très intense, donnaient le meilleur d'eux-mêmes avec, en soliste, la voix sombre de Sara Walker chantant la tristesse de *Roméo*, les délicieuses gammaneries du ténor Frédéric Planck et l'étonnant Frère Laurence de Laurence Albert, un Noir américain de grande allure qui a besoin d'étranger beaucoup ses aigus. Mais quel beau personnage !

Roméo est redonné ce vendredi à Radio-France en concert privé pour la société Europe Computers Systems, mécène du NOP pour ses enregistrements de Franck, Saint-Saëns et Florent Schmitt.

JACQUES LONCHAMPT.

ETOILE DE MOSCOU
Restaurant Spectacle russe
Orchestre et attractions Tziganes
LA GRANDE VEDETTE TEREZA
6, rue Armand HOUSSEAU
45-83-63-12
GRAND RÉVEILLON RUSSE
LE 13 JANVIER

TSAREVITCH
DINER-SPECTACLE
à partir de 21 h
Malva et ses tziganes
1, rue des Capucins (à l'Est) 45-14-71-88
GRAND RÉVEILLON RUSSE
le 13 janvier

Pour salles voir lignes programme

Tout peut arriver dans Soigne ta droite.
D'ailleurs tout arrive.

LE MONDE



SOIGNE TA DROITE
DE JEAN-LUC GODARD
PRIX LOUIS DELLUC 1987

RENTREE 88

CRETEIL RENDEZ-VOUS AVEC

LE THEATRE

**DU 8 JANVIER
AU 6 MARS**
CRÉATION

BECKETT

MERCIER ET CAMIER
Mise en scène Pierre Chabert

LA DANSE

**du 23 AU
28 JANVIER**

MAGUY MARIN

**DES PETITS BOURGEOIS
LES 7 PÉCHÉS CAPITAUX**
de Kurt Weill et Bertolt Brecht
Lyon Opéra Ballet
Compagnie Maguy Marin

L'OPERA

**19, 21, 23
FÉVRIER**

LE NOZZE DI FIGARO

Orchestre N°1 de l'Île-de-France
Direction : Jacques Mercier
Mise en scène : Denis Krief

LOCATION OUVERTE : TÉL. 48.99.18.88
VOUS POUVEZ ENCORE VOUS ABONNER !
RENSEIGNEMENTS : 48.99.94.50

Spectacles

théâtre

De ne sont pas jouées le mercredi.
O : Horaires irréguliers.

SPECTACLES
NOUVEAUX

LA DERNIÈRE BANDE. Théâtre de la Cité internationale (45-89-38-69). 20 h 30.
LE PRINCE DES RATS. Théâtre d'Essonne de Paris (42-76-46-42). 21 h.
QUAND J'AVAIS CINQ ANS, JE M'AI TUÉ. Théâtre du Ranelagh. 5, rue des Vignes (42-88-64-44). 20 h 30.
LE PUBLIC. Théâtre national de la Colline (43-66-13-60). 20 h 30.
RUE BLANCHE, UN MIROIR POUR LA MÉMOIRE. Petit Théâtre (46-74-44-30). 10 h 30 et 18 h.
TOMAS, TEREZA, SABINA, FRANZ ET LES AUTRES. Théâtre 347 (48-74-44-30). 20 h 30.
DIEU A MORT. Théâtre de Ménilmontant (11, rue du Retrait, 75020 Paris). 18 h 30 et 20 h 45.
FEMMES DE CIRQUE. Paris de la Vilette (12, rue de la Clôture). Sous chapiteau (48-45-30-30).
LINE OU LE PREMIER. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80). 20 h 30.
LA TAUPÉ. Théâtre de la Porte-Saint-Martin (46-07-37-53). 20 h 45.
MERCURI ET CARMEL. MOZART AU CHOCOLAT. Maison des arts de Créteil (48-99-18-88). 20 h 30.
L'AYARE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17). 20 h 30.
SUZANNA ANDLER. Théâtre 13 (45-88-16-30). 20 h 45.

Les autres salles

ARLEQUIN. RESTAURANT-THÉÂTRE (45-89-43-22). O Ne reste que l'amour. 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT. (45-87-23-23). Daphnis et Chloé + l'île de Tulipatan. 20 h 30.
BATACLAN. (47-00-30-12). Zozo. 20 h 45.
BOUFFES PARISIENS. (42-96-40-24). O L'Exécuteur. 20 h 45.
CARRÉ SILVIA MONFORT. (45-31-28-34). O Iphigénie. 20 h 30.
CARTOUCHE ET ÉPÉE DE BOIS. (48-08-38-74). O Volpique au remède. 20 h.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPESTE. (43-28-36-36). Salle 1. La Vénus à la fourrure. 20 h 30. La Pragmatique. 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DU SÔLEIL. (43-74-24-08). L'Indice ou l'Inde de leurs rêves. 18 h 30.
CENTRE WALLON-BRUXELLES. (45-96-12-37). La Revue Paris-Gipsy (Festiva d'automne à Paris). 20 h 15.
CHAPITEAU ANNIE-FRATTELLI. (48-45-20-20). O Femmes de cirque. 20 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE. (45-89-38-69). La Galerie. La Dernière Bande. 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN. (47-42-43-41). O Reviens dormir à l'Élysée. 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES. (47-13-17-21). Mon Faust. 20 h 45.
COMÉDIE ITALIENNE. (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation. 20 h 30.
DAUNOU. (42-61-69-14). O Monsieur Masure. 21 h.
DOX-MUIT THÉÂTRE. (42-26-47-77). S.O.S. 20 h 30.

LA
PASSION
DE
JEANNE D'ARC
CARL TH. DREYER

4 projections avec orchestre du 14 au 17 janvier

Copie restaurée par la Cinéma-thèque Française

Création d'une musique originale de Arnaud Petit

per l'Ensemble InterContemporain, direction Mark Foster

Réalisation Jean

Une coproduction La Cinéma-thèque Française, Institut-Centre Georges Pompidou

avec le concours de la Fondation Gen pour le Cinéma,

au Centre National de la Cinéma-thèque et de Gaumont

Nanterre Amandiers

7, avenue Pablo Picasso - 92000 Nanterre Location (1) 47211881

Vendredi 8 janvier

Les concerts

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE. (43-66-43-60). O Le Public. 20 h 30.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT. (42-56-60-70). Pédale seule. Le Trio en mi bémol. 21 h.
TINTAMARRÉ. (48-87-33-82). O Arrivez les filles. 18 h 30. Le Démonstrateur d'avion le plus fin de l'année. 22 h 15.
TOURTOUR. (48-87-82-88). Pédale sur ses. 19 h. Professeur initiateur! Et en plus... 20 h 30. Pédale Broché. 22 h 30.
ZÉBRE. (43-51-53). Pédale. 18 h 30. La maison accepte l'échec. 20 h 30.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT. (47-84-24-24).
D'ici viendra Johnny ? (1963), de Noël Howard. 16 h. Tout ce que le ciel permet (1953, v.a.s.), de Douglas Sirk. 19 h.
Enquêtes à Chicago (1949, v.a.s.), de Lewis Allen. 21 h.
CENTRE GEORGES-POMPIDOU. (42-78-35-57).
Vendredi
Whispering Ghosts (1942, v.a.), de Alfred L. Werker. 15 h. Les Gendarmes (1961, v.a.), de Mario Camerini. 17 h.
C'est moi le héros (1950, v.a.), de Fred Zinnemann. 19 h.
SALLE GARANCE.
CENTRE GEORGES-POMPIDOU. (42-78-37-29).
Vendredi
Hommage à Pierre Braunberger : L'homme du jour (1937), de Marcel L'Herbier. 14 h 30. Pierre Boulez (1965), de Michel Fano. 17 h 30. Le Salaire du péché (1956), de Denys de La Patellière. 19 h 30. Comme je me vent (1969), de Jean-Louis Comolli. 20 h 30. Fric-Frac (1939), de M. Lehmann et Claude Autant-Lara. 20 h 30.

Les exclusivités

AEINIGMA. (11, v.f.). Rex. 2 (42-36-83-73). UGC Montparnasse. 9 (45-74-94-94). La Galerie. 13 (45-80-19-03).
L'AGE DE MONSIEUR EST AVANCÉ. (Fr.). Reflex Logos II. 9 (43-34-42-34).
LES ANGES DU DÉSIR. (Fr.-all.). 12 (42-12-12). Brette. 9 (42-23-57-97). Saint-André-des-Arts. 1 (43-26-48-18). Gaumont Colisée. 9 (43-59-29-46). La Bastille. 11 (43-54-07-78).
L'AMÉ DE MON AMIE. (Fr.). Lucien. 9 (45-44-57-33). Élysée Lincoln. 9 (43-59-36-14).
AU REVOIR LES ENFANTS. (Fr.-all.). Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26). Gaumont Opéra. 2 (47-42-42-13). 14 Juillet. Odéon. 9 (43-52-59-83). Gaumont Ambassade. 9 (43-59-19-08). Les Montparnasse. 14 (47-42-52-37).
L'AVENIR. Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). UGC Danton. 9 (42-25-10-30). UGC Normandie. 9 (45-63-16-16). v.f. Rex. 2 (42-36-83-73). UGC Montparnasse. 9 (45-74-94-94).
PARMONT. UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-01-59). UGC Gobelin. 12 (43-36-23-44). Mistril. 14 (45-39-32-43). Pathe Montparnasse. 12 (43-36-23-44). UGC Convention. 15 (45-74-94-94). Le Maillo. 17 (47-48-06-06). Pathe Clichy. 18 (45-22-46-01). Trois Sorcières. 19 (42-06-79-79).
AVRIL BRISÉ. (Fr.-all.). Utopia Champollion. 5 (43-26-84-65).
LA BAMBÈ. (A. v.a.). UGC Emittage. 9 (43-63-16-16). v.f. UGC Emittage. 9 (43-63-16-16).
BIGFOOT ET LES HENDERSON. (A. v.a.). George V. 9 (45-62-41-46). v.f. Gaumont Opéra. 2 (47-42-60-33). Maxville. 9 (47-70-72-86). UGC Gobelin. 12 (43-36-23-44). Les Montparnasse. 14 (43-37-52-37). Gaumont Convention. 15 (48-28-42-27).
CARAVAGGIO. (Brit. v.a.). Cité Beaubourg. 9 (42-71-32-36). Chry Palace. 9 (43-54-07-78).
CAYENNE PALACE. (Fr.). Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26). Rex. 2 (42-36-83-73). UGC Montparnasse. 9 (45-74-94-94). UGC Odéon. 9 (42-25-10-30). UGC Biarritz. 9 (45-62-20-40). UGC Boulevard. 9 (45-74-94-94). Convention Saint-Charles. 15 (45-79-33-00).
CHAMBERLAIN VUE. (Brit. v.a.). 14 Juillet. Parassia. 9 (43-26-38-00). La Triomphe. 9 (45-62-41-46).
LA CONFÉRENCE DE WANNSEE. (All. v.a.). Les Trois Luxembourgs. 9 (46-33-97-71).
CREPSCOW 2. (A. v.a.). Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26). v.f. George V. 9 (45-62-41-46). Maxville. 9 (47-70-72-86).
CROCODILE DUNDEE. (Aust. v.f.). Pathe Français. 9 (47-70-72-86).
DE GUERRE LASSE. (Fr.). Gaumont Ambassade. 9 (43-59-19-08). George V. 9 (45-62-41-46). Parassia Opéra. 9 (47-42-56-31). Fauvette. 13 (43-31-56-86). Gaumont Aléa. 14 (43-27-84-50). Sept Parassia. 14 (43-20-32-20). Gaumont Convention. 15 (48-28-42-27).
LES DENTS DE LA MER 4. LA REYVANCHE. (A. v.a.). Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26). Pathe Marignan-Concorde. 9 (43-59-82-82). UGC Normandie. 9 (45-63-16-16). v.f. Maxville. 9 (47-70-72-86). Parassia Opéra. 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-01-59). Fauvette. 13 (43-31-60-74). Mistril. 14 (45-39-32-43). Mistril. 14 (45-39-32-43). Images. 18 (45-22-46-01). La Gambetta. 20 (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR. (Brit.-J. v.a.). Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Cité Beaubourg. 9 (42-71-32-36). 14 Juillet. Odéon. 9 (43-25-10-30). Brette. 9 (42-23-57-97). Racine Odéon. 9 (43-26-19-08). La Pagoda. 7 (47-03-12-13). Pathe Marignan-Concorde. 9 (43-59-82-82). Publicis Champe-Élysées. 9 (47-20-76-21). Max Linder Parassia. 9 (48-24-88-88). Gaumont Aléa. 14 (43-27-84-50). 14 Juillet. Beaubourg. 15 (45-74-94-94). Kinepanorama. 15 (43-06-50-50). Pathe Marignan. 16 (45-25-27-06). Le Maillo. 17 (47-48-06-06). v.f. Saint-Lazare-Passier. 9 (43-67-33-43). Pathe Français. 9 (47-70-72-86). Les Nation. 12 (43-43-01-59). Fauvette. 13 (43-31-60-74). Pathe Montparnasse. 14 (43-20-12-06). Gaumont Convention. 15 (48-28-42-27). Pathe Wepler. 18 (45-22-46-01). La Gambetta. 20 (46-36-10-96).
DIRTY DANCING. (A. v.a.). Forum Arc-en-Ciel. 1 (42-97-53-74). Pathe Marignan-Concorde. 9 (43-59-82-82). v.f. Pathe Impérial. 2 (47-42-56-31). Pathe Montparnasse. 14 (43-20-12-06). Pathe Clichy. 18 (45-22-46-01). Trois Sorcières. 19 (42-06-79-79).
FULL METAL JACKET. (A. v.a.). Saint-Michel. 9 (43-26-79-17). Gaumont Colisée. 9 (43-59-29-46). v.f. Gaumont Opéra. 2 (47-42-60-33). Mistril. 14 (45-39-32-43).

LES FILMS
NOUVEAUX

CORDES ET DISCORDS. Film américain de Jerry Belson. v.f. Forum Horizon. 1 (42-71-32-36). George V. 9 (45-62-41-46). Sept Parassia. 14 (43-20-32-20). v.f. UGC Montparnasse. 9 (45-74-94-94). Saint-Lazare-Passier. 9 (43-67-33-43). Parassia Opéra. 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-01-59). UGC Gobelin. 12 (43-36-23-44). Pathe Marignan-Concorde. 9 (43-59-82-82). Saint-Charles. 15 (45-79-33-00).
GARDENS OF STONE. Film américain de Francis Coppola. v.a. Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). Pathe Marignan-Concorde. 9 (43-59-82-82). 14 Juillet. Bastille. 11 (43-57-90-81). Sept Parassia. 14 (43-20-32-20). 14 Juillet. Beaubourg. 15 (45-74-94-94). Le Maillo. 17 (47-48-06-06). v.f. Pathe Français. 9 (47-70-72-86). Les Nation. 12 (43-43-01-59). Fauvette. 13 (43-31-60-74). Mistril. 14 (45-39-32-43). Pathe Montparnasse. 14 (43-20-12-06). Pathe Wepler. 18 (45-22-46-01).
IL Y A MALDONNE. Film français de Jean Berry. UGC Emittage. 9 (45-63-16-16). UGC Boulevard. 9 (45-74-94-94). La Galerie. 13 (45-80-19-03). Convention Saint-Charles. 15 (45-79-33-00).
LE PROVISEUR. Film américain de Christopher Cain. v.a. Forum Horizon. 1 (45-08-57-57). UGC Danton. 9 (42-25-10-30). UGC Normandie. 9 (45-63-16-16). v.f. Rex. 2 (42-36-83-73). UGC Montparnasse. 9 (45-74-94-94). Parassia Opéra. 9 (47-42-56-31). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-01-59). Le Galaxie. 13 (43-36-23-44). Mistril. 14 (45-39-32-43). Pathe Convention. 15 (45-74-94-94). Pathe Clichy. 18 (45-22-46-01). Trois Sorcières. 19 (42-06-79-79).
I-FESTIVAL ORIENT-OCIDENT. Café de la Danse du 10 au 23 janvier 1988
Juliette GRECO
Marianne AURICOSTE
Abel AZRI
Sylvia MALAGUINI
Lydia DOMANCICH
Charbel ELIAS
Mustapha SKANDRANI
Musiciens ALBANAIS
Reinette L'ORANAISE
Esin AFAR
Hussein el MASYR
Nasse el GHIVANE
Said el MAGHREBI
Cheb KADER
Maria del mar BONET
Mohamed BHAR
DI CANTO POPOLARE
Hava ALBERSTEIN
Irene PAPAS
Rens. Réa. E. passage
Louis-Philippe 75011 Paris.
Tel. 43-57-05-35

LE GRAND CHEMIN. (Fr.). George V. 9 (45-62-41-46).
HOPE AND GLOVEY. (Brit. v.a.). Gaumont Les Halles. 1 (40-26-12-12). 14 Juillet. Parassia. 9 (43-26-58-00). Pathe Hauteville. 9 (46-33-79-38). Gaumont Ambassade. 9 (43-59-19-08). 14 Juillet. Beaubourg. 15 (45-74-94-94).
IL EST GÉNÉRAL PARY I. (Fr.). Gaumont Ambassade. 9 (43-59-19-08). Gaumont Parassia. 14 (43-35-30-40).
LES INCORRUPTIBLES. (A. v.a.). Forum Orient Express. 1 (42-33-42-26). UGC Danton. 9 (42-25-10-30). George V. 9 (45-62-41-46). UGC Biarritz. 9 (45-62-20-40). Gaumont Parassia. 14 (43-35-30-40). v.f. Parassia Opéra. 9 (47-42-56-31).
LES INNOCENTS. (Fr.). Cité Beaubourg. 9 (42-71-32-36). UGC Odéon. 9 (42-25-10-30). UGC Normandie. 9 (45-63-16-16). UGC Boulevard. 9 (45-74-94-94). UGC Champe-Élysées. 9 (45-62-20-40). UGC Boulevard. 9 (45-74-94-94). UGC Gobelin. 12 (43-36-23-44). Mistril. 14 (45-39-32-43). UGC Convention. 15 (48-28-42-27). Pathe Clichy. 18 (45-22-46-01).
LE BAL. (Fr.-all.). Studio de la Harpe. 5 (46-34-25-52).
BASTI DETECTIVE PRIVÉ. (A. v.f.). Napoléon. 17 (42-67-63-42).
LA BELLE AU BOIS DORMANT. (A. v.f.). Napoléon. 17 (42-67-63-42).
BLUE COLLAR. (A. v.a.). Utopia Champollion. 5 (43-26-84-65).
LES 101 DALMATIENS. (A. v.f.). Napoléon. 17 (42-67-63-42).
LA CITÉ DES FEMMES. (It. v.a.). Accatone (ex-Studio Cujas). 9 (46-33-86-86).
DELTA FORCE. (A. v.f.). Hollywood Boulevard. 9 (47-70-72-86).
DIAMANTS SUR CANAPS. (A. v.a.). Action École. 5 (43-25-72-07).
DOCTEUR FOLAMOUR. (Brit. v.a.). Le Champ. 9 (43-54-51-60).
DON GIOVANNI. (Fr.-all. v.a.). Vendôme Opéra. 2 (47-42-56-31).
FANTASIA. (A.). Action École. 5 (43-25-72-07).
FANTOME À VENDRE. (Brit. v.a.). Le Champ. 9 (43-54-51-60). Les Trois Sorcières. 19 (42-06-79-79).
IF. (Brit. v.a.). Accatone (ex-Studio Cujas). 9 (46-33-86-86).
SEULES LES ANGES ONT DES AILES. (A. v.a.). Action École. 5 (43-25-72-07).
LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL. (It. v.f.). Hollywood Boulevard. 9 (47-70-72-86).
TOM JERRY, DROOPY ET TEX AVERY. (A. v.a.). Action École. 5 (43-25-72-07).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK. (A. v.a.). Studio de la Harpe. 5 (46-34-25-52).
LE TRIOMPHE. 9 (45-62-41-46).
SOUS LE SOLEIL DE SATAN. (Fr.). Lucerna. 6 (45-44-57-34).

Les grandes reprises

AMADEUS. (A. v.a.). Grand Pavois. 15 (45-54-46-83).
LES AVENTURES DE BERNARD ET BEANCA. (A. v.f.). Forum Arc-en-Ciel. 1 (42-97-53-74). Rex. 2 (42-36-83-73). UGC Montparnasse. 9 (45-74-94-94). UGC Emittage. 9 (45-63-16-16). UGC Lyon Bastille. 12 (43-43-01-59). UGC Gobelin. 12 (43-36-23-44). Mistril. 14 (45-39-32-43). UGC Convention. 15 (48-28-42-27). Pathe Clichy. 18 (45-22-46-01).
LE BAL. (Fr.-all.). Studio de la Harpe. 5 (46-34-25-52).
BASTI DETECTIVE PRIVÉ. (A. v.f.). Napoléon. 17 (42-67-63-42).
LA BELLE AU BOIS DORMANT. (A. v.f.). Napoléon. 17 (42-67-63-42).
BLUE COLLAR. (A. v.a.). Utopia Champollion. 5 (43-26-84-65).
LES 101 DALMATIENS. (A. v.f.). Napoléon. 17 (42-67-63-42).
LA CITÉ DES FEMMES. (It. v.a.). Accatone (ex-Studio Cujas). 9 (46-33-86-86).
DELTA FORCE. (A. v.f.). Hollywood Boulevard. 9 (47-70-72-86).
DIAMANTS SUR CANAPS. (A. v.a.). Action École. 5 (43-25-72-07).
DOCTEUR FOLAMOUR. (Brit. v.a.). Le Champ. 9 (43-54-51-60).
DON GIOVANNI. (Fr.-all. v.a.). Vendôme Opéra. 2 (47-42-56-31).
FANTASIA. (A.). Action École. 5 (43-25-72-07).
FANTOME À VENDRE. (Brit. v.a.). Le Champ. 9 (43-54-51-60). Les Trois Sorcières. 19 (42-06-79-79).
IF. (Brit. v.a.). Accatone (ex-Studio Cujas). 9 (46-33-86-86).
SEULES LES ANGES ONT DES AILES. (A. v.a.). Action École. 5 (43-25-72-07).
LE TEMPLE DU DIEU SOLEIL. (It. v.f.). Hollywood Boulevard. 9 (47-70-72-86).
TOM JERRY, DROOPY ET TEX AVERY. (A. v.a.). Action École. 5 (43-25-72-07).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 9 JANVIER

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30 et 15 heures, boulevard Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
« Le Musée d'Orsay », sculptures et mobilier de 1848 à 1914 : 10 heures, 2, rue de Bellechasse (Marthe Hager).
« La chambre de commerce dans les salons de l'hôtel Pécoul », 10 h 30, 27, avenue de Friedland (Monuments historiques).
« Regalia, le trésor du sacre des rois de France », 10 heures, 11 heures, métro Louvre, sortie (Didier Bouchard).
« Picasso et l'hôtel Salé », 14 h 15, dans la cour (Christine Marie).
« Mystères Égypte au Louvre. Vie quotidienne et symbolique des pharaons. Rêves des prêtres et embaumement », 14 h 30, métro Louvre, sortie (Isabelle Hager).
« Le pharaon », 14 h 30, Louvre, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Arcus).
« Ruines inconnues du Marais. Abbaye Maubuisson », 14 h 30, église Saint-Paul (Le vieux Paris).
« Les franc-maçons », 14 h 30, 16, rue Cadet (La France et son passé).
« L'Église Saint-Sulpice et ses sous-sols », par (Michèle Polver).
« Maisons, rues du Moyen-Âge du quartier Latin », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Paris pittoresque et insolite).
« La mode du musée au service de l'histoire du costume », 14 h 50, Palais Galliera, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbis (L'art pour tous).
« La Mosquée et le monde musulman », 15 heures, place du Puits-de-l'Érmitte (Monuments historiques).
« Trésors des vieux hôpitaux parisiens et décors de l'hôtel de Miramion », 15 heures, 47, quai de la Tourneille (Approche de Paris).
« L'Étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Régulation du passé).
« Le Marais, de l'hôtel Lamoignon à la place des Vosges », 15 heures, métro Saint-Paul (Lancette visites).
« L'Académie et l'Institut », 15 heures, 23, quai Conti (Pierre-Yves Jaislet).
« Pont-Neuf, place Dauphine », 15 heures, métro Pont-Neuf (D. Fleuriot).

CONFÉRENCES

Maison des Muses, 270, rue Saint-Jacques, 14 heures : « Triomphe et mort de l'Antiquité », par Christian Marquant, 16 heures : « Dernières découvertes en Sardaigne, le monde mystérieux des Nuraghes », par Aude Coguard (Clio Les amis de l'histoire).
6, place d'Iéna, 15 heures : « L'art de l'Inde (I) », par M^{me} Amina Olinda (Musée Guimet).
62, rue Saint-Amand, 16 h 30 : « Cycle Paris, le di-huitième siècle (Monuments historiques).

PRRROLONGATION

ET ZOUC AU BATACLAN!
LOCATION : 47 00 39 12

Le Monde SPORTS

AVENTURE : le Rallye Paris-Alger-Dakar

L'assistance ne suit pas

La neuvième étape du Rallye Paris-Alger-Dakar qui devait avoir lieu vendredi 8 janvier entre Djanet et Djado au Niger, a été supprimée. Les organisateurs ont estimé que la piste que devaient emprunter les concurrents était trop dangereuse. De plus, le ravitaillement en carburant des hélicoptères et des véhicules d'assistance ne pouvait être assuré. Les « rescapés » devaient se retrouver samedi 9 janvier au départ de la dixième étape Djado-Arfit. Au bout d'une semaine de course il est resté plus de la moitié des six cents concurrents ont abandonné. Ce « dégraisage » de 50 %, obtenu d'habitude à mi-course, du côté d'Agadez, a été volontairement organisé pour éliminer le surcroît de concurrents. Mais cette politique dure a aussi provoqué l'abandon de pilotes de renom comme Laffitte et Jabouille, sur Porsche, d'Amoriot sur buggy prototype, et peut-être de Zanfirou sur Range-Rover, car ce dernier a cassé son moteur dans les dunes de Djanet, le 7 janvier.

DJANET
de notre envoyé spécial

C'est la grippe. Les pilotes se plaignent d'essuyer des étapes trop dures ou trop longues avant même de s'être « fait les roues » au départ. Les camions d'assistance n'arrivent plus à suivre, car ils sont encore chargés de pièces détachées pour « attaquer » dans les dunes. Et les mécaniciens doivent attendre le petit jour pour s'occuper des bolides de leur équipe, faute de véhicule d'assistance. Même René Mège, le directeur de course, s'est fâché contre l'imprudence des concurrents qui roulent trop vite et se battent comme des chiffonniers pour arriver en tête. Mais c'est lui qui les oblige.

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Les atouts de Lendl

IVAN LENDL, l'un des plus grands joueurs de tennis, a remporté le tournoi de Melbourne, la première étape du grand chelem, tennistique dont il rêve pour 1988. Le numéro un mondial se prépare depuis le 15 décembre en Australie dans le camp d'entraînement de Tony Roche. Et il va bénéficier des nouvelles installations de la Fédération australienne de tennis : abandonnant le stade de Kooyong et ses courts en gazon, l'open d'Australie se disputera du 11 au 24 janvier sur surface synthétique, le « Rebound Ace », et éventuellement sous un toit amovible. Les belles également seront d'un modèle nouveau fabriqué en Aale (Nassau).

Tout cela ne fait guère l'affaire de Pat Cash qui est, par ailleurs, la cible des mouvements antiparthéid pour avoir joué en Afrique du Sud. Le dernier vainqueur de Wimbledon estime que Lendl aura ainsi un avantage important. Le futur ex-Tchécoslovaque parviendra-t-il pour autant à faire aussi bien que Rod Laver en 1969 ? Le gaucher rouquin avait enlevé son deuxième grand chelem en s'imposant sur deux surfaces : le gazon (Kooyong, Wimbledon, Forest-Hills) et la terre battue (Roland-Garros). Ivan Lendl devrait vaincre sur trois : le synthétique (Melbourne, Flushing-Meadow), la terre battue (Roland-Garros) et le gazon (Wimbledon). Un tour de force que seules Martina Navratilova et Chris Evert ont réalisé au cours de leur dernière décennie.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)
offre deux dossiers complets sur :

OU EN EST LA DÉCENTRALISATION ?

Envoyer 36 F (télégramme à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

à foncer pour ne pas se retrouver hors course, tant le programme est chargé.

En fait, l'humeur du rallye est extrêmement changeante. Après les deux dernières étapes de Bordj-Omar-Dris et de Djanet, certains concurrents au bord du découragement ont été saisis par le décor grandiose qu'ils ont traversé. « Je n'avais jamais vu de dunes aussi belles », avoue Daniel Doisy, instituteur à Angers, on se croyait en descente à ski. Des motards ont même sorti l'appareil photo en pleine spéciale. « Même un « pro » comme Patrick Tambay a succombé au charme des massifs noirs du Hoggar, des falaises roses du Tassili et des dunes blanches de Djanet. « Sur le plan visuel, on a été généré, dit-il, enthousiaste, maintenant, on peut passer en revue ce qui s'est fait, mais la guerre est maintenant l'air bleu des après-midi. C'était saisi.

Le soir venu, cependant, l'enthousiasme retombe. La fatigue accumulée, l'inconfort du bivouac, la queue à la cuisine et surtout ces maudits camions qui n'arrivent pas plongent chacun dans la morosité. Même au bivouac, Peugeot, d'habitude si rutilant, c'est l'abandon chez les mécaniciens. Des ombres plongent furieusement sous les capots, maugréant contre l'obscurité et... l'absence de chiffon. « On ne peut rien faire, dit l'un d'eux. Hier, nos camions sont arrivés à 4 heures du matin. On ne sait même pas s'ils vont pouvoir passer avant le jour. »

Dans l'écurie Honda, qui a trois motards aux quatre premières places, il n'y a plus qu'une voiture en guise d'assistance. Dans l'écurie Objectif dunes - trois motards et dix assistants employés à l'Aéropostale de Toulouse, on scrute aussi l'horizon avec inquiétude : le retard du camion ne va-t-il pas compromettre la bonne tenue des trois pilotes ? Ça fait deux jours qu'ils n'ont pas sorti les duvets, disent-ils de leurs camarades de l'assistance.

Gaston Rahier, le champion belge, explose : « Depuis deux jours, je roule avec mon réservoir fixé par des attaches de fortune. Nos camions d'assistance sont à deux jours de là. Et ils risquent de ne pouvoir franchir les dunes. »

Un coordonnateur Yamaha ajoute : « Les gens sont tous crevés, y compris dans les camions d'assistance. Même s'il y a des pièces à Agadez, restera-t-il des camions pour les transporter ? Il y en a marre de jouer. On achève bien les chevaux et Démolition Derby. Il faut calmer le jeu. »

Cette immense fatigue ne peut être compensée en Algérie par l'enthousiasme des spectateurs. A la différence du public français, venu en masse encourager les « aventuriers du désert », les habitants du désert, eux, semblent se désintéresser totalement du passage de la caravane mécanique.

Ni à Alger ni à Tamanrasset, on a vu les gens se déplacer en masse, ne serait-ce que par curiosité. Même les petits vendeurs sont rares sur le parcours. Bouterie contre « la hardie aventure » ? « Non, répond un fonctionnaire algérien de Tamanrasset. Nous savons que ce sont les touristes qui font le plus de dégâts. Il suffit de se rendre à la Guelta, à 30 kilomètres d'ici, pour voir le gâchis. Mais tout ce déploiement de matériel nous surprend. Nous nous sentons étrangers à cette aventure. »

Des épreuves longues et dures, un terrain splendide mais truffé de pièges, une assistance à la traîne et aucun encouragement du public, en voilà assez pour saper le moral des plus endurcis, jusqu'au briefing du lendemain matin.

ROGER CANIS.

SKI ALPIN : Catherine Quittet

Une ambition contagieuse

La saison passée avait bien commencé pour Catherine Quittet. Mais de mauvais résultats aux championnats du monde, puis une blessure au genou, effacèrent les premiers espoirs. Cette année, elle repart de plus belle. Première au slalom géant de Piancavallo, fin décembre, elle vient à nouveau d'approcher la première place à Tignes au début de la semaine. Cathy l'ambitieuse inquiète les skieuses suisses.

TIGNES
de notre envoyé spécial

UN soir de course. Les deux manches du slalom avalées sans faute, le podium escaladé pour la seconde place, les questions des journalistes, les demandes pressantes d'autographes, tout cela est déjà loin. En pantalon de survêtement et chaussures de tennis, Catherine Quittet et sa copine Carole Merle trottent discrètement dans les rues sombres de la station. Le contrôle du préparateur physique de l'équipe de France est maintenant superflu. Les deux jeunes filles savent qu'elles doivent faire travailler leurs muscles.

Une arrivée à l'hôtel vers 18 heures ne sonne pas la fin de la journée de travail pour Cathy la star ; la télévision est là. Quittet se réveille, Quittet au coin du feu, près de ses skis, à table, dehors, dedans. Une heure durant, la séance de pose se poursuit. Catherine la professionnelle répond à toutes les sollicitations. « La télé me fascine, glisse en

confiance la championne. Et puis je m'amuse tellement à voir les résultats des montages ». Cathy sourit.

La joie de vivre de la jeune fille de Notre-Dame-de-Bellecombe, petite station proche de Megève, fait presque oublier les malheurs de l'an passé. Car elle en a connu des tourments, au cours de cette saison écoulée, la jeune blonde qui aura vingt-quatre ans dans quinze jours. Tout avait bien commencé pour la championne du monde junior en descente de 1982. A Val-d'Isère, elle monte deux fois sur le podium lors d'une épreuve de descente et d'une épreuve de super-géant à la fin de l'année 1986. Elle récidive en janvier en remportant le super-géant de Pfrontzen (Allemagne). A l'année des épreuves du championnat du monde de Crans-Montana, la skieuse fait figure de leader dans une équipe de France quelque peu ternie.

A l'assaut
du monopole suisse

La Cathy dévouée de portes fait son apparition sur le circuit. Les neiges douces, les pentes pas trop rapides l'enchante. Et elle le montre en remportant le premier slalom géant de la saison fin décembre à Piancavallo (Italie). « Cette première place a conforté mes ambitions », reconnaît l'athlète ; car de l'ambition, elle en possède à revendre. Selon elle, les skieuses françaises ne doivent pas cacher leur envie de gagner. « Il faut oser se fixer des objectifs difficiles, explique-t-elle, car c'est seulement ainsi que l'on progresse. »

Lois d'être impressionnée par les skieuses suisses, Catherine se lance à l'assaut de leur monopole. Elle inquiète la championne du monde, Vreni Schneider ; elle distance Michela Figini en signant une deuxième et une quatrième place lors des deux slaloms géants disputés en début de semaine à Tignes. La victoire de son amie Carole

Merle la ravit sans la surprendre : « Elle a triomphé de ses blocages lors des épreuves. »

Les tapes amicales échangées et les félicitations sincères prononcées entre les skieuses françaises sur les aires d'arrivée sont l'un des signes de la bonne ambiance qui règne dans l'équipe. Catherine en témoigne. Elle évoque sa « grande famille » et les bons rapports avec les entraîneurs. Elle plaisante avec le président de la fédération et laisse aller sa verve naturelle avec le directeur technique national. La fille d'instituteur à la répartie facile.

Bachelière avant l'âge, la Savoyarde regrette parfois de n'avoir pu poursuivre ses études. Ses tentatives pour mener de front compétition et travail universitaire ont échoué. Adieu le diplôme de gestion. Catherine profite de ses moments libres pour se perfectionner en anglais. Et puis, il y a la lecture, sa passion. « Je ne peux pas m'empêcher de lire », reconnaît-elle, en remerciant son frère, qui poursuit ses études de philosophie, pour ses conseils.

Cathy l'intellectuelle a les deux pieds posés sur ses skis mais aussi dans la vie. Elle ne formule pas encore de projet pour son avenir en dehors de la compétition. Car elle se donne deux saisons pour accumuler des victoires et des podiums dans la Coupe du monde. Et surtout « des années sans blessure » : le rêve d'une jeune fille qui a trop fréquenté les salles d'opérations.

SERGE BOLLOCH.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Rallye Paris-Alger-Dakar. — Samedi 9 janvier (le Cinq, tous les jours, sauf le mercredi et le samedi, de 10 h 30 à 11 h 30 ; résumé quotidien vers 22 h 10).

Basket-ball

Championnat de France (4^e tour retour). — Samedi 9 janvier à 20 h 30. Coupe d'Europe des clubs champions, Tel-Aviv/Orléans, jeudi 14 janvier.

Biathlon

Championnat de France. — Jusqu'au dimanche 10 janvier à La Brèche (FR3, dimanche 10 à partir de 14 h 50).

Cyclo-cross

Championnat de France. — Samedi 9 et dimanche 10 janvier à Münster.

Hand-ball

France-Yugoslavie (amicale). — Samedi 9 janvier à Paris-Bercy (A2, 18 heures en direct) et dimanche 10 janvier à Dijon.

Hockey sur glace

Championnat de France. — (2^e tour des « play off » les 9 et 10 janvier.

Karaté

Championnat de France féminin (individuel et équipe), le 10 janvier au stade Coquerin de Paris.

Patinage artistique

Championnat d'Europe à Prague du 11 au 16 janvier.

Rugby

Championnat de France (2^e phase, 6^e journée). Dimanche 10 janvier.

Ski alpin

Coupe du monde. — Samedi 9 janvier à Val-d'Isère, descente hommes (Canal Plus, à 14 heures) ; dimanche 10 janvier à Val-d'Isère, Super G. Deuxième semaine internationale de la glisse. Du 9 au 17 janvier à ARC 1600, monesti, surt.

Tennis

Open d'Australie à Melbourne du 11 au 24 janvier.

14.10	13.10
PARIS	LONDRES
8.10	22.10
NEW-YORK	TOKYO

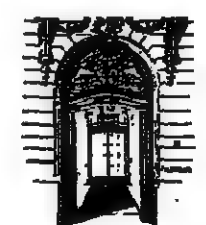
Gagner sur le temps.

Aujourd'hui, il n'y a de performance financière que dans une perspective internationale. Pour Paribas Asset Management, filiale spécialisée de gestion de portefeuilles, le monde est un espace de décision permanent.

Depuis Paris, New York, Londres, Genève et Tokyo, 50 spécialistes gèrent plus de 100 fonds d'investissement pour une clientèle française et internationale.

Ils utilisent les techniques d'analyse et de gestion les plus sophistiquées pour sélectionner à tout moment les devises, les marchés, pour déterminer la stratégie la plus adaptée aux besoins de la clientèle.

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19.



SICAV PARIBAS

هكذا من الاجل

Economie

Après une certaine confusion due à la Bundesbank Légère remontée du dollar

SOMMAIRE

■ Invité du Forum de l'Expansion, jeudi 7 janvier, M. Jacques Chirac a confirmé la prise de position de son ministre des finances en faveur d'une banque centrale européenne (lire ci-dessous).

■ Chacun doit s'attendre à vivre plus difficilement en 1988 que pendant les deux années précédentes, indique à son tour l'Institut de conjoncture IPECODE, en analysant la situation économique après la crise boursière (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement ouest-allemand est contraint d'accepter un déficit du budget fédéral qui serait de l'ordre de 40 milliards de marks (lire ci-contre).

■ Les objectifs de l'aménagement du territoire en 1988 : ouverture internationale vers l'Allemagne et recherche d'investissements étrangers (lire page 25).

Les autorités monétaires japonaises ne sont pas les seules à s'inquiéter de la confusion qui règne toujours sur les marchés des changes. Il aura fallu que le vice-président de la Réserve fédérale américaine, M. Manuel Johnson, déclare, le jeudi 7 janvier, qu'il était favorable à un dollar plus fort et que le déficit commercial américain allait connaître « une nette amélioration » pour que le dollar, qui s'était effondré, reprenne une lente course ascendante.

A l'effet d'indication sur la politique économique et monétaire des principaux pays industrialisés, les marchés avaient été peu impressionnés par la décision de la Bundesbank de réduire de 6 milliards de marks (20,4 milliards de francs), le contingent de réescompte offert aux banques. Après avoir, comme les autres institutions d'émission, joué le jeu du soutien au dollar en intervenant massivement — sans doute 25 milliards de deutschemarks depuis octobre — la « Buba » n'allait-elle pas diriger sa politique monétaire, prenant à contre-pied les opérations ? Les dirigeants de la Bundesbank s'en sont défendus, estimant néces-

saire de diriger de façon « plus fine » leur gestion de liquidités surabondantes.

Refroidis dans leurs ardeurs d'achat de billets verts par l'Allemagne, les opérateurs étaient réveillés par l'apparente volonté de Washington de jouer la fermeté de la monnaie américaine. Mais le cours n'y était plus vraiment. Les opérations, le vendredi 8 janvier, portaient sur des volumes sensiblement moins importants que les jours précédents. Une prudence qui n'empêchait pas le billet vert de s'apprécier à Tokyo, où il ciblait à 129,50 yens, en retrait marginal par rapport aux 128,95 yens de la veille. Les rumeurs sur l'arrêt de la politique interventionniste de la Banque du Japon qui avaient, eux aussi, contribué à semer une certaine confusion dans les esprits étaient rapidement démenties, la Banque centrale faisant savoir que le dollar lui semblait sur « une bonne pente », mais qu'elle était prête, en coordination avec les autres autorités financières à renouveler ses achats de soutiens au premier signe de rechute.

Apparemment quelque peu rassurée, l'Europe jouit la reprise douce du dollar, qui s'échangeait dans la matinée à

Paris à 129,95 yens, 1,6620 DM et 5,5770 FF. Dans les salles de change on affichait en revanche un certain manque d'intérêt pour les mouvements et déclarations des dernières vingt-quatre heures sur les taux d'intérêt. Les Pays-Bas ont pourtant annoncé une baisse de 0,25 % du taux de l'escompte, ramené à 3,25 %, alors que le Canada augmentait très légèrement le sien pour l'établir à 8,7 %, à compter du jeudi 7 janvier, contre 8,66 % précédemment. Un tel mouvement de bascule des deux côtés de l'Atlantique n'intéressera véritablement les marchés des changes que lorsqu'il touchera les « grands » pays comme les États-Unis d'une part, le Japon ou la RFA d'autre part. L'évolution du loyer de l'argent a toutefois de quoi préoccuper les Britanniques. Devant la chambre de commerce de Dundee et Tayside, en Ecosse, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Robin Leigh-Pemberton s'est inquiété du dynamisme de l'activité économique, même après le krach boursier d'octobre. Un rythme jugé « insoutenable » et qui pourrait exiger, s'il persiste, un relèvement des taux d'intérêt britanniques.

L'Allemagne fédérale est contrainte d'accepter une augmentation de son déficit budgétaire

BONN
de notre correspondant

M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances de la RFA, était vraiment en colère, jeudi 7 janvier, lorsqu'il est venu annoncer la décision prise la veille par le gouvernement de Bonn d'accepter, pour l'année 1988, un déficit budgétaire de 40 milliards de deutschemarks (environ 136 milliards de francs). Lui qui, depuis sa prise de fonction, en octobre 1982, s'est fait une solide réputation de « chasseur de gaspi » dans les finances publiques, qui se glorifiait d'avoir en cinq ans réduit l'endettement public de plus de 4 % du produit national brut à la fin du gouvernement Schmidt à 2,2 % en 1986, devant l'opinion publique était contraint d'accepter un déficit budgétaire qui lui fait viscéralement horreur. Au cours du débat budgétaire au Bundestag du mois de décembre dernier, le ministre des finances s'était vivement opposé aux sociaux-démocrates, qui proposaient un accroissement des investissements publics propres à relancer la conjoncture et l'emploi. « Ce sera 29 milliards et pas un sou de plus ! », avait-il alors lancé à ses détracteurs.

Les circonstances et l'évolution des marchés internationaux en ont décidé

autrement : la chute persistante du dollar sur le marché de Francfort, qui est tombé début janvier en dessous de la barre psychologique de 1,60 DM pour un dollar, l'augmentation prévisible de la contribution ouest-allemande au budget de la Communauté européenne, l'annulation des recettes fiscales due à une faible croissance, ont mis à mal l'édifice budgétaire équilibré à la fin de 1987 par M. Stoltenberg.

La tourmente sur la monnaie américaine prive pour cette année le budget fédéral d'une ressource importante. Alors que l'on s'attendait à un bénéfice de la Bundesbank de l'ordre de 7 milliards de deutschemarks, il apparaît que, à la suite d'achats massifs de billets verts par la banque centrale ouest-allemande, ce bénéfice tendra vers zéro, ou presque. D'autre part, les prévisions d'évolution de la conjoncture économique intérieure — tous les experts prévoient une croissance inférieure à 2 % en 1988 — ne laissent pas espérer de recettes supplémentaires d'impôts. Enfin, il n'est pas question, alors même que commence la présidence allemande de la Communauté européenne, d'envisager de réduire la contribution de la RFA au budget de la CEE. Le chancelier Kohl a fait du succès de cette présidence une affaire

personnelle, et si la RFA se montre par trop intrinsèque dans ce domaine, il lui sera impossible, comme elle le souhaite, de faire oublier l'échec de Copenhague.

M. Stoltenberg était donc contraint d'expliquer qu'il s'adaptait à une situation nouvelle, mais qu'il n'abandonnait en rien ses principes de rigueur. Un exercice difficile, d'autant plus que sa prestation était accompagnée des quolibets de l'opposition, qui ne manque pas une occasion de l'appeler « Dr Schuldberg » (monnaie de dette), à sa grande rage.

M. Stoltenberg estime cependant que cette entorse à ses principes n'est qu'un entracte regrettable, et qu'il reviendra dès que possible à sa ligne antérieure. Il a, d'autre part, démenti de la manière la plus formelle les rumeurs concernant un éventuel avancement de la mise en œuvre de la réforme fiscale, une solution préconisée par certains hommes politiques membres de la coalition au pouvoir, comme l'ancien ministre de l'économie, le comte Lambdorff. Enfin, pour se prémunir contre un dérapage encore plus important du déficit budgétaire,

M. Stoltenberg a annoncé, pour le début de l'été 1988, des augmentations de certains impôts à la consommation — on parle de l'impôt sur les carburants et des taxes sur l'alcool et le tabac.

Le ministre des finances a par ailleurs justifié l'attitude prise par le groupe des sept pays les plus industrialisés de ne pas faire de réunion formelle et officielle des ministres des finances et gouverneurs de banques centrales (G7), et s'est montré confiant dans la volonté des États-Unis de défendre leur monnaie. Il n'a fait, en revanche, aucun commentaire sur la proposition de M. Edouard Balladur visant à « examiner la possibilité de créer une banque centrale européenne » (Le Monde du 8 janvier). On se montre particulièrement sceptique, pour ne pas dire plus, dans les milieux proches de la chancellerie, sur la volonté réelle du ministre français des finances d'avancer sur ces questions. Le gouvernement de la RFA reste, jusqu'à nouvel ordre, sur l'impression plutôt désagréable d'un premier ministre franco-allemand de Karlsruhe, l'idea d'un « comité économique et financier » commun aux deux pays, sans que cela soit suivi par des propositions françaises allant au-delà de la brève déclaration publiée à cette occasion.

LUC ROSENZWEIG.

Vive hausse des réserves monétaires

La balance des paiements ouest-allemande a enregistré un excédent de 14,834 milliards de marks (49 milliards de francs) en novembre, contre 3,94 milliards en octobre et un déficit de 3,405 milliards en novembre 1986, annonce la Bundesbank. Cette progression reflète essentiellement les opérations de soutien des monnaies, et tout particulièrement l'application des accords au sein du système monétaire européen (SME) sur les interventions inamovibles : à

elles seules, ces dernières ont provoqué une augmentation de 10 milliards de marks des réserves ouest-allemandes. La balance des capitaux s'est, pour sa part, soldée par un excédent de 524 millions de marks, contre un déficit de 1,280 milliard en octobre. Quant à la balance des comptes courants, elle affiche un excédent de 10,337 milliards de marks, en hausse de 9,8 % sur novembre 1987.

elles seules, ces dernières ont provoqué une augmentation de 10 milliards de marks des réserves ouest-allemandes. La balance des capitaux s'est, pour sa part, soldée par un excédent de 524 millions de marks, contre un déficit de 1,280 milliard en octobre. Quant à la balance des comptes courants, elle affiche un excédent de 10,337 milliards de marks, en hausse de 9,8 % sur novembre 1987.

Au Forum de « l'Expansion »

M. Chirac annonce qu'il prendra des initiatives dans le domaine monétaire

Invité du Forum de l'Expansion, le jeudi 7 janvier, M. Chirac a esquissé un programme économique pour les années à venir, qui requerront, selon lui, « lucidité », « combativité » et « continuité ». Le premier ministre a souligné, notamment, la nécessité de « progresser dans le domaine monétaire » ; il a indiqué qu'il « se propose de prendre de nouvelles initiatives ».

Dans le cadre européen, M. Chirac s'est demandé si « le moment n'est pas venu d'avoir une monnaie commune à tous », ainsi qu'une banque centrale commune à tous. Sur le plan mondial, il entend « participer à la réforme du système monétaire », pour laquelle il a suggéré le choix d'une « autre monnaie ou valeur de référence » que le dollar, la « prise en compte de l'existence de trois grands pôles monétaires » (le yen, le dollar et l'écu) et la mise en place d'un dispositif qui « ait ses propres sanctions ».

Répondant aux questions des participants, M. Chirac a précisé son point de vue sur le système monétaire européen et sur son fonctionnement. « Si on ne l'améliorait pas, il faudrait mieux le supprimer », a-t-il dit. Ses

critiques ont porté sur le fait que la livre britannique et la lire italienne ne soient pas vraiment parties prenantes du système, lequel « renforce artificiellement le poids du deutschemark ». « Le SME est-il autre chose qu'une zone monétaire ? », avait demandé un intervenant.

Le premier ministre a stigmatisé l'attitude allemande en déclarant : « Je ne trouve pas normal, sans vouloir m'ingérer dans les affaires allemandes, que la Bundesbank n'intervienne pas autrement que sur le dollar et qu'elle se refuse à acheter toute autre monnaie. Ce n'est pas compatible avec l'esprit du SME ». En effet, a-t-il observé, « dès que le dollar baisse, il se produit un phénomène de traction, dont le franc souffre sans que nous y soyons absolument pour rien ». M. Chirac estime qu'il faut approfondir le SME, « c'est-à-dire renforcer ses solidarités ».

Interrogé sur d'éventuelles aides à l'investissement, le premier ministre a déclaré que « les entreprises dynamiques investissent et ne sont pas celles qui demandent des aides pour le

faire ». L'investissement est favorisé, selon lui, par la diminution des charges plutôt que par des aides spécifiques, hormis pour l'investissement immatériel (recherche, formation et réseaux commerciaux à l'étranger). Au sujet de la diminution des charges, il a souligné que le marché unique européen impose une diminution de la TVA en France. Pour l'impôt sur les sociétés, il estime nécessaire de parvenir, « avant 1992, à un taux de 30 % en 1988 et de 25 % en 1992, ce qui est prévu, en fait, pour la baisse de la taxe professionnelle ».

M. Chirac a réaffirmé sa volonté de préserver le système de protection sociale, « l'une des choses dont la France peut être fière ». Ce système, a-t-il dit, « était en train d'imploser, ce qui n'était rien d'autre que le résultat de la gestion antérieure ». Pour 1988, le premier ministre prévoit un déficit de 13 milliards à 14 milliards de francs, au lieu des 19 milliards annoncés par la commission des comptes de la Sécurité sociale, en décembre dernier.

Observant que « la durée du travail et le rôle de la retraite sont les plus bas de la CEE et de l'Europe en général »,

et que « le déficit du régime viellissement de 10 milliards de francs par an, automatiquement », M. Chirac a souligné la nécessité de faire des choix portant sur l'âge de la retraite, le niveau des pensions ou le financement. Il a expliqué pourquoi il avait retardé ces choix : « Je ne voulais pas, a-t-il dit, que ce débat essentiel soit tranché dans le climat général plus ou moins démagogique qui est celui d'une campagne électorale ». M. André Bergon, secrétaire général de FO, présent dans la salle, a approuvé M. Chirac.

Le premier ministre a exprimé l'intention de « poursuivre » les progrès accomplis sur le plan économique, selon lui, depuis deux ans. Il a insisté sur l'importance du problème de l'éducation, en expliquant : « Il est beaucoup plus grave d'avoir 25 % d'échec scolaire à Paris que des faiblesses dans les importations d'ordinateurs ». Il a déclaré « extrêmement instructif » le rapport de M. Jacques Lesourne sur la situation de l'éducation nationale et annoncé le dépôt d'un « projet ambitieux », tenant compte des observations et recommandations de ce rapport.

L'IPECODE n'exclut pas une récession en fin d'année

Les chefs d'entreprise, les ménages, les pouvoirs publics doivent s'attendre à vivre plus difficilement en 1988 que pendant les deux années précédentes. Telle est, en substance, l'analyse que donne l'IPECODE (I) de la situation économique après la crise boursière et surtout la crise des changes survenue à la fin de l'année dernière.

L'économie française va peu à peu perdre son alliage du fait d'un environnement international devenu moins porteur. Le point haut de l'activité aurait été atteint au quatrième trimestre 1987. Par la suite, le rythme des affaires se ralentirait peu à peu, « l'année 1988 se terminant beaucoup moins bien qu'elle n'aura commencé ». Au total, l'IPECODE prévoit — si le dollar reste stable — une croissance du produit intérieur brut marchand de 1 % seulement après +1,7 % en 1987, et +2 % en 1986. Encore cette faible progression exprimée en moyenne annuelle dissimule-t-elle un profil peu enthousiasmant : légère croissance au premier semestre, légère dépression au second semestre.

Fin 1988, l'économie française pourrait donc, selon l'IPECODE, se trouver en récession. Mais si le dollar baissait encore pour se situer, par exemple, aux environs de 5,20 F en moyenne, la croissance serait encore plus faible (+0,8 %). Il en irait de même si le taux d'intérêt recommençait à augmenter, hypothèse que l'IPECODE n'exclut pas du fait des risques d'une renaissance de l'inflation aux États-Unis.

Les effets du krach boursier sont eux-mêmes peu importants pour la France. L'IPECODE estime que la consommation des ménages en sera ralentie de 2/10 de point (+1,2 % en 1988 par rapport à 1987 au lieu de 1,5 %). Mais, aux États-Unis, au Japon, en Grande-Bretagne, ils sont plus sensibles, freinant d'autant l'activité dans le monde.

Pression sur l'emploi

Malgré cela, les exportations progresseraient de 3,3 %. Notre compétitivité s'améliorerait, nous regagnerions des parts du marché. Mais dans la mesure où les importations progresseraient aussi vite que les exportations, le commerce extérieur ne jouerait aucun rôle dynamique sur la croissance. Seule consolation : l'investissement des entreprises poursuivrait sa lancée avec une progression de 3,8 %, après plus de 2,5 % en 1987. Les entreprises continueraient, en effet, d'améliorer leur

situation, grâce à un partage toujours favorable de la valeur ajoutée. Quelles conséquences auront pour la France ces évolutions ? L'économie perdrait 100 000 emplois cette année, et le chômage pourrait augmenter de 250 000 si le taux de chômage restait le même. Mais l'IPECODE souligne la fragilité de ces calculs concernant le nombre des sans-emploi.

Autre point négatif : le déficit du commerce extérieur resterait à peu près égal à celui de 1987 (36 milliards de francs), alors que la balance des paiements courants s'améliorerait un peu revenant de moins 23 milliards de francs à moins 14 milliards de francs.

Prélèvements croissants

Pour les ménages, le pouvoir d'achat du revenu disponible s'augmenterait presque pas : plus 0,6 % seulement après plus 1,1 % en 1987 et plus 3,4 % en 1986. Les temps deviennent de plus en plus difficiles, du fait notamment des prélèvements sociaux croissants. Le taux des prélèvements obligatoires remonte : 44,9 % en 1988 après 44,6 % en 1987. La consommation des familles est d'autant plus freinée que le taux d'épargne ne baisse plus : 13,2 % du revenu disponible cette année après 13,3 % l'année dernière et 14 % en 1986.

Telle est la façon dont l'IPECODE voit l'année qui commence. M. Gérard Maarek, directeur des études de l'IPECODE, a souligné, jeudi 7 janvier, au cours d'une réunion de presse, que l'incertitude majeure portait sur le moment où le « retournement conjoncturel se produirait », et a déclaré que ce retournement pourrait ne se produire que fin 1988, ou même en 1989. Les années 1988-1989 vont être des années de réajustement, à poursuivre M. Maarek, d'un réajustement rendu nécessaire par les déficits américains.

Quant à la baisse du dollar, elle aura, certes, beaucoup d'inconvénients — pour le Japon et la RFA, surtout — mais elle aura aussi des avantages. L'inflation se ralentira et les pays dont les comptes extérieurs sont déficitaires amélioreront leur position. « Il y aura surtout des investissements à faire aux États-Unis. C'est une année dans laquelle il faudra tirer parti ».

(1) Revue de l'IPECODE, n° 18. L'Institut des prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises est proche du patronat.

De la « riposte » de M. Perigot aux avertissements de MM. Bergeron et Kaspar

Les chefs d'entreprise ont réservé un accueil poli mais dénué d'enthousiasme, le jeudi 7 janvier au Forum de l'Expansion, à M. François Perigot. Le président du CNPF était venu souhaiter à ses pairs une « bonne année 1992 ». « Nous sommes à 1 737 jours de l'échéance européenne. Ce décompte doit devenir une inquiétude quotidienne », a-t-il lancé.

M. Perigot a certes accordé un satisfecit à la politique du gouvernement : « En 1987, la France aura bougé et nos idées ont fait leur chemin dans les esprits de nos concitoyens, qui ont une plus claire conscience de la nécessité de la déréglementation ». Mais le pouvoir politique est d'autant moins quitte que les « négligences du passé » n'ont pas été tout à fait effacées et qu'il y a encore des mesures à prendre pour « préparer la riposte » afin d'éviter que l'« onde de choc » de la crise boursière « ne nous atteigne avec trop de brutalité ».

Jusqu'alors plus optimiste (voir encadré), le « patron des patrons » redoute aujourd'hui qu'un second semestre une réduction des débouchés « pèse sur l'activité et les programmes d'investissement de nos entreprises et les capacités d'emploi ». Il a donc demandé la mise en œuvre d'un plan « cohérent et ambitieux », intensifiant la « politique de redressement » contre les effets de la crise avec notamment « une stimulation de l'investissement public et privé » et « une accélération de l'allègement des prélèvements obligatoires ».

Intervenant après M. Perigot, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, et M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, ont l'un et l'autre adressé des mises en garde au patronat. M. Bergeron a de nouveau évoqué « le danger qu'il y aurait à laisser dériver les corps intermédiaires, dont le syndicalisme est un aspect ». Faisant allusion à la situation en Italie, où des comités de

base veulent « surveiller » les syndicats, il a relevé que des chefs d'entreprise « redoutent par exemple que, lors des restructurations, les effets de foule, les réactions de panique, créent des situations incontrôlables parce que les représentants du personnel ne sont plus en état de se faire entendre. Je partage cette inquiétude ».

M. Kaspar s'est montré encore plus ferme, en dénonçant « ce décalage qui existe entre d'une part le progrès des techniques, de la science et des technologies et d'autre part le développement de la pauvreté, de l'exclusion sous toutes ses formes. Cela peut un jour nous mener à la figure si nous n'essayons pas d'apporter les réponses adaptées ». M. Kaspar a demandé à la majorité des employeurs de faire « leur petite révolution culturelle en reconnaissant la légitimité de la fonction syndicale ». L'accueil, là aussi, n'a été que poli.

M. N.

Imprudence

Au Grand Jury RTL-Le Monde, le 25 octobre, donc six jours après le lundi noir, le président du CNPF avait fait preuve d'optimisme et de sérénité en déclarant : « L'ouragan qui s'est abattu sur les marchés financiers internationaux, et qui est venu d'ailleurs, c'est-à-dire des États-Unis, a touché la France mais n'a pas ébranlé les entreprises françaises, qui s'en sortent tout à fait indemnes ».

Et il est vrai que la Bourse de Paris n'avait baissé que de 11,8 % en une semaine, alors que celle de New-York chutait de 17 %. Mais à la fin décembre 1987, New-York affichait, tout de même, par rapport au début de l'année, une hausse de 2 %, Tokyo de 14 % et Paris une baisse de 29,5 %. On comprend donc qu'aujourd'hui M. Périgot réclame une « riposte » contre l'onde de choc de la crise boursière et monétaire, qui provoque un « risque sérieux » de ralentissement de la croissance.

Au Grand Jury RTL-Le Monde, M. Périgot avait donc piqué non par imprudence mais

F. Gr.

Affaires

Point Air attaque la décision ministérielle qui a provoqué son dépôt de bilan

Cent trente personnes environ restaient bloquées, le 8 janvier, à Saint-Denis-de-la-Réunion, en raison de la défaillance technique qui paralysait le DC-8 de la compagnie de charter Point Air. Celle-ci attaquait, le même jour, devant le tribunal administratif de Strasbourg, la décision du ministre des transports du 5 février 1987 closant ses avions au sol pour des raisons de sécurité et déclenchant la cascade de déboires financiers ayant abouti en décembre au dépôt de bilan.

STRASBOURG
de notre correspondant

Point Air et l'association Le Point ont attaqué, jeudi 7 janvier, devant le tribunal administratif de Strasbourg la décision du ministre des transports qui avait clôturé au sol, pendant six semaines en février et mars 1987, les avions de la compagnie. Le 5 février, un télégramme avait suspendu l'autorisation d'exploitation de Point Air et la direction générale de l'aviation civile (DGAC) avait posé plusieurs conditions de changements d'hommes, de moyens et de méthodes — à une reprise.

Délégation
de signature

Devant le juge administratif, les avocats du Point et de Point Air ont évoqué le contexte qui entourait « l'arrêt terrible d'interdiction de vol et d'affrètement » : « des heurts quotidiens avec la DGAC parce que Point Air gênait l'entretien entre les compagnies aériennes sur les destinations et les tarifs », a estimé M. Dupon. Ils ont aussi soutenu qu'une « suspension » de l'autorisation de Point Air n'était pas légale, et que, depuis la loi d'orientation sur les transports aériens intérieurs du 30 décembre 1982, le ministre ne pouvait plus que donner ou retirer ses autorisations. M. Charles Rivière s'est indigné qu'un acte de l'urgence ait été pris sans avoir été pris avec Point Air avant la décision.

pour lui permettre de formuler ses observations et que le Conseil supérieur de l'aviation marchande n'ait pas été consulté. L'administration, qui a contesté ces arguments, a eu un avocat important: M. Claude Frantzen, sous-directeur chargé du contrôle technique à la direction générale de l'aviation civile. Celui-ci a précisé qu'il était « inquiet depuis de longs mois » pour les passagers de Point Air. « Nous avions déjà constaté un très grand désordre dans la documentation technique, une brigue risqué dans la maintenance des compétences des personnels navigants et craignons la dissimulation d'accidents ». Un contrôle technique surprise, le 25 janvier 1987, a confirmé,

estime M. Frantzen, des « tricheries sur les masses, la présence de matériels non autorisés, et la méconnaissance de l'aviation par les navigants ». Il y avait là une « prise de risque délibérée », a conclu M. Frantzen. « Ces contrôles sont des personnes des compagnies nationales, qui, quelques semaines avant, avaient fait grève contre les autorisations accordées au Point », se sont indignés les avocats, pour qui le Super DC-8 avait été trouvé en parfait état par le Bureau Véritas en mois de décembre.

Le commissaire du gouvernement, M^{re} Heers, a conclu au rejet de la requête du Point. A ses yeux, le ministre, qui avait le droit de sus-

pendre l'autorisation — le texte ancien s'appliquait encore — n'a pas commis « d'erreur manifeste d'appréciation ». En revanche, elle a proposé au tribunal de donner raison à Point Air sur deux autres demandes: l'annulation de l'interdiction de vols hebdomadaires entre Bâle-Mulhouse et Paris, en avril 1986, et celle d'employer un avion de la compagnie zéroïse SCIBE en février 1987. Dans les deux cas, les décisions n'avaient pas été signées par le ministre, mais par un fonctionnaire dépourvu de délégation de signature.

Jugement fin janvier ou début février.

JACQUES FORTIER.

La panne du DC-8

700 passagers connaîtront des difficultés pour quitter la Réunion

SAINT-DENIS
de notre envoyé spécial

Plus de trois cents passagers du Point-Mulhouse ont quitté, soulagés, la Réunion, le 7 janvier, grâce à Air France. La compagnie nationale avait affrété un Boeing-747 pour « des raisons humanitaires », afin de rapatrier les touristes bloqués dans l'île depuis plusieurs jours à la suite de la panne survenue à Marseille à l'appareil de Point Air, la filiale de l'association Le Point-Mulhouse.

La situation n'est pas moins chaotique à l'aéroport Gillot de Saint-Denis-de-la-Réunion, dans l'attente d'un règlement de l'affaire en métropole. Cent trente passagers manquent de billets pour le 5 janvier n'ont pu embarquer et restent en attente. Le 8 janvier, les vols d'Air France étant complets jusqu'au 16. Excédés, une quinzaine d'entre eux ont occupé les locaux de l'agence locale du Point. Après médiation d'un commissaire de police, ils ont obtenu que leur hébergement soit pris en charge par la compagnie, alors qu'ils avaient demandé au Point de payer eux-mêmes leur note d'hôtel et d'essayer de la présenter à

Paris. Ils ont quitté les lieux sans incident. La plupart des visiteurs en attente, cependant, sont logés chez des parents ou des amis. Ce qui a beaucoup contribué à limiter le mécontentement.

D'ici au 15 janvier, ce sont encore 700 passagers qui doivent quitter le département, et au total 8 000 billets ont déjà été vendus par Le Point pour des départs avant septembre 1988. Ces billets seront-ils remboursés ou les passagers seront-ils transférés sur d'autres compagnies ?

Alors que les clients sont maintenant dans l'incertitude, la situation tourne au règlement de comptes politico-économiques. Dans une interview au *Journal de la Réunion*, le président du Point-Mulhouse, M. Maurice Freund, accuse le président du conseil général, M. Auguste Legros (RPR), les députés Michel Debré (UDF) et Jean-Paul Virapoulle (UDF) d'avoir « tout fait pour démolir l'opération (de charters vers la Réunion) » dans la mesure où elle bénéficiait, selon lui, au président du conseil régional, M. Pierre Lagourgue (majorité nationale). Le conseil régional a, en effet, participé au financement de l'appareil

aujourd'hui immobilisé, un DC-8 baptisé *Région Réunion*.

En tout cas, pour nombre de passagers, et même pour la responsable locale de l'association, « Le Point à la Réunion, c'est fini ».

CORINE LESNES.

● L'extension de l'aéroport de Djakarta confiée à des entreprises françaises. — L'administration de l'aviation civile indonésienne a attribué la deuxième partie de l'extension de l'aéroport de Djakarta à un groupement français composé de SBI (groupe SOGEM), de SAE et de Colas. Le montant de ce marché s'élève à 2,2 milliards de francs et représente le plus important marché de travaux publics à l'exportation signé par des entreprises françaises en 1987. Le même groupement avait construit, de 1981 à 1984, l'aéroport de la capitale indonésienne, et obtenu, en décembre 1986, la première tranche de l'extension programmée pour entrer en service dans quatre ans.

BILLET

L'aménagement du territoire côté jardin

Pour présenter les grands objectifs de l'aménagement du territoire, en ce début 1988, M. Jean-François Carrez avait choisi, le 7 janvier, de se faire jardinier. Le patron de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) a évoqué tour à tour « la culture des fleurs » et « les fruits qu'on recueille » après avoir planté.

Même si l'aménagement du territoire ne tient toujours pas, dans les préoccupations gouvernementales, une place cardinale, au-delà des incantations, la DATAR revient de loin. On ne songe plus à la supprimer, et c'est déjà beaucoup. M. Carrez croit même discerner chez les candidats à l'élection présidentielle une « rivalité » pour placer cette politique dans leurs toutes premières priorités.

1987 avait été l'année de la réorganisation: 1988 doit être « celle où la DATAR s'ouvre à l'extérieur et reprend l'initiative ».

Réorganisation? Les équipes des fonctionnaires ont changé et se sont réunies. Un groupe de travail franco-allemand, auquel s'intéressent les Espagnols, réfléchit sur l'avenir des zones rurales fragiles. Un sous-préfet va animer un groupe de hauts fonctionnaires, chargé d'étudier une meilleure répartition financière entre les ressources des collectivités locales et d'harmoniser les rapports entre le DATAR et les préfets. Enfin, un comité scientifique d'une quinzaine d'experts et professeurs français et étrangers a été mis en place, qui doit servir de relais entre la DATAR et le monde (insuffisamment associé) de la recherche et de l'Université.

Ouverture? « Il nous faut aller au-devant des partenaires et, tout d'abord, des autres administrations », M. Carrez a été, à ce propos, les démarches communes entreprises avec la direction des postes et les ministères de l'agriculture et de l'éducation nationale pour lancer des expériences permettant de maintenir un minimum de population et de services publics dans les cantons de campagne. Ouverture aussi vers les grandes villes à vocation européenne, les régions et les villes moyennes, qui vont d'ailleurs se grouper dans une fédération nationale.

Mais, jusqu'à ce jour, il y a eu davantage de fleurs éclossées que de fruits mûrs. Mis à part le lancement du plan autoroutier et du schéma des TGV, les mesures concrètes tardent. C'est vrai pour le sauvetage du monde rural (menacé par le projet de la Commission européenne de mettre en jachère 1 million d'hectares), pour la localisation des investissements étrangers (1987 aura été une année de contre-performance) ou pour le démantèlement hors de Paris de nombreuses administrations qui n'ont rien à y faire.

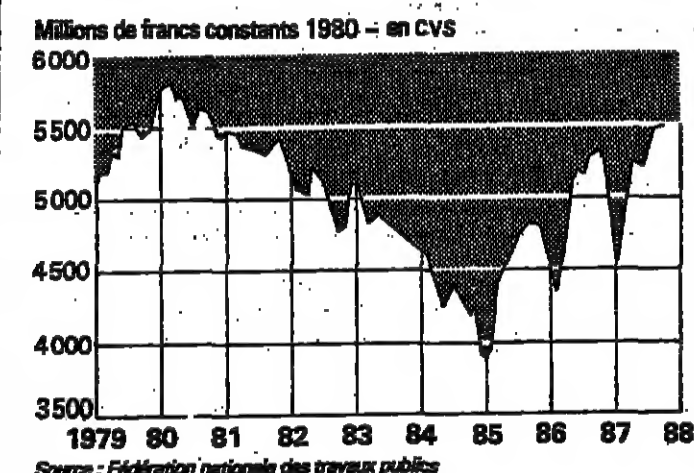
La DATAR va avoir vingt-cinq ans. Une fête? Une commémoration? « Je me méfie de l'autoglorification et ne suis pas homme à rouler des mécaniques », a lancé le délégué. Plus simplement et plus sérieusement, il promet pour l'occasion la publication d'un atlas sur un quart de siècle d'aménagement du territoire. Pour fin février, début mars.

FRANÇOIS GRÖSCHLARD.

● Le maire de Saint-Germain contre les trois projets d'autoroute A-14. — M. Michel Péricard, député et maire RPR de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) a pris position dans le débat qui doit aboutir avant la fin du mois de janvier à un choix entre les trois projets pour franchir à l'autoroute A-14 la forêt de Saint-Germain. Les trois propositions en concurrence ont été élaborées

par la SAPN (Constructeurs Bouygues), Vilexpress (Spie-Batignolles) et Autorité (GTM et Jean Lafitte). « Ces projets sont tous meilleurs que celui élaboré par l'administration et que j'avais refusé », a déclaré M. Péricard, « mais dans l'état actuel des projets présentés, aucun n'est susceptible de recueillir mon assentiment ».

Bonne conjoncture pour les travaux publics



Le montant des travaux réalisés par les entreprises de travaux publics a atteint plus de 10 milliards de francs au cours du mois d'octobre 1987. Cette poursuite de l'amélioration de l'activité porte à + 4,5 % la variation, en volume, des réalisations sur les dix premiers mois de l'année 1987, par rapport à la période correspondante de 1986, indique la Fédération nationale des travaux publics. Quant au volume des marchés conclus, il est supérieur de 16 % à la moyenne de l'année 1986.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 8,30 % 1973
Les intérêts courus du 19 janvier 1987 au 18 janvier 1988 seront payables à partir du 19 janvier 1988 à raison de 74,70 F par titre de 1000 F nominal (coupon n° 14) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8,30 F. En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 14,10 F, soit un net de 60,60 F.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,70 % décembre 1982 - Société anonyme de gestion et de contrôle de participations (SAPAR)
Les intérêts courus du 10 janvier 1987 au 9 janvier 1988 sur les obligations « SAPAR 15,70 % décembre 1982 » seront payables, à partir du 10 janvier 1988 à raison de 706,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 78,50 F (montant global: 785 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 117,70 F auquel s'ajouteront les retenues de 1 % calculées sur l'impôt brut (contribution sociale, loi de finances pour 1984), soit 7,85 F et 1 % (CNAVTS, loi du 10 juillet 1987), soit 7,85 F faisant ressortir un net de 573,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 17 752 obligations comprises dans la série de numéros 212 826 à 230 577, sortis au tirage du 27 novembre 1987 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F coupon n° 6 au 10 janvier 1989 attaché. C'est-à-dire, sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs:

- Amortissement 1984: 14 507 à 24 413
- Amortissement 1985: 164 874 à 176 325
- Amortissement 1986: 122 589 à 135 849
- Amortissement 1987: 95 005 à 110 348

REPÈRES

Loyers

Hausse annuelle de 3,95 % en France

La hausse des loyers du secteur libre, dont le montant a pour référence l'indice du coût de la construction du troisième trimestre, est de 3,95 %, lors de leur révision annuelle (à la date anniversaire du bail). L'indice trimestriel du coût de la construction de l'INSEE s'établit en effet à 895 au troisième trimestre de 1987, contre 861 au troisième trimestre de 1986. Cet avis a été publié au *Journal officiel* du 8 janvier.

Distribution

Pas de catastrophe pour les grands magasins américains

La période des fêtes de fin d'année n'a pas été brillante pour les grands magasins américains, mais le « fiasco » que certains redoutaient après le krach boursier du 19 octobre a été évité. Sears, Roebuck and Co a enregistré une progression de 4,9 % de son chiffre d'affaires de décembre par rapport au mois correspondant de 1987. K. Mart et J.C. Penney font match égal, avec une hausse de 8 %. Federated Department Stores annonce une progression de 5,2 %; May, de 10 %; Dayton Hudson, de 19 %; Montgomery Ward, de 5,4 %, et Woolworth de 10 %. Les responsables de ces grands magasins se déclarent malgré tout déçus: ils avaient avancé les soldes pour éviter le pire et rassuré les prix au maximum. Le moindre enthousiasme des consommateurs américains a également été illustré par une poussée réduite des crédits à la consommation, qui ont augmenté de 4,4 % en novembre, contre 5,7 % en octobre, et une pointe exceptionnelle de 12,9 % en septembre, due à l'époque aux offres alléchantes des constructeurs automobiles.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION
COMMUNICATION



Quand les valeurs changent il faut savoir défier le temps.

Paribas Asset Management a conçu une stratégie fondée sur la recherche de performance à long terme, adaptée à un niveau de risque choisi par chaque investisseur: régularité du revenu, protection du patrimoine, croissance du capital ou attrait des opportunités immédiates.

Pour Paribas un patrimoine doit savoir défier le temps.

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19.



SICAV PARIBAS
Gagner sur le temps.

هكذا من الوجل

PARIS :

● **FRAIS FIXES DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION :** Accord de principe avec les banques. — Les organisations de consommateurs et les banques sont parvenues à un accord de principe sur la réforme du système des frais de dossier perçus par les banques pour les crédits à la consommation : les perceptions forfaitaires payées chaque mois seraient versées à la fin de l'année, qui serait venue en une seule fois au moment de l'ouverture du crédit ou chaque année. En revanche, les positions restent très divergentes sur les tarifs de ces frais fixes qui alourdissent les taux d'intérêt pratiqués.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans
auprès des intermédiaires financiers habituels.

Le carnet des Entreprises

COMPAGNIE OPTORG

A la suite du départ en retraite de M. Bernard
Boche, MM. Fernand Gabot et Jean-Pierre
Gugenheim ont été nommés directeurs généraux
de la Compagnie OPTORG à effet du
1.1.88.

Contraction de l'activité

Vendredi, les écarts à la hausse et à la baisse n'étaient pas très importants. Seul le pétrole a baissé de 1,2 %, à 10,10 dollars le baril. Les actions de l'Airbus ont augmenté de 1,2 %, à 10,10 dollars le baril. Les actions de l'Airbus ont augmenté de 1,2 %, à 10,10 dollars le baril. Les actions de l'Airbus ont augmenté de 1,2 %, à 10,10 dollars le baril.

Dien 10

La fermeté du dollar, bien que toute relative, a continué d'encourager les investisseurs à maintenir leurs positions, voire à les renforcer, en acquérant des valeurs de haute technologie. Les valeurs liées aux industries de la pâte à papier, du pétrole non ferrugineux et du raffinage du sucre ont été assez activement recherchées aussi. A l'inverse, les sidérurgiques, Nippon Steel en tête, sont alourdies. Encore une fois, au moins un milliard de titres ont été échangés.

R. Franc.	7 3/4	8 1/4	8 3/8	8 9/16	8 7/16	8 5/8	8 7/8	9 1/16
-----------	-------	-------	-------	--------	--------	-------	-------	--------

R. Franc.	7 3/4	8 1/4	8 3/8	8 9/16	8 7/16	8 5/8	8 7/8	9 1/16
-----------	-------	-------	-------	--------	--------	-------	-------	--------

R. Franc.	7 3/4	8 1/4	8 3/8	8 9/16	8 7/16	8 5/8	8 7/8	9 1/16
-----------	-------	-------	-------	--------	--------	-------	-------	--------

BOURSE DU 8 JANVIER

[illegible]**SICAV** (sà)

VALEURS	% du compt.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. incl.)	Rachet net
Obligations																				
Emp. 7% 1873	8889		Contin. (Bel.)	172	....	Localis	630	630	Stael	750	827	A.A.A.	877 99	071 21	Francis	322 86	314 46	Obligations Convert.	362 68	365 34
Emp. 8% 80 77	124 50	5 554	Lowell	115 30	114	Telegraph	1025	1025	Télégraph	1230	1380	Act. A.A.	180 32	180 32	Francis	104 61	104 61	104 61	104 61	104 61
5,80 % 78 79	100 30	3 448	Chemins	550	....	Lucis	825	845	Tactis-Anglais	275	275	Act. A.A.	376 45	382 05	Francis	90 74	874 58	Obligations	506 73	494 37
12,25 % 80 78 79	104 45	4 744	Clemp (Bel.)	149 50	....	Medicine	85	85	Tour Eiffel	434	435	Act. A.A.	338 08	313 30	Francis	1367 24	1367 24	Obligations	504 19	504 19
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat Urbain	140	146	Union S.M.D.	422	516	Act. A.A.	489 52	471 25	Francis	310 80	302 24	Parisienne	511 22	486 05
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne	716 05	683 58
12,50 % 81 78 79	104 75	4 744	C.L.C. (France) del.	207	206	Magnat S.A.	119 50	119 50	U.T.A.	435	435	Act. A.A.	581 71	504 54	Francis	1003 80	1003 80	Parisienne		

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le mouvement de solidarité avec les réfugiés iraniens expulsés de France.	6 Deux annulations du Conseil constitutionnel concernant le Crédit agricole et la Sécurité sociale.	8 Le rapport des « sages » sur le code de la nationalité.	20 L'ouverture du Musée national d'art africain à Washington.	24 Légère remontée du dollar. La RFA est contrainte d'accepter une augmentation de son déficit budgétaire.	Abonnements 2 Annonces classées 10 Campus 11 Carnet 16 Loto 11 Météorologie 11 Philatélie 11 Radio-télévision 12	● Passez donc sur le billard. JEUX ● Privatisées : Suez, en direct du Palais des congrès. PRI ● 1988 : une semaine à travers le monde. REP Actualité. International. Campus. Jeux. Bourse. Abonnements. 36-15 tapaz LEMONDE
3 L'agitation dans les territoires occupés.	7 La campagne présidentielle.	9 L'enquête sur la mort de Robert Boulin.	21 Le retour du flamenco : allons-y Franco !	25 L'aménagement du territoire, côté jardin.		
4 La visite de M. Honecker à Paris.	— « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	SPORTS 23 Le Rallye Paris-Alger-Dakar.	COMMUNICATION 21 « Le Matin de Paris » suspend sa parution.	26-27 Marchés financiers.		

La visite à Tunis de M. Jean-Bernard Raimond

Voici le texte du communiqué publié vendredi 8 janvier par le Quai d'Orsay pour annoncer la visite de M. Jean-Bernard Raimond à Tunis :

« Malgré les charges de son emploi du temps, le ministre des affaires étrangères a tenu à se rendre, dès que possible, à Tunis, où il n'a pu, pour des raisons de santé, effectuer la visite officielle qui avait été prévue les 20 et 21 décembre derniers.

« Ce déplacement, qui aura lieu dans le cours de la journée du 9 janvier, aura d'abord pour objet de témoigner aux nouvelles autorités tunisiennes des sentiments particulièrement chaleureux de considération et d'amitié que leur portent le gouvernement et le peuple français. M. Jean-Bernard Raimond indiquera à ses hauts interlocuteurs tunisiens que le gouvernement français souhaite renforcer encore les relations de confiance et de coopération qui caractérisent traditionnellement les rapports entre les deux pays.

« Les entretiens que le ministre des affaires étrangères aura à Tunis visent bien entendu à préparer la visite officielle que le premier ministre tunisien, M. Hédi Baccouche, effectuera en France le 15 janvier, à l'invitation de M. Jacques Chirac.

« M. Chirac espère voir tomber le mur de Berlin. « Accueillant à l'Hôtel de Ville, en tant que maire de Paris, M. Erich Honecker, le 8 janvier, le premier ministre a déclaré notamment : « Quelle ville pourrait mieux que Berlin, symboliser l'état actuel de l'Europe ? Le mur qui la déchire — et qui, je l'espère, tombera un jour (...) rappelle que la division de notre continent n'est pas un simple concept, mais une réalité douloureuse. »

Les vœux de M. Méhaignerie

Anticipation

Pour présenter à la presse ses ultimes vœux de ministre de l'équipement, M. Pierre Méhaignerie avait choisi l'anticipation en recevant ses invités à la Tête Défense, au pied de l'arche en construction où le ministre doit s'installer à l'été de 1989 : 42 000 m² de bureaux « intelligents » sur trois étages de la paroi sud de l'arche et un des quatre immeubles de la Colline Sud (3 200 m²). L'établissement public d'aménagement de la Défense est déjà propriétaire de treize étages et 943 millions de francs vont permettre d'acheter les vingt-deux étages restants ainsi que du mobilier et l'équipement bureautique dernier cri. Le grand ministère d'occupation plus que deux sites (puisque le ministre, son cabinet et une direction resteront boulevard Saint-Germain) au lieu d'une vingtaine éparpillés dans Paris.

Après l'inévitable et traditionnel couplet d'autosatisfaction sur les objectifs atteints (soutien de l'activité du bâtiment, relance de l'investissement privé, accélération des

Sanofi a déposé son offre pour la reprise de Robins

La proposition faite par le groupe français Sanofi en vue de racheter la firme pharmaceutique américaine A.H. Robins (*le Monde* daté 3-4 janvier) vient d'être officiellement déposée sur le bureau du tribunal des faillites de Richmond en Virginie. Elle porte sur le versement de 600 millions de dollars (3,36 milliards de francs environ) pour racheter 58 % du capital, et la création d'un fonds de 2,475 milliards de dollars (13,86 milliards de francs) destiné à indemniser les victimes du stérilet défectueux, commercialisé par Robins au début des années 70.

La direction de Robins a réaffirmé son plein accord à cette proposition. Cependant, la partie n'est pas pour autant gagnée. Le comité représentatif des actionnaires de Robins, autres que la famille Robins, qui représente 58 % du capital, continue à négocier d'arrache-pied la reprise de l'entreprise avec les deux autres candidats au rachat, à savoir les groupes américains Rorer et American Home Products. M. Jean-François Debecq, directeur général de Sanofi a déclaré, de passage à New-York : « Nous sommes ici pour nous battre pour Robins et pour gagner. » Il n'a pas écarté la possibilité de surenchérir sur les offres concurrentes pour emporter l'affaire.

AFGHANISTAN : une conférence de presse de M. Shultz

Washington pourrait cesser son aide aux moudjahidins avant la fin du retrait des troupes soviétiques

La récente visite à Kaboul de M. Chevardnadze est le signe du « sérieux » des intentions de Moscou pour rechercher un règlement rapide du conflit afghan, a déclaré, jeudi 7 janvier, à Moscou, M. Youri Alexeïev, chef du département du Proche-Orient au ministère soviétique des affaires étrangères. Il a indiqué qu'un accord pour une solution politique avait été « presque atteint » à Genève, et qu'il restait à arrêter un calendrier du retrait des troupes soviétiques. Il a aussi insisté sur le fait que la négociation de Genève — entre Afghans et Pakistanais sous l'égide des Nations unies — concernant la situation « extérieure » était séparée de la recherche

WASHINGTON de notre correspondant

Au cours d'une conférence de presse, donnée le jeudi 7 janvier à Washington, M. Shultz a apporté quelques précisions sur l'attitude que pourraient adopter les Etats-Unis au cas où les Soviétiques se décideraient vraiment à retirer leurs troupes d'Afghanistan. Le secrétaire d'Etat a assez clairement indiqué que les Etats-Unis pourraient interrompre leurs livraisons d'armes aux résistants avant que les Soviétiques n'aient retiré toutes leurs troupes.

Mais M. Shultz a posé à cela certaines conditions, en particulier que le retrait des troupes soviétiques ait un caractère « irréversible », que l'URSS retire, dès le début, un nombre important d'unités (les Etats-Unis redoutent apparemment que les Soviétiques ne laissent le plus longtemps possible sur le terrain leurs éléments d'élite, susceptibles de causer de graves revers à des résistants qui ne seraient plus ravi-

taillés en armes), et qu'elle cesse de fournir une aide militaire Kaboul.

M. Shultz s'exprimait à ce sujet au lendemain des déclarations encourageantes faites par son homologue soviétique, M. Chevardnadze, à l'issue de son séjour à Kaboul (le *Monde* du 8 janvier) et alors que l'adjoint du secrétaire d'Etat, M. Armacost, a également commenté en termes positifs les résultats de sa propre visite au Pakistan. Cette concordance peut donner l'impression que les choses avancent assez vite, et qu'Américains et Soviétiques négocient discrètement.

Pourtant, au département d'Etat, on affirme que depuis le sommet de Washington, au début de décembre, les Soviétiques n'ont pas donné aux Américains de précisions sur leurs intentions. « Nous n'avons toujours pas d'indications claires que les Soviétiques aient pris une décision, [quant à leur retrait], explique un

responsable, et nous pensons qu'il serait grand temps que M. Vorontsov ait fait un tour à Islamabad » (M. Vorontsov est un diplomate soviétique de haut niveau qui vient d'être déchargé de la négociation sur le désarmement à Genève, apparemment pour lui permettre de se consacrer à l'Afghanistan).

Américains et Soviétiques auront, en tout cas, de nombreuses occasions de se parler. M. Shultz a, en effet, annoncé que lui-même et M. Chevardnadze étaient convenus de se rencontrer tous les mois, d'ici le sommet de Moscou, pour faire en sorte que cette réunion prévue en Moscou à la fin février, s'est-à-dire après le début du nouveau « round » de négociations afghano-pakistanaïses à Genève.

JAN KRAUZE.

A la prison de Strasbourg

Le martyre d'un détenu

Signe de reconnaissance des détenus, trois petits points ont été tatoués sur le front de Jean-Marie Fuss. Son nez est brisé, ses arcades sourcilières déformées. Les chevilles, les poignets, le dos et la poitrine ont été déboulonnés grâce à de petites résistances électriques qui servent à préparer le thé ou le café. Ses omoplates sont cassées, et ses doigts brûlés à l'allumette. Il a, dit-il, été sodomisé avec un manche à balai.

« Connus pour de petites babioles », comme nous le signale notre correspondant Jacques Forrier, Jean-Marie Fuss, trente-sept ans, ferrailleur un peu simpliste, était poursuivi pour l'incendie volontaire d'un appartement, ce qu'il reconnaissait volontiers. Ayant omis de se présenter pour un interrogatoire chez le juge d'instruction, M. François Le Henaff, il fait l'objet d'un mandat d'arrestation et est incarcéré le 17 décembre à la maison d'arrêt de Strasbourg. Dans cette vieille prison, construite au dix-neuvième siècle, les « dortoirs » existent toujours. Et Jean-Marie Fuss partage sa détention avec une dizaine d'autres prévenus.

Frustré, un peu sale, il est vite pris en grippe. Le 31 décembre (est-ce une partie de cartes qui tourne mal, Fuss est-il accusé d'être un « mouton » ?), les services commencent. Jusqu'au 4 janvier, aucun membre des personnels de surveillance ne s'aperçoit de rien.

« C'était la période des congés. On était en sous-effectif », explique-t-on à l'administration pénitentiaire. Deux cents détenus pour cent places, cinquante surveillants en effectif global, une quinzaine par jour habituellement, dix le jour et cinq la nuit en période de congé : les chiffres parlent d'eux-mêmes. Jean-Marie Fuss, très choqué, a vite été ramené en liberté et placé sous contrôle judiciaire. Une enquête administrative a bien sûr été ouverte, et une information judiciaire contre ses codétenus pour violences et actes de barbarie confiée à M. Michel Molin, juge d'instruction.

Le 18 avril, à Elsau, une nouvelle maison d'arrêt de quatre cents places doit ouvrir ses portes. Là, il n'y aura plus de « dortoirs ».

Ag. L.

Succès d'une équipe de chercheurs américains

Le traitement de la myopathie devient envisageable

Une série de résultats récemment obtenus par l'équipe du professeur Louis K. Kunkel (Boston) et publiée il y a peu dans les revues scientifiques *Nature* et *Cell* (1), laisse penser qu'un progrès très important a été accompli dans la compréhension, à l'échelle moléculaire, des causes de la myopathie de Duchenne de Boulogne, la plus fréquente et l'une des plus graves maladies héréditaires touchant le système musculaire.

En 1986, Anthony Monaco, l'un des chercheurs de l'équipe du professeur Kunkel, annonçait en France, lors du premier colloque national sur les maladies neuromusculaires, que la découverte du gène de la myopathie de Duchenne était imminente (*le Monde* du 2 octobre 1986). Après l'isolement de ce gène sur l'un des bras du chromosome X, l'équipe américaine vient d'identifier une protéine (baptisée dystrophine) synthétisée normalement par ce gène.

« Cette protéine est à la fois génée, impalpable et infinitésimale », explique M. Jean-Claude Kaplan (Institut de pathologie moléculaire, INSERM, CHU Cochin, Paris). Elle ne correspond qu'à 1/50 000^e des constituants du muscle. Il apparaît pourtant que c'est lorsque cette protéine est anormale ou absente que la myopathie survient.

Selon M. Kaplan, la découverte américaine laisse entrevoir de réelles possibilités thérapeutiques pour cette maladie héréditaire. Après l'isolement du gène, deux possibilités étaient, en effet, offertes : soit il s'agissait d'une protéine dite de structure, indispensable à l'architecture même du muscle ; soit il s'agissait d'une protéine dite de fonction impliquée dans la physiologie musculaire.

La dystrophine apparaît aujourd'hui comme étant une protéine de fonction (elle semble jouer un rôle au niveau de la jonction neuro-musculaire et être impliquée à ce niveau dans les échanges de calcium), ce qui permet d'envisager une prise en charge thérapeutique, par médicaments, des enfants atteints de myopathie de Duchenne. Il s'agit là d'une perspective véritablement constructive et enthousiasmante qui pourrait permettre de dépasser le stade de la simple « prévention par l'avortement », risque inhérent général à toutes les recherches de biologie moléculaire sur les maladies héréditaires.

J.-Y. N.

(1) Les résultats de ces travaux ont été publiés dans la revue *Nature* (24-31 décembre 1987) et dans la revue *Cell* du 24 décembre 1987.

(Publicité)

M. LOUIS MERMAZ invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Louis Mermaz, député socialiste de l'Isère, ancien président de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand Jury RTL-le Monde» dimanche 10 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Vienne, qui est par ailleurs le proche de M. Mitterrand, répondra aux questions d'André Passeron et de Patrick Jarreau de *Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Paul Joly de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Les prochains «Grand-Jury»

Le programme des prochains «Grand-Jury RTL-le Monde» est ainsi établi : 17 janvier, M. Valéry Giscard d'Estaing ; 24 janvier, M. Michel Rocard ; 31 janvier, M. Jacques Chirac ; 7 février, M. Laurent Fabius ; 14 février, M. Michel Aurillac (RPR) ; 21 février, M. André Lajoinie ; 28 février, M. Bruno Mégnat (FN).

4 Mach. écrire de bureau chez Duriez - 22 à 33 %

■ Xerox 6002 • Compact • Mémoire 6000 caractères • Maintenance à domicile gratuite 3 mois 4900F 3280 F ht.

■ Brother Fx 701 • Machine de bureau évolutive • (option écran, lecteur de disquette) • Maintenance à domicile gratuite 6 mois 6400F 4207 F ht.

■ Canon AP 810 • Mémoire 32 000 caractères • Maintenance à domicile gratuite 6 mois 5900F 7428 F ht.

■ Brother EM 1000 • Ecran 25 lignes • Maintenance à domicile gratuite 6 mois 12 930F 9990 F ht.

3, rue La Boétie, 8° et toujours 112-132 bd St-Germain, 6° (Odéon).

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS avec ou sans armoire-lit ou 2 places, nombreuses combinaisons possibles. Style ou Contemporain : Chêne, Acajou, Merisier ou Laqué.

CAPÉLOU

37, Av. de la République 75011 PARIS (11) 43.57.46.35 Métro : PARENTY

BRADERIE EXCEPTIONNELLE

Du 9 au 30 janvier.

Pianos, orgues meubles, orgues portables, synthétiseurs, guitares, batteries, instruments à vent, banquettes...

hamm

La Maison de la Musique

135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66 - Parking à proximité.

L'ATREILLE

SOLDES ANNUELS à tous nos rayons

62 rue St André-des-Arts 6°
Tél. 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT NOS MAGASINS

QUELLES SONT LES STARS LES PLUS MENACÉES ?

ce mois-ci dans

GLOBE

VENDREDI 8 ET JOURS SUIVANTS LA VOGUE

PRÊT À PORTER MASCULIN CHEMISERIE GRANDES GRIFFES

SOLDE LA VOGUE

38, Bd des ITALIENS
Paris (9°) - Opéra et centre commercial Vélizy 2

P. STARCK
J. SEGUELA
Y. MOUROUSI
H. DESIR
M. BOUENAH

Le numéro du « Monde » daté 8 janvier 1988 a été tiré à 515 837 exemplaires

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G H